

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

MÉMOIRE PRÉSENTÉ  
À L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN LETTRES (COMMUNICATION SOCIALE)

PAR  
PIERRE PINSONNAULT

SÉMIOTIQUE DU TEXTE MÉDIATIQUE :  
L'IDÉOLOGIE À TRAVERS LES REPRÉSENTATIONS  
DE LA RUSSIE DANS *LA PRESSE*  
SELON UNE PERSPECTIVE DIACHRONIQUE

DÉCEMBRE 2012

Université du Québec à Trois-Rivières

Service de la bibliothèque

Avertissement

L'auteur de ce mémoire ou de cette thèse a autorisé l'Université du Québec à Trois-Rivières à diffuser, à des fins non lucratives, une copie de son mémoire ou de sa thèse.

Cette diffusion n'entraîne pas une renonciation de la part de l'auteur à ses droits de propriété intellectuelle, incluant le droit d'auteur, sur ce mémoire ou cette thèse. Notamment, la reproduction ou la publication de la totalité ou d'une partie importante de ce mémoire ou de cette thèse requiert son autorisation.

## Sommaire

Ce projet de mémoire de maîtrise porte sur le discours médiatique, plus précisément sous l'angle de la construction de la réalité à partir d'un sujet tiré de l'actualité internationale, à savoir les contentieux géopolitiques et diplomatiques entre la Russie et certains pays occidentaux, plus particulièrement les États-Unis, l'Angleterre et dans une moindre mesure le Canada. La recherche tentera de démontrer quels types de représentations véhiculent les journaux québécois et plus particulièrement *La Presse*, au même titre que les médias à travers l'Occident, lorsque pour décrire le contexte géopolitique actuel ils recourent à un lexique dont les référents, issus du discours social propre à un univers symbolique, datent de l'époque de la Guerre froide. Pour ce faire, nous mènerons, à l'aide d'outils sémiotiques, un travail diachronique nous permettant de faire ressortir les représentations qui alimentaient le quotidien de l'homme de la rue à travers les médias de masse à une certaine époque de la Guerre froide, plus précisément lors du printemps de Prague en 1968, pour ensuite mettre en parallèle nos observations avec les représentations que génèrent le discours médiatique actuel, plus spécifiquement lors de la crise géorgienne en 2008. Les deux contextes géopolitiques étant différents, nous voulons savoir quelles sont les représentations que donnent à voir les médias de masse québécois de la Russie actuelle, et l'ancrage ainsi que la persistance de ces représentations à travers l'histoire contemporaine.

## Table des matières

|   |     |
|---|-----|
| Sommaire.....   | ii  |
| Liste des tableaux.....   | vi  |
| Remerciements.....  | vii |
| Introduction.....   | 1   |
| Contexte de la problématique .....                                      | 6   |
| Naissance et mort de l'URSS .....                                       | 13  |
| De la chute des tsars à la Guerre froide .....                          | 14  |
| De la Guerre froide à l'effondrement de l'URSS .....                    | 17  |
| La Guerre froide (1945-1962).....                                       | 20  |
| La détente (1962-1973) et le retour de la tension (1973-1985).....      | 23  |
| Vers l'effondrement de l'URSS et ses suites .....                       | 26  |
| Contexte politique des relations entre la Russie et le Canada.....      | 32  |
| Régimes politiques.....   | 32  |
| URSS et Russie .....  | 32  |
| Canada.....   | 34  |
| Relations diplomatiques entre le Canada et l'URSS, puis la Russie ..... | 35  |
| Le rôle de la presse dans les régimes dits « démocratiques » .....      | 40  |
| Cadre théorique.....  | 47  |
| Le débat constructivistes/réalistes.....                                | 48  |
| Les médias et la construction de la réalité.....                        | 51  |

|  |    |
|--|----|
| Méthode .....                                      | 56 |
| Objet de l'étude .....                             | 58 |
| Cadre méthodologique .....                         | 61 |
| La sémiotique de Pierce .....                      | 62 |
| Interprétant et symboles .....                     | 65 |
| La sémiotique de Hjelmslev.....                    | 65 |
| Les classes sémantiques .....                      | 66 |
| Axe syntagmatique .....                            | 67 |
| Axe paradigmatique.....                            | 67 |
| La construction des classes sémantiques .....      | 69 |
| Genette et la transtextualité.....                 | 71 |
| L'hypertextualité dans le discours médiatique..... | 72 |
| Modélisation du cadre méthodologique .....         | 76 |
| Le corpus .....                                    | 78 |
| Résultats.....                                     | 83 |
| 1968.....  | 84 |
| Les protagonistes .....                            | 84 |
| Les enjeux .....                                   | 87 |
| Le temps.....                                      | 92 |
| L'espace .....                                     | 92 |

|   |     |
|---|-----|
| 2008 .....  | 93  |
| Les protagonistes .....   | 93  |
| Les enjeux .....  | 96  |
| Le temps .....  | 102 |
| L'espace .....  | 102 |
| Discussion .....  | 104 |
| Les protagonistes et leur rôle idéologique.....                 | 106 |
| La portée idéologique de la mise en perspective des enjeux..... | 117 |
| Le temps et l'espace .....                                      | 128 |
| Réflexion sur l'idéologie dans le discours médiatique.....      | 129 |
| Limites et ouverture.....                                       | 132 |
| Conclusion .....  | 134 |
| Références.....   | 136 |
| Bibliographie du corpus.....                                    | 142 |

## Liste des tableaux

### Tableau

|   |  |    |
|---|--|----|
| 1 | Répartition par mois des textes publiés en 1968 dans <i>La Presse</i> en lien avec les événements en Tchécoslovaquie ..... | 79 |
| 2 | Répartition par mois des textes publiés en 2008 dans <i>La Presse</i> en lien avec les événements en Géorgie .....         | 80 |
| 3 | Représentations de l'armée soviétique à travers les combinaisons syntagmatiques et paradigmatisques .....                  | 85 |
| 4 | Représentations de la « crise tchécoslovaque » à travers les combinaisons syntagmatiques et paradigmatisques .....         | 89 |

## Remerciements

Je tiens à remercier chaleureusement mes deux codirecteurs de recherche, soit le regretté Pierre Huard, un homme d'un grand charisme intellectuel, pour avoir allumé en moi la flamme de la recherche et des études aux cycles supérieurs, et Yvon Laplante, un professeur chevronné, vulgarisateur passionné et chercheur engagé, pour avoir alimenté le brasier en me montrant le chemin à suivre dans les méandres de cette riche et fascinante science qu'est la sémiotique. Je désire également remercier de tout mon cœur mes parents, Monique et Jean Pinsonnault, qui, grâce à leur écoute et leurs conseils, m'ont encouragé à me dépasser tout au long de la réalisation de ce travail. Par ailleurs, je salue mes collègues de travail au Service des communications de l'UQTR, qui m'ont écouté et soutenu durant ces années de labeur intellectuel. Plus particulièrement, un grand merci va à Serge Boudreau, conseiller en communication à l'UQTR, qui m'a accueilli et guidé dans le stimulant milieu professionnel des communications universitaires. Enfin, je remercie mes amis Martin Lemoine, Jean-François Fecteau, Éric Massicotte, Rachel Claveau et Stéphane Fortier, qui se sont toujours montré intéressés à mon sujet et, grâce à leur intérêt, ont contribué à ma motivation dans la poursuite et l'accomplissement de ce projet.

*À nous,  
à tous les peuples,  
opprimés par les mots.*

## **Introduction**

L'actualité internationale, telle que vécue par les usagers des médias de masse, réserve à ceux-ci nombre de situations toutes aussi complexes les unes que les autres. À cet effet, l'homme de la rue qui puise ses informations dans les grands quotidiens de ce monde a probablement eu la surprise de revivre récemment un conflit ayant forgé les relations internationales durant presque la moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Ainsi, en prenant connaissance des contenus de journaux comme *The New-York Times* aux États-Unis, *Le Monde* en France, *La Presse* au Canada ou *The Moscow Times* en Russie, pour n'en nommer que quelques-uns, il y a lieu de se demander : est-ce que l'humanité se dirige vers une autre Guerre froide?

Depuis 2005, les journalistes utilisent de plus en plus l'expression « guerre froide » pour désigner un contexte international déterminé par une multitude d'événements géopolitiques et diplomatiques litigieux qui impliquent, d'un côté, la Russie et, de l'autre, certains pays occidentaux, notamment les États-Unis et l'Angleterre, mais aussi le Canada dans une moindre mesure. Soulignons d'emblée que le Canada joue un rôle plutôt effacé dans le cadre des relations qu'entretiennent ses principaux alliés, les États-Unis et l'Angleterre, avec la Russie; cependant, il se trouve indirectement engagé du fait de sa participation au sein d'instances internationales typiquement occidentales, par exemple l'OTAN et le G8.

Ce qui alimente davantage cette perception d'un monde en proie à une nouvelle Guerre froide aux yeux des médias, pour la plupart occidentaux, est très certainement le contexte politique actuel en Russie, celle-ci étant souvent qualifiée d'État autocratique, voire même totalitaire<sup>1</sup>. C'est que la nouvelle façon de faire la politique en Russie, personnifiée dans les médias par le président russe Vladimir Poutine, contraste avec l'attitude de « laisser-aller » des années Eltsine et, jusqu'à un certain point, évoque des méthodes propres au régime communiste de l'époque soviétique, qui lui-même rappelait l'autocratie des tsars contre laquelle les bolcheviks s'étaient révoltés.

En fait, nous avons ici deux principaux « phénomènes » avec lesquels les politiciens et les médias occidentaux doivent conjuguer : dans un premier temps, une Russie forte du commerce de ses hydrocarbures, qui, comme un géant, se relève pour peser de tout son poids dans l'arène de la politique internationale; et, dans un deuxième temps, Vladimir Poutine, un président très pragmatique mais également nostalgique de la puissante URSS, qui s'accroche au pouvoir par tous les moyens légaux tout en développant autour de sa personnalité un véritable culte<sup>2</sup>. Le résultat de ces deux « phénomènes » est que la Russie redevient, selon le contexte, un partenaire ou un adversaire que les pays occidentaux doivent de nouveau considérer dans leur manière de concevoir le monde. Cette réémergence de la Russie provoque une nouvelle donne géopolitique, qui n'est pas sans

---

<sup>1</sup> À titre d'exemple, François Brousseau (2007, 30 avril) écrivait que « la Russie de Poutine a certes régressé vers l'«éternel totalitaire» que certains disent être son inéluctable destin » (D'une Russie à l'autre. *La Presse*, B1).

<sup>2</sup> De la même manière que Serge Truffaut (2007, 4 décembre), éditorialiste au quotidien *Le Devoir* le fait, nombre de journalistes et même d'auteurs remarquent en « Poutine, ce président qui a renoué avec le culte de la personnalité cher au père Joseph Staline » (Le Russe retors. *Le Devoir*, A6).

créer des tensions avec certains pays occidentaux ayant appris à passer outre les positions d'une Russie jusqu'alors affaiblie par l'éclatement de l'URSS au début des années 1990.

À cela s'ajoute « le poids de plus en plus lourd des relations internationales sur la vie des peuples [ce qui] explique aussi l'importance que prend l'information internationale dans les médias » (Tudesq, 1997, p. 15). Souvent, pour rendre plus accessibles à l'homme de la rue les événements catastrophiques et diplomatiques qui alimentent la trame événementielle de la réalité quotidienne, pour qualifier les acteurs politiques et sociaux évoluant sur la scène internationale ainsi que les relations qu'ils entretiennent entre eux, ou encore pour rendre compte d'une situation géopolitique spécifique, les professionnels de l'information recourent à différentes techniques de mise en récit afin de traiter l'actualité qu'ils livrent dans les pages des quotidiens, sur les ondes hertziennes et à travers les bulletins de nouvelles télévisés. Cette situation n'est pas sans soulever le problème des représentations que génèrent les différentes visions, perceptions et interprétations que présentent les journalistes à travers le discours médiatique et qui constituent la seule façon pour la majorité des gens d'avoir accès à de l'information sur le monde dans lequel ils vivent, à défaut de pouvoir assister en personne aux événements.

D'ailleurs, après un survol rapide et superficiel des médias, au même titre que l'homme de la rue prend connaissance du contenu que ceux-ci véhiculent, il apparaît que les journalistes n'attribuent pas à la Russie le statut d'un État qui progresse, mais plutôt

celui d'un pays qui régresse<sup>3</sup> et dont l'objectif est le retour au modèle bipolaire propre à l'époque de la Guerre froide. Pourtant, alors que les médias nous montrent une Russie autoritaire qui cherche à se redresser en ayant recours à la doctrine de l'État fort, il semble que nous ayons tendance à oublier, en Occident, que « la démocratisation est un processus extrêmement lent<sup>4</sup> ».

Dans le cadre de ce mémoire, nous proposons d'abord une mise en contexte de la problématique afin de permettre au lecteur de bien saisir les contextes historique et actuel qui sous-tendent notre travail. Ensuite, nous positionnerons le rôle des médias dans la construction de la réalité, avant d'expliquer le cadre méthodologique que nous avons bâti pour analyser les textes médiatiques. Nous présenterons par la suite les résultats de notre analyse, pour enfin nous livrer à une interprétation de ceux-ci dans la discussion.

---

<sup>3</sup> Parmi tant d'exemples, nous ne pouvons passer sous silence l'édition du 31 décembre 2007 du magazine *Time*, qui a nommé Vladimir Poutine personnalité de l'année 2007 tout en prenant bien soin de lui attribuer l'« honneur » d'être le *Tsar of The New Russia*... Notons seulement le caractère régressif que les éditeurs du *Time* confèrent à la « Nouvelle Russie » et au régime politique, celle d'être sous l'autorité d'un « Tsar » (un terme qui évoque le caractère archaïque et autocratique de l'ancienne société russe), personnifié par Vladimir Poutine lui-même.

<sup>4</sup> L. Delcourt (2007). <http://www.iris-france.org/Interviews-2007-04-17.php3>

## **Contexte de la problématique**

Dans la conclusion de son livre *Finie... la guerre froide?*, Gérard Bergeron lançait cette phrase certes prophétique mais bien pesée : « Bref, un certain danger de guerre froide subsiste, qui ne disparaîtra jamais du fait de la fin de l'hégémonie duopolaire » (Bergeron, 1992, p. 169). Très certainement, la période entre 1947 et 1991, durant laquelle le monde était divisé en deux camps opposés politiquement et idéologiquement, a laissé une cicatrice dans l'arène internationale qui n'a jamais complètement guéri.

Plusieurs événements laissent effectivement croire qu'il existe, encore aujourd'hui, certaines zones de tensions géopolitique et diplomatique entre les principaux acteurs des deux « blocs » qui formaient jadis le monde bipolaire. Sur le plan géopolitique, alors que l'étau occidental se resserre autour de l'ancienne URSS, des « États tampons »<sup>5</sup> apparaissent autour desquels le jeu diplomatique entre l'Occident – principalement les États-Unis – et les Russes connaît des crispations. De plus, le projet des Américains d'installer des éléments de leur bouclier antimissile (radars et lance-missiles) en Pologne et en République tchèque, deux anciens pays satellites de l'URSS qui sont désormais tournés vers l'Occident, froisse au plus haut point le gouvernement russe. En guise de réponse au projet américain, celui-ci a notamment brandi la menace de se retirer du Traité

---

<sup>5</sup> Pensons, entre autres, à l'Ukraine et au Bélarus situés dans l'occident de la Russie, à l'Azerbaïdjan et à la Géorgie en Transcaucasie, mais aussi aux États d'Asie centrale – le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, la Kirghizie et dans une moindre mesure le Turkménistan et le Tadjikistan – qui agissent à titre de tremplin vers un Moyen-Orient instable.

sur les forces conventionnelles en Europe (FCE)<sup>6</sup>, une stratégie qu'il a d'ailleurs mise à exécution alors que la Douma<sup>7</sup> a entériné, en novembre 2007, la mise en place d'un moratoire sur sa participation au traité FCE. Un peu plus tôt, au mois d'août 2007, la Russie a procédé à des essais militaires de grande envergure en compagnie de pays alliés dans le cadre de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS)<sup>8</sup>. Cela s'inscrit dans une stratégie plus large visant à accroître l'influence politique de Moscou en utilisant l'argument militaire, ce qui s'observe par plusieurs actions du gouvernement russe, entre autres, l'annonce en août 2007 de la reprise par la Russie de ses vols de bombardiers au-dessus des océans Pacifique, Atlantique et Arctique pour la première fois depuis la chute de l'Union Soviétique. La Russie cherche également à jouer un rôle plus grand en Europe, par exemple à travers la proposition, en 2009, d'un traité pour la sécurité européenne, auquel les États-Unis s'opposent en assurant que le continent est protégé grâce aux institutions existantes, comme l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et l'OTAN.

Sur le plan de la politique interne, la Russie actuelle, dirigée par le président Poutine depuis le mois de mars de l'an 2000, se relève de l'effondrement de l'empire soviétique et semble déterminée à reprendre sur l'échiquier mondial la place qu'elle a perdue après la chute de l'URSS. Sous le règne de Boris Eltsine, le prédécesseur de l'actuel locataire

---

<sup>6</sup> Le Traité FCE fut signé à Paris en 1990 et visait à limiter la course aux armes conventionnelles en Europe entre les deux camps rivaux de la Guerre froide, l'OTAN et le pacte de Varsovie.

<sup>7</sup> La chambre basse du Parlement russe.

<sup>8</sup> L'OCS compte actuellement six membres permanents : Chine, Russie, Tadjikistan, Kirghizstan, Kazakhstan et Ouzbékistan, ainsi que quatre États observateurs (Inde, Mongolie, Iran et Pakistan).

du Kremlin, la Russie a catégoriquement tourné la page de la doctrine communiste, qui avait modelé le pays durant près de 75 ans, pour se tourner vers l'économie de marché et adopter une vision davantage « occidentaliste ». Ce laisser-faire a généré de nombreuses transformations au sein de la société russe, dont l'excessive liberté d'action que seule une poignée d'oligarques proches du pouvoir ont su exploiter en leur faveur, ce qui a résulté en de nombreux dérapages dans plusieurs domaines de la sphère publique, tant économique et politique que médiatique. Actuellement, le contrôle étatique de presque tous les médias de masse de même que la répression systématique de toute dissidence sont parmi les variables qui caractérisent le pouvoir russe. Bref, « de l'excès aux contraintes, de la liberté étourdissante aux concentrations abusives, la [société] russe, soudain livrée à elle-même, a connu depuis la Pérestroïka [*sic*], bien des vertiges » (Boiry & Lebedeva, 1999, p. 53).

Au chapitre des relations diplomatiques, alors que la Russie reprend tranquillement son rang de puissance mondiale, les gouvernements occidentaux sont de nouveau confrontés à une politique russe hostile à certaines de leurs initiatives. Cette nouvelle assurance se concrétise, sur le théâtre de la politique internationale, par des prises de position tranchées sur des dossiers litigieux entre la Russie et les pays occidentaux. Parmi les dossiers les plus chauds en 2007, soulignons le soutien de Moscou au gouvernement de la Serbie qui s'est opposé à la création d'un État indépendant au Kosovo<sup>9</sup>. À cela, le

---

<sup>9</sup> L'indépendance du Kosovo fut soutenue par les États-Unis et les pays européens siégeant au Conseil de sécurité de l'ONU.

Parlement russe a répondu en votant une résolution sur l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie<sup>10</sup>. À cette situation s'en ajoute une autre fortement médiatisée qui oppose la Russie et les pays occidentaux sur la question nucléaire iranienne<sup>11</sup>. L'Iran étant un partenaire majeur de la Russie sur le plan commercial et stratégique, Moscou, au grand dam de Washington, utilise son droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU pour empêcher l'adoption de sanctions contraignantes ayant pour but de faire pression sur le gouvernement iranien afin qu'il cesse ses activités d'enrichissement de l'uranium<sup>12</sup>. À ce titre, le dossier nucléaire iranien est parmi ceux qui génèrent de fortes tensions diplomatiques entre Moscou et Washington. Plus récemment, le conflit en Syrie et la position de Moscou, qui soutient le régime de Bachar el-Assad pour conserver ses intérêts géostratégiques dans la région, a mis au jour de nouvelles dissensions entre la Russie et les États-Unis, et dans une plus large mesure l'Occident.

Notons également que les relations entre l'Angleterre et la Russie sont tendues depuis que Londres accuse Moscou d'avoir orchestré l'assassinat d'Alexandre Litvinenko en territoire britannique. En effet, le 23 novembre 2006, cet ancien espion russe, « opposant au président Vladimir Poutine, décédait à la suite d'un empoisonnement au polonium, une substance hautement radioactive. [Bien que] l'assassin et le commanditaire de cet

---

<sup>10</sup> S'appuyant sur la charte de l'ONU, la convention internationale de 1966 et la déclaration d'Helsinki sur la sécurité en Europe.

<sup>11</sup> Par exemple, les Russes sont fortement engagés dans la construction de la centrale nucléaire de Bouchehr sur le territoire iranien.

<sup>12</sup> Les États-Unis craignent que l'Iran enrichisse de l'uranium à des fins militaires sous le couvert d'un programme nucléaire civil.

empoisonnement restent à identifier formellement<sup>13</sup> », la police britannique accuse un diplomate russe d'en être responsable alors que, de son côté, le gouvernement russe nie toute implication. Néanmoins, cet événement a eu comme conséquence la détérioration des relations entre la Russie et la Grande-Bretagne, qui s'est concrétisée par l'expulsion respective de diplomates britanniques et russes.

Plus près de nous, le gouvernement canadien a récemment goûté à la diplomatie russe en lien avec la revendication d'une région de l'Arctique. L'événement auquel nous faisons référence ici est le drapeau russe planté au début du mois d'août 2007 dans les profondeurs de l'océan Arctique, sur *Lomonossov Ridge* à quelque quatre kilomètres sous l'eau, une région qui est revendiquée par plusieurs pays dont le Canada<sup>14</sup>. Bien qu'ils nient que l'objectif était de s'approprier cette région sous le couvert d'une réalisation scientifique, les Russes ont quand même posé un geste fort en symbolisme, puisque d'ici 2013, une joute diplomatique – voire même scientifique – entre le Canada et la Russie quant à la revendication de la « dorsale Lomonossov » se déroule à l'ONU sur la base de la Convention sur le droit de la mer. Outre cet événement, de façon générale et comme nous le verrons plus loin, la Russie et le Canada entretiennent de bonnes relations pouvant toutefois être ébranlées au gré des périodes de tension et de détente qui alimentent la politique internationale.

---

<sup>13</sup> L'affaire Litvinenko. [http://www.courrierinternational.com/dossier/dossier.asp?dos\\_id=3014](http://www.courrierinternational.com/dossier/dossier.asp?dos_id=3014)

<sup>14</sup> Le froid diplomatique que ce geste a créé entre Ottawa et Moscou a d'ailleurs été médiatisé tant par les journaux russes que canadiens et a donné lieu, de part et d'autre, à l'utilisation de la métaphore « guerre froide » pour qualifier les relations entre les deux pays en référence à cette situation.

Si le cas du Canada est pour l'instant plutôt anodin, la situation de tension entre la Russie et les États-Unis peut apparaître plus lourde de conséquences à long terme. Le traitement qu'en a fait l'hebdomadaire français *Courrier International* dans son numéro du 22 au 28 février 2007 résume probablement bien la situation; en effet, la « une » pouvait se lire comme suit : « Ceci n'est pas une guerre froide (mais ça y ressemble) », faisant par cela référence, entre autres, au bouclier antimissile américain et au contentieux sur le nucléaire iranien.

En effet, il apparaît bien évident que tous les événements des derniers mois ne permettent pas de qualifier les relations entre la Russie et l'Occident de « chaudes » ou « amicales ». Cependant, le recours à l'expression « guerre froide » est-il pour autant justifié et justifiable? Pourrions-nous relativiser, comme le fait le *Courrier International*, en affirmant que « plus qu'à une nouvelle "guerre froide", on assiste à un rééquilibrage géopolitique global<sup>15</sup> »? Le concept d'adversaires-partenaires apparu après la crise de Cuba pour désigner les relations entre les États-Unis et la Russie, à l'aube de la détente, ne désignerait-il pas mieux la situation alors que l'ère Bush-Poutine est également marquée par une coopération dans la lutte contre le terrorisme à la suite des attentats du 11 septembre 2001? D'autant plus que, lorsqu'ils évoquent le spectre de la Guerre froide, les médias réfèrent probablement, pour la plupart sans le savoir, à ce que les historiens et politicologues appellent la « Guerre froide classique », une période que nous examinerons en détail un peu plus loin.

---

<sup>15</sup> *Courrier International*, 851, p. 31.

Bref, c'est ce que nous tenterons de comprendre par le biais de cette recherche, à savoir quelles sont les représentations de la Russie actuelle véhiculées à travers le discours des médias écrits, plus particulièrement dans un contexte canadien. Pour ce faire, il nous semble important de mener un travail de recherche historique afin de comprendre quels types de représentations de l'URSS furent jadis véhiculées par les médias lors de la « vraie » Guerre froide, ce qui devrait nous permettre de mieux analyser le discours actuel dans les médias occidentaux. À cet égard, nous pourrions penser que les représentations générées par le discours médiatique font partie intégrante du processus de construction de la réalité en lien avec une contrainte idéologique plus globale – celle de l'Occident.

Il faut aussi souligner que nous nous retrouvons, dans cette étude, en présence de deux réalités géopolitiques complexes, à savoir la Guerre froide et le monde post 11 septembre, dont l'analyse *a-priori* politique n'est pas ici l'objet. Néanmoins, afin de mener à bien notre recherche, qui se situera davantage dans le spectre de l'analyse sémiotique du discours médiatique sous l'angle de la construction de la réalité, il nous faut mettre en relief différents éléments inhérents aux deux périodes en question. C'est la tâche à laquelle nous nous attaquerons au cours des prochaines pages.

### **Naissance et mort de l'URSS**

Il est important, pour bien situer le contexte de référence dans lequel s'effectue notre recherche, de procéder à un bref survol de l'histoire de l'URSS et de la Russie depuis la

chute des tsars jusqu'à l'élection du président russe actuel. En effet, pour bien comprendre les représentations que véhiculent les médias de la Russie actuelle, ces derniers faisant souvent référence à l'autocratie de la Russie en parallèle à l'utilisation d'un lexique dont les référents se situent dans la période de la Guerre froide, il importe de comprendre historiquement le phénomène de l'autoritarisme ainsi que son ancrage sous différentes formes en URSS puis en Russie, et ce, toujours en lien avec le contexte géopolitique plus global.

### **De la chute des tsars à la Guerre froide**

L'empire des tsars de Russie a été presque entièrement déterminé par le règne des Romanov, dont la dynastie s'étala sur la période 1613-1917. En tant que souverain, « dans l'exercice de ses fonctions gouvernementales, le tsar avait recours à une bureaucratie centralisée et hiérarchisée, organisée verticalement » (Werth, 2001, p. 10). Dans son *Histoire de Russie*, l'auteur Gustave Welter qualifie le règne des tsars d'« autocratique » et parle du règne d'Alexandre III (1881-1894) comme celui d'un souverain qui incarne l'autocratie dans ce qu'elle a de plus typique, empreint de ce nationalisme renaissant, dont le devoir était de maintenir et fortifier le régime, ce qu'il fit par l'instauration d'un véritable tsarisme policier (Welter, 1964, p. 311-315). Le dernier tsar, Nicolas II (1894-1917), fils d'Alexandre III, « suivit fidèlement les principes qui avaient inspiré le règne précédent » (Welter, 1964, p. 320).

Avec les bouleversements d'octobre 1905, « véritable révolution dans les esprits » (Werth, 2001, p. 42), les jours du règne de Nicolas II sont comptés. Deux changements majeurs apparaissent suite aux événements de 1905 : la constitution du premier Soviet<sup>16</sup> et l'institution d'une Douma d'État; toutefois, cette dernière reste sans réel pouvoir. L'incapacité du régime tsariste à se réformer et la Première guerre mondiale agissent comme catalyseurs pour les forces révolutionnaires. La révolution de février 1917 a la conséquence de mettre en place un double pouvoir, occupé d'une part par les mencheviks et d'autre part par les bolcheviks, ce qui consacre la chute du régime tsariste. Puis :

En octobre 1917, les révolutionnaires les plus radicaux, les bolcheviks dirigés par Lénine et Léon Trotski, s'emparent du pouvoir par un coup de force [...] et instaurent la «dictature du prolétariat», qui devient rapidement une dictature du seul Parti Communiste de l'Union Soviétique (Mandrillon, 2005, p. 94).

La Révolution d'Octobre de 1917 ne se fait pas sans heurts. Après une guerre civile (1917-1920) et l'instauration du « communisme de guerre », dans la tourmente d'une Russie en proie à la dictature politique et économique, le théoricien et idéologue qu'est Lénine se trouve dans une situation politique interne de plus en plus inconfortable. Néanmoins, le 30 décembre 1922 naît l'Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS).

À la mort de Lénine en janvier 1924, Joseph Staline accède au poste de Secrétaire général du Parti Communiste de l'Union Soviétique (PCUS). Plus pragmatique que

---

<sup>16</sup> Il s'agit d'une « forme originale et autonome d'organisation [sociale] authentiquement ouvrière » (Werth, 2001, p. 46).

Lénine, Staline lance en 1929 « la “construction du socialisme” avec une politique d’industrialisation forcenée et de collectivisation agraire forcée. [...] La modernisation s’accomplit au cours des années 1930 au prix de l’instauration d’un régime totalitaire » (Mandrillon, 2005, p. 96), appuyé dès le début des années 1930 par une doctrine culturelle appelée le « réalisme socialiste ». Quelques temps plus tard, après les famines provoquées, les purges, les exécutions et les déportations, la Grande Terreur des années 1937-1938 « fut le dernier acte, le plus sanglant, de l’immense entreprise d’ingénierie sociale engagée au début des années 1930 » (Werth, 2001, p. 277).

Malgré cela, Staline, « exemple remarquable de ce que peuvent faire les circonstances pour parfaire une personnalité » (Welter, 1964, p. 412), hérite du surnom de « père des peuples ». Soulignons d’ailleurs « l’étonnante continuité entre la période tsariste et la période communiste » (Soulet, 2000, p. 15). L’instauration par Staline d’une autocratie absolue durant les années 1930 marque inévitablement le régime soviétique et ses dirigeants, à tout le moins jusqu’à l’élection de Mikhaïl Gorbatchev en 1985.

La Deuxième Guerre mondiale (1939-1945) ne va pas nécessairement provoquer une transformation du régime soviétique, si ce n’est, sur le plan politique, « la concentration de tous les pouvoirs, civils et militaires, entre les mains de Staline » (Werth, 2001, p. 355) et, sur le plan économique, l’instauration d’une économie concentrée sur la productivité accrue de matériel militaire soviétique. Alors que l’accord du 21 août 1939 entre l’Allemagne et l’URSS appelle à la non-agression entre les deux pays et au

règlement de certains litiges territoriaux ayant longuement fait l'objet de discorde, « le 22 juin 1941, Hitler se [lance] dans l'aventure qui devait être sa perte » (Welter, 1964, p. 405) et pousse son armée en territoire soviétique. Prise par surprise d'être plongée dans la Seconde Guerre mondiale, l'URSS entre *de facto* dans le camp allié. Après avoir essuyée de nombreux revers, l'Armée rouge reprend le dessus sur la Wehrmacht lors de la victoire de Stalingrad en février 1943 et la repousse hors de ses frontières en juillet 1944. Le 2 mai 1945, l'armée soviétique prend Berlin, ce qui entraîne la chute du Troisième Reich.

En dépit de lourdes pertes humaines, le bilan politique de la Grande Guerre patriotique<sup>17</sup> consacre l'URSS comme grande puissance mondiale (Mandrillon, 2005, p. 97). Ainsi, la fin de la Deuxième Guerre mondiale change radicalement la manière de penser la géopolitique. En effet, « sur le plan des relations internationales en particulier, cette période marque une césure capitale dans l'histoire de l'humanité. C'est la fin de la prépondérance européenne. L'ère des superpuissances commence » (Vaïsse, 2005, p. 7).

### **De la Guerre froide à l'effondrement de l'URSS**

Il existe deux principales visions chez les historiens quant à l'origine de la Guerre froide : certains voient ses débuts dans la Révolution bolchevique en 1917 (par exemple

---

<sup>17</sup> C'est de cette façon que fut nommée la Seconde Guerre mondiale en URSS.

Fontaine, 2006), alors qu'un large consensus au sein de la communauté scientifique identifie sa source

dans l'intervalle qui sépare la Conférence de Yalta (février 1945) et les grandes initiatives américaines de la doctrine Truman (mars 1947) et du plan Marshall (juin 1947), suivi du boycottage [...] de ce plan par l'Union Soviétique (juillet 1947) [et] de la constitution du Kominform (octobre 1947) (Bergeron, 1971, p. 9-10).

À la lumière des auteurs que nous avons consultés, il apparaît que « dès avant la conclusion des hostilités, au printemps et à l'automne 1945, les prodromes de la future "Guerre froide" [...] étaient visibles » (Bergeron, 1992, p. 22). Malgré les modalités d'organisation de l'après-guerre<sup>18</sup> qui se déroulent dans un climat de relative concertation<sup>19</sup>, en 1947 « l'alliance vole en éclats, deux camps se forment, l'URSS et les États-Unis s'affirment comme les leaders de deux mondes que tout oppose » (Jeannesson, 2002, p. 5). Ainsi, l'année 1947 voit apparaître la constitution de deux blocs diamétralement opposés sur les plans idéologique et politique, l'Ouest capitaliste incarné par les États-Unis et l'Est communiste avec comme figure de proue l'URSS.

Deux hypothèses sont débattues chez les historiens concernant les fondements de cette opposition :

[Certains] attribuent à l'URSS la responsabilité de la rupture. Les Soviétiques n'ont pas tenu tous les engagements pris à Yalta [...] et ils ont mené une politique

---

<sup>18</sup> Entre autres, l'organisation du fonctionnement de l'ONU, le tracé des frontières de la Pologne et la division de l'Allemagne en quatre zones d'occupations (américaine, britannique, française et soviétique).

<sup>19</sup> Bien que le 5 mars 1946, Winston Churchill évoque la tyrannie soviétique, faisant référence à « un rideau de fer qui, de Stettin dans la Baltique à Trieste dans l'Adriatique, s'est abattu sur [le continent européen] » (Vaïsse, 2005, p. 15).

expansionniste à laquelle les Américains ont dû réagir. D'autres rejettent au contraire les responsabilités sur les Américains. Ils expliquent l'expansionnisme soviétique par la nécessité de contrer la politique hégémonique menée par les États-Unis depuis 1945 (Vaïsse, 2005, p. 17).

Pour qualifier cet état de tension qui règne entre les deux camps, le journaliste américain Walter Lippmann a recours à l'expression « guerre froide », qu'il popularise par une série d'articles reproduits dans plusieurs journaux américains et étrangers<sup>20</sup>. Cette construction sémantique, « forgée de toutes pièces dès 1947 » (Jeannesson, 2002, p. 3), est utilisée pour désigner « un conflit de nature idéologique, stratégique et politique. Il revêt plusieurs formes : militaire, diplomatique, économique, scientifique, culturelle » (Jeannesson, 2002, p. 3). En fait, le concept de « guerre froide » s'oppose à celui de « guerre chaude », ce dernier désignant ce que nous pourrions qualifier de « guerre ouverte », plus traditionnelle, durant laquelle les belligérants s'affrontent avec leurs armées. En d'autres termes, « l'expression guerre froide dit clairement que la “non-guerre”, si activement recherchée, ne signifi[e] nullement la “paix”, mais un affrontement par des moyens [autres] que les moyens militaires » (Pergnier, 2004, p. 127).

Alors que la Guerre froide s'est construite entre 1945 et 1947, « l'accord est assez général sur la date de son terme, soit à la fin octobre 1962 avec le règlement de la crise des missiles soviétiques déployés à Cuba. [...] Après 1962, la Guerre froide [devient] autre chose » (Bergeron, 1992, p.22), c'est-à-dire une période dite de « détente ». Par la

---

<sup>20</sup> Bien que la popularisation de l'expression est attribuée à Walter Lippmann, il semblerait que « c'est l'Américain Herbert Bayard Swope qui en aurait frappé la formule : *Cold War* » (Bergeron, 1971, p.1).

suite, à la fin des années 1970, les relations entre les États-Unis et l'URSS redeviennent tendues, ce qui marque le début d'une seconde période d'affrontements politiques accompagnée d'une surenchère sur le plan militaire, le tout atteignant son paroxysme lors de l'invasion de l'Afghanistan par l'Armée soviétique en 1979. Dès lors, il faut attendre l'élection de Gorbatchev en 1985 pour connaître une nouvelle période de détente et voir la Guerre froide s'effacer en 1991, en même temps que l'empire soviétique.

Étant donné que l'intérêt de ce segment de notre recherche porte principalement sur la période dite de la « Guerre froide classique », nous en brosserons un panorama plus élargi en tenant compte, toutefois, que nous ne pouvons faire état de l'ensemble des événements jusqu'à la fin de la crise de Cuba. Puis, dans un souci de différencier cette période de celles subséquentes, nous ferons un rapide survol des années qui succédèrent à la Guerre froide classique, suivant le parcours qu'a emprunté l'URSS de la détente jusqu'à son effondrement.

**La Guerre froide (1945-1962).** La « Guerre froide classique » ne signifie pas une période déterminée uniquement par la tension constante entre les deux blocs, mais plutôt une dynamique cyclique, une sorte de scénario entrecoupé entre différentes séquences de tension et de détente<sup>21</sup>. À preuve, il est généralement admis chez les historiens qu'une

---

<sup>21</sup> Cette idée reprend, de façon très superficielle et en d'autres termes, la théorie du modèle cyclique de la Guerre froide émise dans Bergeron (1992).

certaine « coexistence pacifique » (1955-1962) permet le début d'une ère de relative détente au sein même de la période dite de la Guerre froide classique.

Néanmoins, dans les années qui suivent la conférence de Yalta, la tension est palpable alors que « la volonté de Staline de constituer un glacis autour de l'Union soviétique est évidente » (Vaïsse, 2005, p. 14) et que le statut de la Pologne alimente les premières frictions. Puis, le partage de Berlin reste la pierre angulaire de toutes les négociations et ne sera véritablement résolu que lors de la chute du mur le 9 novembre 1989. Entre temps, le blocus de Berlin par les Soviétiques entre le 23 juin 1948 et le 12 mai 1949 a comme conséquence la création de la République fédérale d'Allemagne (RFA) par les Alliés le 8 mai 1949; en guise de réplique, les Soviétiques créent la République démocratique d'Allemagne (RDA) le 7 octobre de la même année. Dès lors, les discussions entre les deux camps sont figées. Autre irritant dans les relations, la mise sur pied le 4 avril 1949 de l'Alliance atlantique regroupant douze nations, dont le Canada, et qui pave la voie à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

Entre temps, les années 1950 à 1954 voient le renforcement du bloc occidental, alors que les forces militaires américaines se déploient dans le monde entier et concrétisent leurs alliances par la signature de nombreux traités. D'ailleurs, « l'Alliance atlantique [...] affermit sa dimension militaire avec la mise en place en 1951 [de l'OTAN] » (Jeannesson, 2002, p. 46), à laquelle l'URSS répond par la création du Pacte de Varsovie le 14 mai 1955. Aussi, soulignons que l'URSS possède déjà la bombe atomique en 1949.

La mort de Staline le 5 mars 1953 et le début du règne de Nikita Khrouchtchev ne vont pas marquer un tournant majeur dans la politique du Kremlin. Sur le plan intérieur, « on peut distinguer deux phases du khrouchtchévisme : celle “où les réformes ont effectivement modifié les mécanismes économiques et sociaux” (1953-1958/1959) et celle “où les dérapages conduisent à la reproduction du modèle [...] stalinien, de régulation” » (Werth, 2001, p. 452, citant J. Sapir).

Sur le plan des relations internationales, « Khrouchtchev reste convaincu de la supériorité du communisme et de sa victoire à terme sur le capitalisme » (Jeannesson, 2002, p. 53). Toutefois, Khrouchtchev favorise davantage le dialogue que Staline, ce dernier ayant plutôt privilégié la ligne dure. Les relations connaissent une période de relative détente<sup>22</sup> dès 1955 avec « l'esprit de Genève »<sup>23</sup>, marquée par des voyages de Khrouchtchev dans les pays occidentaux, notamment en France et aux États-Unis. Cette période est de courte durée, puisque « les années 1957-1962 marquent un net durcissement de la politique soviétique envers l'Occident » (Jeannesson, 2002, p. 53). Cela coïncide avec le lancement par les Soviétiques, le 4 octobre 1957, du premier satellite artificiel – le Spoutnik –, ce qui représente un exploit scientifique et semble prouver que l'URSS dispose de fusées à longue portée (Vaïsse, 2005, p. 69).

---

<sup>22</sup> Période connue sous le nom de la « coexistence pacifique ».

<sup>23</sup> En référence à la tenue du 18 au 23 juillet 1955, à Genève, d'une conférence au sommet réunissant les dirigeants soviétiques, américains, britanniques et français.

Ces succès contribuent à permettre, dans les faits, à l'URSS de s'affirmer comme une véritable puissance sur la scène internationale. C'est aussi l'époque durant laquelle l'expansionnisme soviétique gagne les pays du Tiers-monde, laissés à eux-mêmes par les puissances coloniales et le désintérêt des États-Unis. Toutefois, « l'ère khrouchtchevienne, commencée sous les auspices de la détente internationale, s'ach[ève] dans un climat de tension » (Soulet, 2000, p. 111). En effet, deux événements majeurs mal gérés par Khrouchtchev l'affaiblissent considérablement, tant au sein du PCUS que sur la scène internationale. Le premier événement est la crise de Berlin<sup>24</sup>, débutée brutalement par Khrouchtchev et qui débouche sur la construction du mur dans la nuit du 12 au 13 août 1961 par les autorités est-allemandes. Le second événement est la crise de Cuba<sup>25</sup>, durant laquelle la tension atteint un sommet jusqu'alors inégalé, et dont le dénouement marque, d'une part, le début de la chute de Khrouchtchev et, d'autre part, le commencement d'une nouvelle ère dans les relations internationales.

**La détente (1962-1973) et le retour de la tension (1973-1985).** Les États-Unis et l'URSS tirent des leçons de cet événement :

En outre, la crise [de Cuba] prouve que le dialogue des deux superpuissances est non seulement nécessaire, mais possible. [Ils] amorcent un dialogue visant à limiter la course aux armements : c'est l'ère de la détente. Cet accommodement fait d'eux des "adversaires-partenaires" (Vaïsse, 2005, p. 74-75).

---

<sup>24</sup> Pour en savoir davantage, consultez Vaïsse (2005), pages 71-72.

<sup>25</sup> Pour en savoir davantage, consultez Vaïsse (2005), pages 72-74.

Le début de cette période est caractérisé, du côté soviétique, par la destitution de Khrouchtchev en octobre 1964, qui « laiss[e] dans un état de division et de confusion » (Werth, 2001, p. 469) le camp socialiste. Il est remplacé par Léonid I. Brejnev, promu secrétaire général du PCUS en avril 1966 et « autour duquel [va] se développer un véritable culte – dérisoire – de la personnalité » (Werth, 2001, p. 484). Le règne brejnévien est caractérisé par une politique interne conservatrice et une stagnation des réformes, qui plongent l'URSS dans une grave crise économique dès le milieu des années 1970. Le printemps de Prague en 1968, qui nous intéresse plus particulièrement dans le cadre de notre recherche, constitue un événement marquant cet esprit conservateur chez les dirigeants soviétiques. En effet, ceux-ci envoient leurs troupes en Tchécoslovaquie alors que le Parti communiste tchécoslovaque, dirigé par Alexandre Dubcek, tente de mener à terme certaines réformes sociales et économiques.

À mesure que les Américains s'enlisent dans leur guerre au Vietnam, les relations internationales se normalisent pour atteindre, dans les années 1972-1975, un niveau jamais égalé depuis le début de la Guerre froide. Cette politique de « détente » comporte « deux volets principaux : les accords économiques et les accords de limitation des armes nucléaires » (Werth, 2001, p. 521). D'ailleurs, c'est le 26 mai 1972 que Nixon se rend à Moscou pour signer l'accord *Strategic Arms Limitation Talks* (SALT) qui consiste, entre autres, en un gel des armements stratégiques militaires pour une période de cinq ans. Ces négociations ouvrent la porte à un rapprochement entre les deux blocs, durant lequel

nombre d'accords dans plusieurs domaines (notamment économique, spatial et environnemental) sont signés.

Cependant, « la dégradation des relations soviéto-américaines, à partir de 1975 [...] contribu[e] à mettre en lumière les limites des accords SALT<sup>26</sup> » (Werth, 2001, p. 523). À cet égard, l'intervention soviétique en Afghanistan en décembre 1979 et la multiplication des désaccords sur le désarmement vont faire renaître le spectre d'une nouvelle Guerre froide, alors que la crise des euromissiles et l'initiative de défense stratégique des États-Unis mettent en lumière de nouvelles zones de tensions. Le dialogue devient à nouveau difficile entre l'URSS et les États-Unis et le risque d'une deuxième Guerre froide plane désormais sur l'humanité.

Le 10 novembre 1982, Leonid Brejnev trouve la mort et est presque immédiatement remplacé par Iouri Andropov. Ce dernier, qui meure soudainement en février 1984, cède la place à Konstantin Tchernenko au poste de secrétaire général du PCUS, poste qu'il occupe à peine un an. Durant l'interrègne Andropov-Tchernenko, « aucun des problèmes majeurs, tant en politique intérieure (crise économique, démotivation sociale) qu'en politique extérieure (tension Est-Ouest), légués par 18 ans de politique conservatrice de "l'oligarchie des gérontes", ne connut même l'ébauche d'une solution » (Werth, 2001, p. 530).

---

<sup>26</sup> D'ailleurs, l'accord SALT 2, signé en 1979 par Brejnev et le président Carter, ne sera jamais ratifié par le Congrès américain.

**Vers l'effondrement de l'URSS et ses suites.** Le 11 mars 1985, Mikhaïl Gorbatchev est élu secrétaire général du PCUS. Dès les premiers mois de son mandat, il s'impose sur la scène internationale comme dirigeant ayant un esprit d'ouverture et avec qui le dialogue est possible, voire même efficace. L'Occident perçoit d'un bon œil l'arrivée au pouvoir de ce réformiste qui fait naître la *glasnost*<sup>27</sup>, l'*ouskorenie*<sup>28</sup> et la *perestroïka*<sup>29</sup> permettant, entre autres choses, « une libéralisation de la mémoire, de la parole, des esprits. [...] L'acquis historique, majeur de ces [...] années est incontestablement la conquête de la liberté d'expression » (Werth, 2001, p. 540). De ce fait, le phénomène de la dissidence « de cuisine », ayant pris de l'ampleur durant le règne de Brejnev, se transpose sur la place publique et permet le développement de la contestation dans plusieurs domaines de la vie sociale et politique. L'onde de choc atteint également l'ensemble politicoculturel qu'est l'URSS, puisque des « revendications nationales se sont manifestées dans presque toutes les républiques » (Werth, 2001, p. 548).

Au chapitre économique, « depuis les débuts de la *perestroïka*, deux axes majeurs de réforme peuvent être dégagés : le développement d'une autonomie des entreprises d'État [et] l'élargissement de la sphère d'initiative privée » (Werth, 2001, p. 552). Toutefois, « l'ambiance de crise dans laquelle la direction gorbatchévienne tent[e] d'imposer ses réformes » (Bergeron, 1992, p. 98) teinte la politique réformiste sur le plan interne et,

<sup>27</sup> La transparence, à savoir le fait de rendre public ce qui était jusque-là caché.

<sup>28</sup> L'accélération du développement économique, dans le droit fil de la « réforme réformée et toujours réformable ».

<sup>29</sup> La restructuration de l'édifice tout entier.

« dans la dialectique qui s'est créée entre les progrès de la *glasnost* et le mouvement social, les "effets pervers" ont [...] tendance à prendre le dessus sur les "acquis" » (Werth, 2001, p. 549), avec comme conséquences la dégradation considérable de la situation économique entre 1985 et 1991.

Sur le plan des relations internationales, l'ère gorbatchévienne permet « la reprise d'un dialogue constructif américano-soviétique, une véritable révolution en Europe de l'Est, et la détente planétaire » (Vaïsse, 2005, p. 165). À ce titre, Gorbatchev lance une campagne en faveur du désarmement et s'en prend à l'initiative de défense stratégique (appelée communément « guerre des étoiles ») du président Reagan, que le dirigeant soviétique « dénonce comme une tentative de détourner le principe de la parité stratégique, reconnu par les SALT » (Vaïsse, 2005, p. 168). Plusieurs accords de désarmements aboutissent durant les deux dernières années de l'époque gorbatchévienne, notamment le traité sur la réduction des forces conventionnelles en Europe (FCE) signé le 19 novembre 1990, ainsi que le traité *Strategic Arms Reduction Talks* (START) conclu les 30 et 31 juillet 1991.

Dans l'enceinte de l'URSS, la « démocratisation » de l'Europe de l'Est prend forme dès la fin des années 1980, avec comme figures de proue les changements de régimes survenus en Pologne et en Hongrie. Puis, « le 9 novembre 1989, le "mur de la honte" et la frontière interallemande sont entrouverts grâce à une décision administrative du gouvernement de la RDA » (Vaïsse, 2005, p. 174). L'unification allemande va

provoquer, non directement mais plutôt par une suite d'événements politiques<sup>30</sup> subséquents, l'effondrement du communisme soviétique et déboucher sur une crise idéologique, économique et politique au sein de l'URSS. Conséquemment, cette situation mène à la dislocation de l'Union des républiques socialistes soviétiques le 25 décembre 1991 alors que Gorbatchev, n'ayant pu survivre politiquement à une tentative de coup d'État, doit donner sa démission en tant que secrétaire général du PCUS. Peu après, « cause et conséquence de la fin du communisme, la dislocation de l'empire s'accélère. Chacune à leur tour, les républiques proclament leur indépendance » (Vaïsse, 2005, p. 176). Ces événements aboutissent à la fin du monde bipolaire, permettant ainsi d'affirmer que c'est « avant tout la révolution gorbatchévienne en Union soviétique, puis se propageant en Europe de l'Est, qui a causé la fin de la seconde Guerre froide » (Bergeron, 1992, p. 94). La transformation qui s'ensuit est radicale, puisque sous la présidence de Boris Eltsine, la Russie s'affiche désormais comme « un nouveau pays qui a abandonné toute référence au marxisme-léninisme et toute idée de mission historique dans le monde » (Vaïsse, 2005, p. 177).

Entre-temps, la Communauté des États Indépendants (CEI), qui « devait être le point de départ [...] d'une nouvelle union confédérale, dont l'idéal type était bien sûr la Communauté européenne » (Breault, 2003, p. 17), est créée le 8 décembre 1991 par la Russie, l'Ukraine et la Biélorussie. Toutes les autres républiques y adhèrent en décembre

---

<sup>30</sup> Parmi lesquels événements, la victoire du « oui » lors du référendum tenu sur l'indépendance de l'Ukraine le 1<sup>er</sup> décembre 1991 (Breault, 2003, p. 17).

1991, sauf la Géorgie qui s'y joint en septembre 1993. Toutefois, la Russie désire garder un certain contrôle sur son ancienne zone d'influence, ce qui la pousse à adopter un comportement néoimpérial face aux « proches étrangers »<sup>31</sup>. Également, les deux guerres de Tchétchénie montrent les limites de la politique d'ouverture d'Eltsine face aux mouvements indépendantistes au sein même de la Fédération. Il reste que « les politiques de la Russie dans l'ancien espace soviétique sont largement tributaires et indissociables de ses relations avec les États-Unis, l'Europe et le monde occidental en général, et dans une moindre mesure avec la Chine, la Turquie et l'Iran » (Breault, 2003, p. 19).

Sur le plan interne, la Russie passe à l'économie de marché durant les années Eltsine. S'il faut bien admettre « les mérites de l'économie de marché et de la démocratie » (Sokoloff, 2003, p. 579), il n'en reste pas moins que ces années bénéficient à ceux qui savent en tirer profit alors que les conditions de vie de la majorité de la population se détériorent. En tant que nouveau groupe d'influence dans la politique interne russe, « l'ascendant des libéraux facilit[e] la résignation “en douceur” à l'élargissement de l'OTAN » (Breault, 2003, p. 48). D'ailleurs, la pression de ces nouveaux oligarques occidentaux sur le régime politique se fait de plus en plus sentir, au point où la réélection d'Eltsine en 1996 n'aurait pu survenir sans une puissante action concertée des milliardaires russes (Breault, 2003, p. 47). Par contre, « entre temps, les déboires géopolitiques et même économiques [continuent] de s'accumuler. Avec la grave crise

---

<sup>31</sup> Terme utilisé par Boris Eltsine dès 1992 pour désigner les anciennes républiques soviétiques et qui « rend compte, sinon du refus, tout au moins de la difficulté de la plupart des Russes à considérer [celles-ci] comme des États étrangers » (Breault, 2003, p. 18-19).

financière du mois d'août 1998, l'économie russe conn[ai]t de nouveaux abîmes et donn[e] le coup d'arrêt à l'influence des libéraux » (Breault, 2003, p. 51). En fait, l'ère Eltsine est marquée, tant sur le plan national qu'à l'échelle internationale, par « l'absence d'une vision claire et d'une politique cohérente de la part des dirigeants russes » (Breault, 2003, p. 31).

L'arrivée de Vladimir Vladimirovitch Poutine, élu le 26 mars 2000, marque un changement dans la politique russe. Contrairement à son prédécesseur, sur le plan idéologique, il « opte d'emblée pour le syncrétisme doctrinal, soit un composé de valeurs modernes (les libertés) et traditionnelles (patriotisme, solidarité, ordre et justice) [...]; et, de là, gouverner tranquillement à la fois d'en haut et du centre » (Sokoloff, 2003, p. 580). Considéré pour « ses vues mi-nostalgiques, mi-pragmatiques sur la période soviétique » (Sokoloff, 2003, p. 586), le président Poutine, « *a former KGB officer, has rolled back the country's democratic achievements, restored Soviet-era symbols<sup>32</sup> and tried to soften public perceptions of Stalin* » (Bukharbayeva, 2007, 7 décembre). Qui plus est, « la personnalité de Poutine lui-même commence à faire l'objet d'un culte » (Sokoloff, 2003, p. 586), un aspect qui a fortement été mis en relief par les médias occidentaux lors des élections législatives de la Douma en décembre 2007.

---

<sup>32</sup> Entre autres, par le retour à l'hymne officiel de l'URSS sur d'autres paroles, la restitution du drapeau rouge aux forces armées et la dé-démonisation de Staline – du moins en tant que chef militaire.

Il n'en reste pas moins que depuis le début des années 2000, l'économie russe se développe en s'appuyant sur « un puissant afflux de recettes en devises tirées de l'exportation du pétrole, du gaz [et] de certains métaux » (Sokoloff, 2003, p. 596). En parallèle, Poutine appuie sa politique étrangère sur la défense de l'intérêt national, qui « a été marquée par une remontée considérable de l'influence de la Russie dans tout l'ancien espace soviétique. [...] La seule exception a été la Géorgie » (Breault, 2003, p. 53). Puis, « Moscou a recouvré une pertinence géostratégique le 11 septembre 2001. Il a su capitaliser sur l'effet d'aubaine des attentats en se rendant utile aux décideurs américains dans l'après après-Guerre froide. Ce partenariat (dit) stratégique lui a permis de retrouver un levier d'influence sur Washington » (Martin-Lalande, 2007). Si la lutte contre le terrorisme a permis pour un temps le rapprochement des deux pays, les visions différentes de leurs dirigeants quant à la façon de concevoir le monde ont fait resurgir des divergences fondamentales. En effet, bien qu'« une réorientation stratégique majeure est intervenue dans la politique de la Russie à l'endroit des États-Unis après le 11 septembre 2001, le changement de la politique américaine à l'égard de la Russie a été sensiblement de moindre ampleur » (Breault, 2003, p. 77). Nous pouvons penser que cette situation a très certainement eu pour effet d'attiser les frustrations du Kremlin envers la politique étrangère de la Maison-Blanche, avec les conséquences diplomatiques que nous observons actuellement et qui, d'ailleurs, ne manquent pas d'alimenter le discours médiatique tout en faisant resurgir du placard le lexique journalistique propre à la Guerre froide.

### **Contexte politique des relations entre la Russie et le Canada**

Dans ce jeu complexe d'influences et de pouvoir, il n'est pas étonnant que le discours médiatique devienne tributaire du discours politico-diplomatique, en ce sens que « les États veillent aussi à ce que les médias de leur propre pays reflètent les objectifs qu'ils poursuivent sur le plan international » (Semelin, 1997, p. 34). C'est la piste que nous explorerons au cours des prochaines lignes, en gardant à l'esprit que, tout d'abord, nous nous attarderons presque exclusivement au cas des relations entre le Canada et la Russie, dans un contexte où notre analyse porte sur les représentations de la Russie dans le discours médiatique au Canada. Ensuite, après avoir relevé l'historique des relations entre les deux pays, nous aborderons le rôle des médias dans les régimes dits « démocratiques ».

### **Régimes politiques**

Étant donné que cette recherche s'intéresse aux représentations historiques de l'URSS et celles plus actuelles de la Russie dans les médias canadiens, il convient d'établir dans quel type régime politique chacun des deux États (Russie et Canada) évoluent.

**URSS et Russie.** Avec la naissance de l'URSS va apparaître un régime dit socialiste, dont l'un des concepts phares est celui de la « dictature du prolétariat », ayant pour objectif « d'instaurer le socialisme et d'écraser les exploités qui sont exclus de tous les

organes du pouvoir » (Mandrillon, 2005, p. 91); par contre, avec cette idéologie naît une dimension totalitaire du régime qui, au fil des ans, se développe sous une forme de communisme autoritaire. Aussi, dans la foulée de l'après Deuxième guerre mondiale et de la constitution des deux blocs, se forge le concept de « démocraties populaires » afin de désigner les régimes politiques soviétique et des pays de l'Europe de l'Est.

Après la chute de l'URSS, le Traité de la Fédération est signé en 1992. Aux termes de la Constitution de 1993, la Russie se dote d'un régime présidentiel. Le Parlement (Assemblée fédérale) est constitué du Conseil de la Fédération (Chambre haute) et de la Douma d'État (Chambre basse). Le président de la Fédération est élu pour quatre ans au suffrage universel avec la possibilité d'une seule réélection. Il est le commandant de l'armée, supervise la politique étrangère, a le droit de dissolution de la Douma et procède à la nomination du Premier ministre, qui doit ensuite être approuvée par la Douma<sup>33</sup>.

Sous la présidence de Poutine est apparu, au cours de l'année 2006, le concept de « démocratie souveraine » :

[Ce concept] découle de la logique de [la] Constitution [russe de 1993], qui définit la Russie comme un "État démocratique souverain". Le développement harmonieux des institutions démocratiques garantit au peuple souverain la liberté dans l'adoption de décisions globales. Les attributs contemporains de la souveraineté (en premier lieu la capacité à être concurrentiel et à se défendre) assurent à leur tour aux institutions démocratiques un développement sans intervention extérieure destinée à les corriger (Orlov, 2007, 13 septembre).

---

<sup>33</sup> Ces informations ont été puisées dans l'atlas interactif du *Courrier International*.  
[http://www.courrierinternational.com/fichepays/fichespaysdetail.asp?fpy\\_id=145](http://www.courrierinternational.com/fichepays/fichespaysdetail.asp?fpy_id=145)

La Russie actuelle souscrit également au concept d'« État fort » se traduisant par le fait que « la surpuissance de l'État (très centralisé et qui contrôle les secteurs stratégiques de l'économie) est justifiée par la situation de “transition historique” qui doit amener la Russie à retrouver sa place parmi les grandes puissances<sup>34</sup> ».

**Canada.** Durant la période concernée par cette recherche, le régime politique au Canada n'a pas connu de changements majeurs, comme c'est le cas pour la Russie. Le Canada est un État fédéral, membre du Commonwealth, et dont le chef est le souverain du Royaume-Uni, représenté par un gouverneur général. Le Canada évolue dans un système parlementaire bicaméral composé, d'une part, d'un Sénat de 104 membres, recommandés par le Premier ministre et nommés à vie par le gouverneur général, et d'autre part, d'une Chambre des communes de 301 membres élus par suffrage universel. La Confédération canadienne est composée de dix provinces, chacune ayant son parlement, ainsi que de trois territoires (les Territoires du Nord-Ouest, le Territoire du Yukon, le Territoire du Nunavut)<sup>35</sup>.

---

<sup>34</sup> Les concepts du régime. [http://www.courrierinternational.com/article.asp?obj\\_id=77399](http://www.courrierinternational.com/article.asp?obj_id=77399)

<sup>35</sup> Ces informations ont été puisées dans l'atlas interactif du *Courrier International*.  
[http://www.courrierinternational.com/fichepays/fichespaysdetail.asp?fpy\\_id=35](http://www.courrierinternational.com/fichepays/fichespaysdetail.asp?fpy_id=35)

### **Relations diplomatiques entre le Canada et l'URSS, puis la Russie**

En 1924, le Canada suit la vague des pays du Commonwealth quant à la reconnaissance de l'Union des républiques socialistes soviétiques, proclamée en 1922. Néanmoins, les relations entre le Canada et l'URSS sont presque inexistantes avant la Deuxième guerre mondiale. De plus, « *Ottawa and Moscow barely noticed one another before World War Two, and even when they did, bilateral ties were sporadic at best* » (Sarty, 1994, p. 12). Ce n'est qu'en 1942, alors que les Soviétiques se joignent aux Alliés pour affronter l'armée d'Hitler, que les relations entre le Canada et l'URSS s'établissent de manière plus fluide.

Par contre, après la victoire alliée contre l'Allemagne et les conséquences de la division du monde qui s'en suivent :

*Canada was one of those Western countries that in 1947 found themselves reluctantly confronting the Soviet Union. [...] Canadians from the 1940s to the 1990s identified themselves as members of the Western camp, as an integral component of the "Free World", whose leading nation, the United States, was their country's only neighbour* (Bothwell, 1998, p. 1).

Dans cette optique, le Premier ministre du Canada de l'époque, Louis Stephen St-Laurent, campe bien la position canadienne face à l'URSS de Staline lors d'une allocution prononcée le 27 mars 1950 au *Canadian Club* de Toronto : « Bref, on peut dire que la Guerre froide est un conflit entre le totalitarisme et la liberté ». La « liberté » est, évidemment, incarnée par les pays qui s'identifient au bloc de l'Ouest et, par conséquent, la politique étrangère du Canada s'aligne sur les nations alliées, plus particulièrement les

États-Unis. En effet, « *it shows that dealings between Ottawa and Moscow have traditionally been shaped by developments elsewhere in the international system, and in particular by the two sides' respective dealings with Washington* » (Sarty, 1994, p. 11).

Nous nous devons par ailleurs de souligner un événement en particulier ayant eu pour effet d'attiser le sentiment anticommuniste au sein de la population canadienne. Lorsqu'en 1945 Igor Gouzenko, chiffreur de l'ambassade russe à Ottawa, permet à la GRC de découvrir l'existence au Canada d'un réseau d'espionnage soviétique de grande envergure, la nouvelle provoque, autant chez le gouvernement canadien qu'au sein de la population en général, un sentiment d'effroi envers le communisme. De là est née la « Peur du communisme », une expression désignant :

Le climat de paranoïa et d'insécurité idéologique où est plongé le Canada dans les années qui suivent la Seconde Guerre mondiale. [...] La Peur du communisme au Canada est inexorablement liée à la Guerre froide et à l'actualité américaine. [Elle se veut] une réaction désordonnée et vaguement affolée du gouvernement et des citoyens canadiens face à la détérioration des relations internationales [...] après 1945 (MacKenzie, 2001, p. 1).

Durant la période s'échelonnant de 1945 jusqu'en 1957, au nom de la « sécurité de l'État », le gouvernement canadien mène une chasse aux communistes au point où « la distinction entre l'espionnage et la dissension légitime devient incertaine » (MacKenzie, 2001, p. 11). Les cibles de la GRC sont autant des sociétés d'État (le cas le plus éloquent est celui de l'ONF) que des journalistes, syndicalistes et activistes de gauche. La mort

d'Herbert Norman<sup>36</sup>, un fonctionnaire canadien accusé d'espionnage pour le compte des Soviétiques, qui s'est suicidé le 4 avril 1957, « peut être considérée comme marquant la fin symbolique de la Peur du communisme au Canada » (MacKenzie, 2001, p. 25).

Pendant ce temps, le Canada occupe une place de moyenne puissance sur la scène internationale. Sous l'égide de l'ONU, l'armée canadienne participe à la guerre de Corée (1950-1953). Le Canada est l'un des signataires de l'Alliance atlantique, puis devient actif dans l'OTAN, au sein de laquelle la « *Canadian participation was being taken for granted by its larger partners, especially the British* » (Bothwell, 1998, p. 30).

À l'exception du court laps de temps caractérisé par « l'esprit de Genève » où Lester B. Pearson, alors Secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada, se rend à Moscou à l'automne 1955 sur invitation du Kremlin, les relations entre le Canada et l'URSS durant la période de la Guerre froide classique sont inexistantes. La détente amorcée avec la fin de la crise de Cuba va lancer une nouvelle ère dans les relations Est-Ouest et profiter au Canada dans un contexte où le gouvernement américain instaure une politique protectionniste à l'égard des exportations de biens canadiens. Ainsi :

*The Trudeau government's call in 1970 for a "diversification" of Canadian foreign policy ties, an objective packaged two years later as a quest for a "Third Option" to reduce (rather than enhance or maintain) Canada's vulnerability to the United States. Improved relations with Moscow were a logical result (Sarty, 1994, p. 16).*

---

<sup>36</sup> Pour en apprendre davantage, voir MacKenzie (2001), pages 21-24.

Dans cette optique, sous le règne de Pierre-Éliott Trudeau, le Canada amorce un changement dans sa stratégie en matière de politique étrangère, alors qu'il annonce son désir « *to conduct foreign policy in the national interest, with rather more emphasis on the economy and trade and rather less on security and defence* » (Bothwell, 1998, p. 90). Un rapprochement entre le Canada et l'URSS s'opère à la faveur de cette nouvelle ligne de pensée et permet, entre 1970 et 1975, la signature d'une multitude d'accords et de traités bilatéraux, dont « une entente générale sur des échanges dans les domaines de l'éducation, de la culture et de la science » (Donneur, 1994, p. 198). Toutefois, l'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques remet en cause la crédibilité du Kremlin aux yeux du gouvernement de Joe Clark. Avec sa réélection en 1980, Trudeau va tempérer la position du Canada vis-à-vis de l'URSS sans en changer profondément la direction, bien qu'il désire se démarquer du radicalisme de l'administration Reagan aux États-Unis.

L'élection de Brian Mulroney en 1984 marque un changement par rapport à la politique de Trudeau. À cet effet, « *Americans like to regard Canada as their closest ally; Mulroney was determined to live up to expectations. Unlike Trudeau, where the Cold War was concern, Mulroney stood with Reagan* » (Bothwell, 1998, p. 102). Dans cette perspective, « la politique extérieure canadienne à l'égard de l'URSS prit, sous la gouverne de Brian Mulroney, une orientation proche de la position américaine » (Donneur, 1994, p. 198). Cette orientation trouve son apogée dans le *Livre blanc sur la défense* de 1987, et ce, malgré le changement de direction au PCUS ainsi que le rapprochement général Est-Ouest depuis l'élection de Gorbatchev.

Le scepticisme du Canada face à l'URSS durera jusqu'en 1989, année durant laquelle « le Premier ministre et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures apport[ent] leur soutien aux réformes entreprises par Gorbatchev » (Donneur, 1994, p. 201). Dès lors, le repositionnement du Canada donne naissance à maintes collaborations entre les deux pays, notamment en ce qui concerne la coopération scientifique dans l'Arctique et des échanges militaires. De même, certaines initiatives aux chapitres économique, culturel et technique voient le jour suite à la mission commerciale canadienne en URSS de 1989. À preuve, « la création d'un Conseil commercial Canada-URSS, qui [voit] le jour officiellement le 20 novembre 1989, témoign[e] également de l'intérêt du gouvernement canadien à accroître les liens économiques avec l'URSS » (Donneur, 1994, p. 204). Les relations sont à ce point fructueuses entre Moscou et Ottawa que le gouvernement du Canada appuie l'intégration de l'URSS au sein de certaines instances internationales, entre autres, en tant que partenaire à l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) et observateur dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT).

Enfin, outre une certaine réticence à accorder de l'aide financière directe à cause du climat d'instabilité engendré par l'effondrement de l'URSS, le Canada « reste résolument ouvert à la coopération avec la Russie et les autres pays de la CEI » (Donneur, 1994, p. 214), ce qui s'est d'ailleurs concrétisé par la multiplication des accords dans plusieurs domaines.

### **Le rôle de la presse dans les régimes dits « démocratiques »**

En théorie, la Russie actuelle est un État fédéré démocratique au même titre que le Canada, bien que plusieurs contextes et incidents laissent croire à ce jour que le Kremlin n'a pas réussi ou ne désire pas instaurer un type de régime dit « démocratique ». Comme nous venons de le voir, ces deux pays entretiennent des relations économiques et diplomatiques depuis le milieu des années 1960; puis, avec l'effondrement de l'URSS, les relations du Canada avec la Russie et ses anciennes républiques se sont ouvertes à d'autres domaines de coopération. À l'aube des années 2000, alors que les États-Unis est un allié de premier choix pour le Canada tant sur les plans politique et économique que militaire, la Russie reste un partenaire international avec qui le gouvernement canadien entretient encore des relations économiques et scientifiques, sans nier que certaines zones de tension puissent exister<sup>37</sup>. Dans cette perspective, nous pourrions penser que les médias canadiens reflètent le climat de relative sérénité qui règne entre nos deux pays.

Toutefois, les relations entre la Russie et certains pays occidentaux, plus particulièrement les États-Unis<sup>38</sup> et l'Angleterre<sup>39</sup> ainsi que dans une plus large mesure les autres pays membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU que sont la France,

---

<sup>37</sup> Nous référons ici aux différends entre la Russie et le Canada quant à la revendication de la « dorsale Lomonossov » située dans l'océan Arctique, qui a refait surface dans les médias lorsque les Russes ont planté leur drapeau dans les profondeurs de l'océan.

<sup>38</sup> Nous faisons référence ici à des zones de tensions géostratégiques en République tchèque et en Pologne, deux anciens satellites de l'URSS, dans le cadre des installations reliées au projet américain de bouclier antimissile dans ces deux pays.

<sup>39</sup> Empoisonnement de l'ancien espion russe Alexandre Litvinenko et expulsion respective de diplomates.

l'Allemagne et la Chine<sup>40</sup>, se caractérisent de plus en plus par des zones de tensions générées par des contentieux géopolitiques et diplomatiques. Dans ce type de situations qui modèlent les relations entre les pays et animent le théâtre de la politique internationale, « il est assez courant de nos jours que le journaliste devienne un conduit pour le dialogue entre dirigeants de nations » (Bertrand, 1997, p. 63). Cette observation est préoccupante, notamment en ce qui concerne les relations internationales, puisque « l'influence des médias dans la formation des opinions sur ce type de problèmes s'avère grande, [du fait] que les médias fournissent la totalité des informations dont disposent les individus » (Gingras, 2003, p. 21).

Le Canada, en tant qu'acteur sur la scène internationale et compte tenu de son histoire, reste idéologiquement et politiquement membre du « camp occidental », dont un des ancrages majeurs est sa participation active au sein de l'OTAN. Étant *de facto* alignés sur leurs semblables occidentaux, les médias de masse canadiens risquent d'adopter des positions collées à celles véhiculées par les médias américains, français ou britanniques parmi les plus influents, alors qu'ils devraient plutôt refléter l'état de la situation entre Ottawa et Moscou ou, à tout le moins, tempérer leurs propos en tenant compte du climat politique entre le Canada et la Russie. En fait, c'est que les journalistes, surtout les moins expérimentés, afficheraient une tendance à s'inspirer, d'une part, des textes rédigés par les agences de presse et, d'autre part, des nouvelles construites par d'autres

---

<sup>40</sup> En fait, la Chine est souvent considérée comme une alliée de la Russie et vice-versa dans différents dossiers traités au Conseil de sécurité de l'ONU.

professionnels de l'information ayant acquis à leurs yeux une légitimité dans le traitement des événements internationaux. À cet égard, « les journalistes pratiquent beaucoup le “journalisme de meute”. [...] C'est donc collectivement que le plus souvent ils influent sur les affaires du monde » (Bertrand, 1997, p. 60). La conséquence de cette pratique « résulterait en une homogénéisation du discours, à une “circulation circulaire de l'information” » (Gingras, 2003, p. 42) produite par les médias occidentaux sur les événements à caractère international.

Par contre, il faut également considérer que, pour les dirigeants politiques, qu'ils soient occidentaux ou russes :

Le facteur “médias” s'ajoute [...] au jeu déjà compliqué de la diplomatie [...]. Tout État doit savoir prendre en compte les moyens de communication dans la mise en œuvre de sa politique étrangère. En ce sens, tout État veut faire des médias ses alliés parce qu'il les perçoit a priori comme une source potentielle de menace, un facteur de vulnérabilité (Semelin, 1997, p. 38)

pouvant remettre en cause la légitimité de ses positions et de ses revendications sur la scène internationale.

Dans cette optique, « l'opinion publique s'apparente donc à un outil politique destiné à légitimer des actions et des politiques » (Gingras, 2003, p. 39). Alors que « dans les sociétés industrielles capitalistes occidentales, les formes de domination se multiplient et se complexifient », les médias agissent de plus en plus en tant qu'appareil idéologique de l'État, ce dernier ayant pour objectif de les utiliser, en parallèle de d'autres institutions

sociales, comme forme de domination symbolique pour les pouvoirs politiques et économiques (Breton & Proulx, 2002, p. 198).

Pourtant, l'objectif fondamental des médias d'information est de participer à la création d'un espace public démocratique. Ce terme, utilisé par Jürgen Habermas pour désigner « une sphère de la vie sociale [...], au sein de laquelle l'opinion publique peut se constituer en force de résistance à la domination » (Alpe, 2005, p. 82), prend en quelque sorte la forme d'une « arène où se déroulent les débats à partir d'arguments rationnels entre des acteurs engagés politiquement dans les discussions » (Breton & Proulx, 2002, p. 191).

Par ailleurs, soulignons que « les processus de construction de l'espace publique politique sont maintenant fortement arrimés au développement de l'univers médiatique et des réseaux de communication qui s'étendent à l'échelle du globe » (Breton & Proulx 2002, p. 191). Parmi ces réseaux de communication globale, mentionnons le rôle non négligeable des agences de presse, par lesquelles s'opère un véritable « "commerce" de l'information » (Palmer, 1997, p. 45) et qui « aident à dessiner le cadre spatio-temporel d'où émerge l'ordre du jour de l'actualité internationale » (Palmer, 1997, p. 42).

Il reste que le « produit » que vendent les médias de masse à leurs lecteurs est d'abord et avant tout de « l'information », une notion qui reste pourtant difficile à circonscrire même chez les professionnels de l'information.

Une information est une description objective faite en vue d'être communiquée et apporter, le cas échéant, une nouveauté pour l'auditoire. [...] L'information, si on veut bien la distinguer du commentaire et de l'opinion, n'est rien d'autre que le produit d'une description, c'est-à-dire un modèle réduit du réel (Breton & Proulx, 2002, p. 91-92).

Attention, cependant, puisque « plutôt que de parler d'objectivité, mieux vaudrait parler d'un "idéal d'objectivité" » (Breton & Proulx, 2002, p. 93), et ce, alors même que « la façon de nommer [devient] la façon de concevoir, et la façon de concevoir [devient] – pour ceux qui détenaient le pouvoir d'agir sur le réel – le réel lui-même » (Pergnier, 2002, p. 67), qu'il s'agisse des politiciens ou des journalistes. Bref, « la capacité des mots à agir directement sur le réel » (Pergnier, 2002, p. 67) pose ici le problème de ce que génèrent comme représentations du monde, et plus particulièrement de la Russie, les contenus véhiculés à travers le discours médiatique au Canada.

D'où la question générale de la recherche, qui peut s'énoncer comme suit : l'actualité construite par les médias de masse recèle-t-elle une dimension idéologique propre à un univers symbolique<sup>41</sup>?

---

<sup>41</sup> Pour Berger et Luckmann (2006), les univers symboliques sont théoriques; toutefois, ils ont entre autres une fonction de légitimation de l'ordre institutionnel et forment un cadre de référence pour les individus.

Dans une perspective de construction de la réalité, la réutilisation dans le discours médiatique d'un lexique propre à la période de la Guerre froide pour décrire les relations internationales fait appel à des représentations qui évoquent une période historique bien déterminée. Cette période est d'abord et avant tout celle d'une lutte idéologique, mais aussi politique et diplomatique, entre les deux superpuissances de l'époque, les États-Unis et l'URSS. Cette dernière a perdu toute crédibilité lors de la dislocation de l'Empire soviétique et, en quelque sorte, a laissé les Américains « maîtres du monde ». Actuellement, dans un contexte où la nouvelle Russie redevient un acteur important sur la scène internationale et aspire de nouveau à faire contrepoids aux États-Unis, la résurgence d'un vocabulaire propre à la Guerre froide ne saurait cacher sa nature *a priori* idéologique, d'autant plus qu'il est utilisé en parallèle de d'autres termes à fortes connotations historiques<sup>42</sup> pour qualifier le régime russe et les actions qu'il entreprend, autant sur le plan politique interne qu'à l'échelle planétaire. Ainsi, en matière de politique étrangère, nous pourrions penser que le discours médiatique au Canada, lequel serait par ailleurs un « quasi calque » de celui d'autres médias occidentaux, contribuerait à forger une certaine réalité du monde – celle préconisée par le modèle occidental – aux yeux de l'homme de la rue canadien, consolidant ainsi l'univers symbolique à partir duquel il puise ses références pour comprendre et interpréter l'actualité internationale.

---

<sup>42</sup> Parmi ces termes, notons par exemple ceux de « tsar », « autocratie », « verticale du pouvoir », « parti unique », « impérialisme », etc.

De là part le questionnement spécifique à notre recherche, à savoir est-ce que les quotidiens francophones de masse au Canada véhiculent aujourd'hui des représentations de la Russie de Vladimir Poutine semblables à celles de l'URSS qui ont été forgées à l'époque de la Guerre froide?

## **Cadre théorique**

Nous allons maintenant présenter de façon générale, à l'intérieur de ce chapitre, les fondements théoriques en lien avec la construction de la réalité par les médias.

### **Le débat constructivistes/réalistes**

Bien qu'« il est admis par tous que l'information est un “construit social” et que les nouvelles ne sont pas des données brutes mais des réalisations des collectivités humaines » (Gauthier, 2004, p. 17), le rapport à la notion de « construction de la réalité » diffère selon la perspective que le chercheur adopte. D'un côté, il y a ceux qui souscrivent à la « construction sociale de la réalité » défendue par la thèse constructiviste et, de l'autre, ceux qui s'inscrivent dans le paradigme de la « construction de la réalité sociale » débattu par les réalistes.

Dans le cadre de cette recherche, nous pencherons davantage pour la perspective constructiviste dans la lignée des travaux « qui constatent l'écart entre la nouvelle idéale (de la théorie de la responsabilité sociale des médias) et la nouvelle construite dans la salle de rédaction à partir d'informations provenant de sources socialement situées » (Gingras, 2003, p. 53). La principale raison pour laquelle nous adoptons la thèse constructiviste, un cadre de référence maintes fois utilisé pour l'analyse critique des médias, est que notre recherche porte sur un type d'information qui puise sa source dans

un contexte institutionnel – celui des relations internationales – et non sur des faits bruts – ouragans ou tremblements de terre, par exemple.

Toutefois, le fait que l'information soit construite et que l'un de ses principaux véhicules soit le langage, lui aussi issu d'une construction sociale, ne nie pas pour autant que « l'information puisse avoir pour origine un fait brut » (Gauthier, 2004, p. 22). La thèse constructiviste, qui affirme que « l'information est construite du fait que tout est socialement construit, que rien n'existe qui ne soit le produit d'une construction sociale » (Gauthier, 2004, p. 20), révèle une position à laquelle nous adhérons difficilement puisqu'elle nie l'existence de faits bruts, entre autres les phénomènes naturels qui ne se trouvent pas modifiés par l'intervention de l'homme (par exemple une réaction entre deux corps chimiques dans le monde naturel). En d'autres termes, « alors qu'il est tout à fait clair que les objets et les faits sociaux sont construits, [...] il ne va pas de soi que toute la réalité soit une création des sociétés humaines » (Gauthier, 2004, p. 21). À preuve, « une partie du réel est bien “partagée” par tous, indépendamment du point de vue particulier et des opinions que l'on se forge sur lui » (Breton & Proulx, 2002, p. 102). D'ailleurs :

L'événement se trouve dans ce “monde à commenter” comme surgissement d'une phénoménalité qui s'impose au sujet, dans un état brut, d'avant saisie perceptive et interprétative de celui-ci. Dès lors, l'événement n'est jamais transmis à l'instance de réception dans son état brut; pour sa signification, il dépend du regard qui est posé sur lui, regard d'un sujet qui l'intègre dans un système de pensée et ce faisant le rend intelligible (Charaudeau, 2005, p. 79).

Il apparaît évident que le langage, matière d'analyse dans la présente recherche puisqu'il agit, avec l'image, à titre de principale source par laquelle sont véhiculées les représentations dans le contenu des médias écrits, est lui-même une construction sociale à la source de tout univers symbolique. Par contre, que le langage soit à la base de tout univers symbolique ne signifie pas que le monde brut se soit construit en même temps que des significations étaient attribuées aux choses; mais la construction du monde social s'est opérée avec le langage. De fait :

Dans le monde existent ou apparaissent des choses, celles-ci se configurent dans des états, il se produit des modifications de ces états de choses, mais ces phénomènes ne prennent existence signifiante qu'à travers la perception-saisie-systématisation-structuration qu'en fait le sujet langagier; car c'est en parlant que le sujet donne à ces phénomènes une signification (Charaudeau, 2005, p. 79).

Affirmer cela ne veut pas pour autant dire que nous souscrivons entièrement à la thèse réaliste, bien au contraire. Selon les réalistes, « la réalité sociale repose [...] sur un fond de réalité non construite à partir duquel peuvent être formés ses différents sédiments » (Gauthier, 2004, p. 23), une affirmation qui, selon nous, peut s'appliquer à la compréhension et à l'exploitation par l'homme des phénomènes bruts ou naturels – ce qui relève davantage des sciences pures – mais qui permet difficilement de poser les fondements des institutions par lesquelles se modèlent le monde social et, donc, des univers symboliques au sein desquels évoluent les humains.

Bref, dans l'état actuel du débat, nous sommes confrontés à un nœud théorique, dont le dénouement n'est pas l'objet de cette recherche. Une chose est certaine, ce que nous

abordons ici est la construction par les médias d'une facette du réel qui détermine la réalité de la vie quotidienne de l'homme de la rue sous différents aspects : politique (participation du Canada aux organismes internationaux, liens diplomatiques et prises de position du gouvernement canadien), économique (effets sur le régime importations/exportations) et militaire (militarisation du pôle Nord par Ottawa). En soustrayant l'adjectif « social », nous optons pour une perspective qui va au-delà des dogmes afin de s'attaquer à l'analyse même du phénomène de construction de la réalité par les médias, avec l'intérêt de comprendre encore un peu plus le processus qui détermine la nature de notre société.

### **Les médias et la construction de la réalité**

En permettant à l'homme de la rue d'entrer en contact avec des événements qui lui sont la plupart du temps physiquement inaccessibles, les médias deviennent un des principaux véhicules de la « réalité de la vie quotidienne ». Concept emprunté à Peter Berger et Thomas Luckmann (2006) qui, pour eux, désigne le fait que la réalité de la vie quotidienne soit partagée entre les individus bien que le « ici et maintenant » de chacun soit différent. En ce sens, les médias et, plus particulièrement les journalistes, sont des témoins privilégiés, en différents lieux et moments, de certaines séquences de la trame événementielle de la réalité de la vie quotidienne. À partir de cette multitude d'événements, qui sont autant de mises en scène de notre monde théâtralisé, perçues, interprétées et analysées consciemment ou inconsciemment, se construit une actualité médiatique constituée de parcelles de la réalité transmises à travers les différents médias

de masse. À cet égard, « l'information n'est jamais qu'un versant, souvent limité, du réel » (Breton & Proulx, 2002, p. 41), et ce, d'autant plus que « le journaliste n'échappe pas à la construction de son objet par l'écriture et puise pour ce travail dans le réservoir collectif de sens » (Stoiciu, 2006, p. 150).

Cela permet de constater le processus – à tout le moins une partie de celui-ci – par lequel la réalité est construite par les médias. En effet, « un journal n'informe pas sur la réalité : il se sert de son rôle d'informateur pour créer une image orientée de la réalité, et surtout une image qu'il fait passer pour la réalité » (Berthiaume, 1981, p. 13). Nous parlons alors de la réalité médiatique, référant à l'aboutissement de la mise en scène quotidienne ayant comme finalité la réalité construite et qui prend la forme de l'actualité médiatique. En ce sens, « l'information n'est pas l'événement, mais sa mise en récit » (Lits, 1997, p. 160).

Pourtant, c'est sur cette actualité, donnée pour réalité à travers les médias, que les individus se basent pour se former une opinion d'un événement et, plus globalement, d'un contexte. La mise en récit par les médias d'événements et de contextes donnés détermine les perceptions qu'ont les individus de ces mêmes contextes et événements, qui sont par ailleurs déterminés, et ainsi différents, selon l'univers symbolique dans lequel les individus évoluent. En fait, « les médias constituent un lieu public d'intersubjectivité; ils sont porteurs des représentations collectives, mais aussi des opinions dominantes » (Stoiciu, 2006, p. 13). À cet effet, si les journalistes, pour différentes raisons, ont une part

de responsabilité sur les représentations que génèrent les contenus médiatiques, il ne faut pas négliger non plus le rôle des politiciens et des stratèges politiques. Fréquemment, dans l'espace politique international se joue une pièce de théâtre dans laquelle les politiciens sont les marionnettistes et les journalistes, les marionnettes.

Autrement dit, il y a la réalité politique (qui est l'une des multiples réalités qu'englobe la réalité de la vie quotidienne) telle qu'elle se vit par les échanges, les protocoles, les résolutions et les désaccords entre les acteurs politiques, et celle qui est transposée<sup>43</sup> dans les différents médias de plusieurs façons, considérant les filtres sociocognitifs<sup>44</sup> des journalistes de même que les sources auxquelles ceux-ci se réfèrent; et la fontaine privilégiée par les journalistes pour s'abreuver de l'information qu'ils traduisent à travers les contenus de leur média respectif semble provenir, la plupart du temps, de la source même du pays au sein duquel le média pour lequel ils travaillent évolue. Nous faisons référence à l'un des cinq filtres identifiés par Herman et Chomsky (2004) qui agiraient comme autant de déterminants dans les contenus des médias, à savoir « la dépendance envers les informations provenant des gouvernements, du milieu des affaires et des experts financés par les sources primaires et ceux qui détiennent le pouvoir » (Gingras, 2003, p. 49). Très certainement, cela est un élément de construction pour différentes raisons : les sources appartiennent à l'univers symbolique auquel les consommateurs des médias sont intégrés, ce qui offre à ceux-ci des acteurs perçus comme crédibles pour

---

<sup>43</sup> Nous approfondirons les relations transtextuelles dans notre cadre méthodologique.

<sup>44</sup> Nous faisons ici référence à la notion d'interprétant, sur laquelle nous reviendrons dans le cadre méthodologique.

appuyer les représentations qu'ils se font des événements et des contextes; en contrepartie, cela limite la provenance, et donc la diversité des informations qui constituent la réalité de la vie quotidienne, ou devrions-nous dire dans le cas qui nous intéresse, de la réalité politique internationale. De plus, nous pourrions penser que cette pratique contribue très certainement à consolider et perpétuer l'idéologie dominante. En ce sens, « le journal constitue donc, pour la classe dominante, un instrument politique dont l'une des fonctions clés consiste à maintenir le consensus idéologique » (Godin, 1973, p. 13).

Une autre étape de la construction de l'actualité médiatique s'effectue dans le cadre même de la production d'un journal. Bien connue sous la théorie de l'*agenda setting* – ou construction de l'agenda – élaborée par McCombs et Shaw (1968), cette facette de l'ouvrage journalistique qui revient au chef de pupitre ou au rédacteur en chef consiste en « un travail de sélection des informations à diffuser [...] et introduit ainsi des partis pris systématiques » (Breton & Proulx, 2002, p. 199). Expliquée brièvement, la thèse de l'*agenda setting* consiste à affirmer que les individus sont influencés par « l'établissement de l'ordre du jour », en ce sens qu'ils accordent plus d'intérêts à différents événements de l'actualité selon l'importance que les médias eux-mêmes y accordent. En d'autres termes, les médias de masse contribuent également à forger les représentations en attirant l'attention de l'homme de la rue sur certains sujets plutôt que d'autres.

Nous allons maintenant aborder la méthode nous permettant de mettre en lumière la façon dont s'articulent les représentations dans le discours médiatique et, ainsi, nous éclairer sur la construction de la réalité qui s'opère dans les médias de masse.

## **Méthode**

Nous proposons une analyse diachronique de textes tirés d'un quotidien francophone du Canada, au sein duquel nous tenterons de déceler l'utilisation de symboles linguistiques générant des représentations de l'URSS communiste et de la Russie actuelle chez l'homme de la rue. Puis, nous comparerons, dans cette perspective diachronique, les éléments idéologiques que nous aurons fait ressortir à l'époque de la Guerre froide en lien avec le froid diplomatique actuel entre la Russie et certains pays occidentaux. En d'autres termes, nous voulons déterminer si les journalistes utilisent de manière abusive ou non un lexique s'apparentant à celui de l'époque de la Guerre froide dans le discours médiatique pour désigner la situation géopolitique actuelle<sup>45</sup>.

Dans un premier temps, nous analyserons le contenu d'un quotidien francophone considéré proche du pouvoir politique au Canada durant une certaine période de la Guerre froide (le printemps de Prague en 1968) durant laquelle les relations se sont normalisées avec l'Occident (il s'agit de la période connue sous le nom de la détente). Aujourd'hui, alors que l'URSS n'est plus, la réutilisation de symboles propres à l'époque

---

<sup>45</sup> Alors que le lexique propre à la Guerre froide fait un retour dans les médias occidentaux depuis quelques mois, le drapeau russe planté dans les profondeurs de l'océan Arctique, sur Lomonossov Ridge, a valu dans *La Presse* du jeudi 2 août 2007 l'utilisation d'une connotation pour qualifier l'échange de répliques entre le ministre canadien Peter MacKay et son homologue russe Sergei Lavrov : « Pas de doute, on est en pleine Guerre froide diplomatique. » Pour fin d'analyse, nous devons considérer, d'une part, que l'expression « Guerre froide » est utilisée actuellement par les médias pour décrire la situation géopolitique actuelle entre la Russie et certains pays occidentaux et, d'autre part, qu'elle réfère à une situation historique de confrontation politique et idéologique.

de la Guerre froide dans le discours médiatique actuel pour désigner un contexte géopolitique contemporain lié à la Russie contribue peut-être à en forger une image biaisée. C'est pourquoi, dans un deuxième temps, nous analyserons le contenu du même quotidien écrit, que nous mettrons en relief avec le contexte géopolitique actuel durant une période donnée (la crise géorgienne en 2008) afin de faire ressortir les représentations des relations internationales concernant la Russie qui sont proposées à l'homme de la rue canadien.

### **Objet de l'étude**

C'est dans cette perspective que nous nous intéressons aux représentations de l'URSS et de la Russie à travers le discours des médias écrits québécois. Nous analyserons le contenu du quotidien québécois *La Presse*, qui est idéologiquement orienté sur le gouvernement fédéral en termes de politique internationale. De fait :

*La Presse* (en fait tous les organes de diffusion reliés d'une façon ou de l'autre au conglomérat Power Corporation) se met d'abord au service du Canada, de la réalité culturelle et politique *canadian*. [...] Elle se fait le véhicule francophone des valeurs politiques et culturelle anglo-américaines à l'égal des journaux de langue anglaise au Canada. Le Québécois qui la lit apercevra de plus en plus la réalité non seulement canadienne mais québécoise à travers les lunettes *canadian* (Godin, 1973, p. 333).

Dans cette perspective, *La Presse* « devient alors l'instrument du pouvoir libéral aussi bien à Ottawa qu'à Québec » (Godin, 1973, p. 339).

De plus, sachant que le Canada suit la ligne empruntée par l'OTAN et les grands organismes de régulation mondiaux (OCDE, FMI, Banque mondiale, etc.), nous considérons qu'il adhère en grande partie à l'idéologie occidentale conçue par les États-Unis et les Britanniques. À tout le moins, c'est ce que l'histoire nous démontre.

Dans le cadre de notre recherche, le concept d'idéologie acquiert une importance particulière. Suivant la définition qu'en donne Louis Althusser (1970), nous dirons que :

Une idéologie est un système (possédant sa logique et sa rigueur propres) de représentations (images, mythes, idées ou concepts selon le cas) doués [*sic*] d'une existence et d'un rôle historique au sein d'une société donnée. [...] Dans l'idéologie est donc représenté non pas le système de rapports réels qui gouvernent l'existence des individus mais le rapport imaginaire de ces individus aux rapports réels sous lesquels ils vivent (Angenot, 1979, p. 101).

Ajoutons, au regard de la critique structuraliste des communications de masse (Barthes, Eco), que « l'idéologie consiste en la codification et en la circulation de messages connotatifs venant confirmer ce qui est déjà vécu comme allant de soi [...] » (Maigret, 2003, p. 119).

Afin de déceler la présence de signes linguistiques à caractère idéologique dans le discours médiatique, nous utiliserons l'approche sémiotique. À cet égard, notons que « le domaine de l'idéologie coïncide avec celui des signes : ils se correspondent mutuellement. Là où on trouve le signe, on trouve aussi l'idéologie. Tout ce qui est idéologique possède une valeur sémiotique » (Bakhtine, 1977, p. 27).

Tentons d'abord de définir ce qu'est un signe au sens large. Selon Umberto Eco (1988), il s'agit d'un élément du processus de communication utilisé pour transmettre une information. Toutefois, « le signe n'est pas seulement un élément qui entre dans un processus de communication [...]; il est aussi une entité qui participe à un processus de signification » (Eco, 1988, p. 33) et, donc, de représentations sociales.

Pour comparer l'utilisation de signes linguistiques générant chez l'homme de la rue canadien des représentations de l'URSS et de la Russie dans un contexte idéologique donné (la Guerre froide) et hors de ce contexte (les années 2000), nous procéderons à l'analyse diachronique d'un corpus de textes publiés dans le quotidien québécois *La Presse*.

À cet effet, les textes que nous retiendrons lors de notre analyse s'organisent autour des mots-événements<sup>46</sup> « printemps de Prague » (créé en avril 1968, duquel découle la répression lancée le 21 août 1968 par les troupes du Pacte de Varsovie, alors que les relations entre le Canada et l'URSS étaient normalisées sous le gouvernement Trudeau à l'époque de la détente) et « crise géorgienne » (apparu à l'été 2008, duquel découle un court conflit armé entre la Russie et la Géorgie, alors que les relations entre le Canada et la Russie sont normales et stables).

---

<sup>46</sup> Le mot-événement est « à l'œuvre en particulier dans les opérations de dénomination (désignation des conflits armés, toponymes géopolitiques dans le discours de la presse, etc.) » (Mazière, 2005, p. 101).

L'élément qui a motivé le choix d'une analyse diachronique à partir d'un corpus de textes journalistiques regroupés autour de ces deux événements provient du discours médiatique lui-même. En effet, le dimanche 17 août 2008, une analyse de l'AFP citait la secrétaire d'État américaine, Condoleezza Rice qui déclarait : « "Nous ne sommes plus en 1968", quand les chars soviétiques pouvaient aller mâter le printemps de Prague<sup>47</sup> ». Dans une dépêche de La Presse Canadienne datée de la même journée, le Premier ministre polonais Mirek Topolanek était cité ainsi : « Les chars russes dans les rues des villes géorgiennes nous rappellent l'invasion de 1968 [de la Tchécoslovaquie]<sup>48</sup> ».

### Cadre méthodologique

Nous devons donc bâtir un cadre d'analyse permettant de déceler la présence de références idéologiques à travers les textes publiés dans *La Presse*, en vue d'en apprécier la contribution dans la construction des représentations. L'objectif de la première étape de l'analyse sémiotique sera d'identifier les symboles (signes linguistiques) idéologiques présents dans le champ médiatique, celui-ci étant considéré comme une composante du discours social, soit « tout ce qui se dit et s'écrit dans un état de société; tout ce qui se parle publiquement ou se représente aujourd'hui dans les médias électroniques » (Angenot, 1989, p. 13).

---

<sup>47</sup> L. Perrot (2008, 17 août). *La Russie est de retour, mais le monde a changé depuis la Guerre froide*. AFP.

<sup>48</sup> V. Gera (2008, 17 août). *L'Europe de l'Est cherche à se protéger de la Russie*. La Presse Canadienne.

Le journalisme, qu'Angenot nomme plus largement la publicistique, est l'un des cinq grands champs du discours social qu'il identifie, les quatre autres étant : le secteur politique; la littérature; la philosophie; et les sciences. Soulignons, comme le fait l'auteur, que le secteur politique se trouve « en symbiose partielle » avec le champ de la publicistique (Angenot, 1989, p. 94).

### **La sémiotique de Pierce**

Afin d'identifier les symboles idéologiques présents dans le discours médiatique, nous utiliserons la sémiotique de Charles Sanders Pierce (1978). Pour ce philosophe américain, le signe se conçoit dans la perspective d'une sémiotique généralisée, à travers une relation triadique entre un signe ou representamen<sup>49</sup> (le signifié), son objet<sup>50</sup> (le signifiant) et son interprétant<sup>51</sup> (au sens large : le sens du signe). Ce qui fait dire à Pierce, et il s'agit ici de la caractéristique essentielle de sa théorie sémiotique, qu'un signe ou representamen est le sujet « d'une relation triadique avec un second appelé son objet, pour un troisième appelé son interprétant, cette relation triadique étant telle que le representamen détermine son interprétant à entretenir la même relation triadique avec le même objet pour quelque interprétant » (Pierce, 1978, p. 117), ce qui crée le processus de sémiose, c'est-à-dire que le signe renvoie à un autre signe *ad infinitum*. Soulignons

---

<sup>49</sup> Le representamen est une chose qui représente une autre chose : son objet.

<sup>50</sup> L'objet est ce que le signe représente.

<sup>51</sup> L'interprétant est l'association établie entre le representamen et l'objet qui « se fait en vertu d'un code, d'un savoir sur la relation de causalité » (Fisette, 1990, p. 11).

également qu'un signe comprend trois ordres, soit l'icône, l'indice et le symbole<sup>52</sup>, ce qui veut aussi dire que le signe devient porteur de signification en des sens divers (Pierce, 1978, p. 214).

Cette conception du signe diffère de celle élaborée par le linguiste suisse Ferdinand de Saussure (1984). En effet, pour Pierce, la relation sémiotique est logique, ce qui l'oppose à la relation dyadique du signe dans la sémiologie de Saussure qui, elle, est davantage linguistique. Pour ce dernier, un signe est d'abord et avant tout linguistique puisqu'il combine un concept (signifié) et une image acoustique (signifiant) dans une perspective dyadique (Saussure, 1984, p. 97-99). Cette conception linéaire à travers laquelle se construit la sémiologie de Saussure néglige la dimension liée au contexte d'interprétation d'un signe :

La relation saussurienne signifiant-signifié est apparue très vite comme insuffisante pour décrire les faits linguistiques. [...] La relation qu'exprime le signe est logiquement triadique [...]. D'une part, une triade est inanalysable en dyades [puisque] l'idée même de combinaison implique celle de tiercéité, car une combinaison est quelque chose qui est ce qu'il est par les parties qu'il met en relation. D'autre part, les relations conceptuelles dyadiques seraient inexplicables si nous ne tenions pas compte des relations triadiques qui, généralement, les sous-tendent (Deledalle, G. Dans Pierce, 1978, p. 217).

En ce sens, « il est très difficile d'accepter la [seule] distinction fondamentale entre signifiant et signifié, bipartition rassurante qui ferait croire à une réalité objective » (Maigret, 2003, p. 120).

---

<sup>52</sup> Pour en apprendre davantage sur les trois ordres du signe, voir Everaert-Desmedt (2006) : <http://www.signosemio.com>.

Néanmoins, nous ne pourrions pas échapper à la relation signifiant-signifié, qui est d'ailleurs présente sous la forme objet-signe chez Pierce. Nous y ajoutons cependant la troisième composante, celle-là pragmatique, propre à la sémiotique de Pierce et qui prend en considération le contexte de réception des signes : l'interprétant. De cette façon, nous ne concevons pas l'objet analysé, à savoir le discours médiatique et les symboles idéologiques qu'il renferme, comme fermé sur lui-même, mais plutôt à travers un processus qui s'ouvre sur l'univers symbolique, soit l'environnement social au sein duquel les textes sont conçus, transmis, perçus et interprétés. Plus précisément, notre intérêt portera sur le sens des signes tels qu'ils sont énoncés dans le discours médiatique et, ainsi, l'interprétant sera le niveau que nous utiliserons pour rendre compte de leur valeur de symbole (au sens piercien du terme) idéologique.

Dans notre travail, nous utiliserons le concept de symbole pour désigner tout signe qui dépend des conventions sociales véhiculées à l'intérieur d'un univers symbolique. Ainsi, « les signes linguistiques sont des symboles en ce qu'ils établissent une relation conventionnelle et arbitraire avec l'objet qu'ils dénotent » (Neveu, 2004, p. 279). Pour Pierce, le symbole « est un representamen [ou signe] dont le caractère représentatif consiste précisément en ce qu'il est une règle qui déterminera son interprétant. Tous les [...] signes conventionnels sont des symboles. [...] » (Pierce, 1978, p. 161). Et encore : il s'agit en fait d'un « signe artificiel, signe conventionnel ou loi d'ordinaire établie par les hommes. [...] Le symbole dépend à la fois d'une convention, d'une habitude ou d'une

disposition naturelle de son interprétant ou du champ de son interprétant » (Pierce, 1978, p. 237).

**Interprétant et symboles.** À cet effet, l'interprétant n'est ni une personne ni un interprète, comme l'a déjà stipulé notamment Charles Morris (1938), mais plutôt « la résultante, la portée, l'aboutissement, la retombée, le destinataire, le datif du travail de sémiologie opérée à l'intérieur d'un signe : en somme, il s'agit d'un état second du signe » (Fisette, 1990, p. 11). Pour nous, l'interprétant offre le sens au signe dans un contexte d'interprétation déterminé par la présence de différents filtres sociocognitifs (valeurs, idéologie, institutions, culture et divers autres rapports symboliques au monde) à l'intérieur de l'univers symbolique dans lequel se trouve à la fois le journaliste et le récepteur-lecteur du média de masse écrit. C'est ainsi que nous pouvons dire que l'association entre le signifiant et le signifié s'effectue dans un contexte d'interprétation en vertu d'un code ou d'un savoir (Fisette, 1990, p. 11), considérant que « les codes sont la condition nécessaire et suffisante du signe » (Eco, 1988, p. 33). Un signe devient alors symbole « dans la mesure où un objet est saisi [par un récepteur] suivant son aspect de valeur codifiée » (Fisette, 1990, p. 24), ce qui en fait la norme se rapportant à l'idéologie dominante.

### **La sémiotique de Hjelmslev**

Afin d'inventorier les symboles idéologiques présents à l'intérieur de notre corpus, nous nous référons au système sémiotique conçu par le linguiste danois Louis Hjelmslev

(1971). De façon très sommaire, nous pouvons dire que la fonction sémiotique de Hjelmslev s'articule autour de deux grandeurs, le « plan de l'expression » (qui réfère au signifiant) et le « plan du contenu » (qui réfère au signifié). Chacune de ces deux grandeurs se subdivise ensuite en deux strates distinctes : « forme » et « substance ». Nous obtenons donc quatre fonctions distinctes mais évidemment liées entre elles : la substance de l'expression (la substance phonique articulatoire et non fonctionnelle); la forme de l'expression (les diverses règles paradigmatiques et syntaxiques); la forme du contenu (l'organisation formelle des signifiés dans l'énoncé); et la substance du contenu (tous les aspects sémantiques émotifs, phénoménologiques, notionnels et idéologiques des signifiés)<sup>53</sup>.

Plus particulièrement, nous appuierons notre analyse sur la fonction sémiotique reliée à la grandeur du contenu.

**Les classes sémantiques.** Nous travaillerons donc sur le plan du contenu et nous intéresserons à la substance de celui-ci, à savoir aux symboles (signifiés des signes en contexte d'interprétation) qui réfèrent au contexte idéologique de la Guerre froide. À cet égard, cette partie de notre analyse sémiotique s'effectuera dans le champ de la sémantique, où la théorie des classes de Hjelmslev nous sera utile.

---

<sup>53</sup> Pour en apprendre davantage, voir Carontini et Péraya (1975), pages 66-69.

*Axe syntagmatique.* Tout d'abord, il faut en quelque sorte déconstruire le contenu du journal pour extraire les textes qui se rapportent aux événements sélectionnés pour l'analyse diachronique, à savoir le printemps de Prague et la crise géorgienne. Ensuite, il faut diviser chacun des textes en syntagmes, soit « un constituant syntaxique, autrement dit une unité fonctionnelle, le plus souvent composée d'une suite de morphèmes » (Neveu, 2004, p. 282). Il existe quatre types de syntagme : nominal (SN), verbal (SV), adjectival (SA) et prépositionnel (SP). La tête de chacun des syntagmes, soit « le constituant lexical [nominal, verbal, adjectival ou prépositionnel] principal du syntagme » (Neveu, 2004, p. 288), nous guidera dans le choix de ceux que nous retiendrons par rapport à ceux que nous discriminerons. À partir de cette opération, nous enregistrerons un inventaire de morphèmes et de syntagmes.

Il s'agira de poursuivre l'analyse jusqu'à ce que les inventaires soient aussi restreints que possible : « Par [la] réduction de grandeurs du contenu en "groupes", le contenu d'un simple signe se trouve identique à celui d'une chaîne de signes qui entrent dans des relations mutuelles données. Hjelmslev parle donc ici d'analyse en composants sémantiques » (Eco, 1980, p. 133).

*Axe paradigmaticque.* Pour ce faire, les morphèmes et les syntagmes seront alors regroupés en classes de sémèmes<sup>54</sup> selon qu'ils partagent le même sème. Le sème se veut

---

<sup>54</sup> Un sémème est « l'ensemble des *sèmes* d'un morphème, autrement dit le signifié de cette unité » (Neveu, 2004, p. 265). Ainsi, « le signifié est le complexe des sens possibles d'un sémème » (Eco, 1980, p. 138).

la plus petite unité de signification et n'est pas susceptible de réalisation indépendante : les sèmes « ne peuvent être identifiés qu'à l'intérieur d'un signifié (ou sémème). Ils constituent des traits distinctifs de signification, et permettent une étude différentielle des signifiés dans un ensemble lexical donné formant un corpus » (Neveu, 2004, p. 264). Notons qu'un sème peut être dénotatif, dans lequel cas il relève du système linguistique, ou connotatif, selon que sa signification relève des normes sociales.

Ces classes de sémèmes, que nous regrouperons en une ou plusieurs catégories en fonction des résultats de notre analyse, formeront les taxèmes. Un taxème est « un micro-ensemble lexical, composé d'unités qui ont en commun une zone de signification [...]. Un taxème est donc une classe de sémèmes qui partagent le même sème générique » (Neveu, 2004, p. 284). Chacun de ces taxèmes sera déterminé par un mot-pivot, c'est-à-dire :

Le mot choisi, institué comme pivot d'une "classe de propositions" qui lui sont rapportées. Ce n'est pas un invariant grammatical formel, repéré parce que répété, c'est un signe [déterminé par sa] pertinence sémantique en discours, tout au long de [la] construction du corpus (Mazière, 2005, p. 36).

En fait, les taxèmes qui prendront forme autour de mots-pivots (des morphèmes ou des syntagmes de plus haut niveau à forte signification idéologique) constitueront des catégories au sein desquelles seront classés les morphèmes et les syntagmes de même sème. De par leur signification dénotative ou connotative à l'intérieur de ces catégories, les sèmes permettront de repérer et de classer les morphèmes et les syntagmes, qui sont en fait des symboles linguistiques se rapportant à l'idéologie.

### **La construction des classes sémantiques**

L'étape suivante nous amène à l'analyse des textes journalistiques en tant que telle. À partir du cadre énoncé précédemment, il s'agira de repérer dans le discours médiatique les symboles qui nous permettront de construire nos classes sémantiques (les taxèmes). Pour ce faire, nous devons d'abord classer les syntagmes selon les constituantes narratologiques présentes dans le récit : protagonistes, enjeux, temps, espaces. Les critères de l'analyse syntagmatique tels que décrits ci-dessus permettront de nous constituer une banque de morphèmes et de syntagmes pertinents en fonction de leur récurrence observée à travers les corpus.

La notion de récurrence en analyse du discours fait référence à la répétition régulière et prévisible de certains thèmes. Ainsi, « le repérage des thèmes s'effectue [...] d'après le critère de récurrence : les thèmes majeurs d'une œuvre, ce sont ceux qui s'y trouvent développés le plus souvent, qui s'y rencontrent avec une fréquence visible, obsessionnelle<sup>55</sup> ».

Dans le cadre de notre recherche, l'analyse des constituantes narratologiques permettra de mettre en relief un certain nombre de représentations idéologiques dominantes dans le discours médiatique par rapport à notre objet d'étude. L'analyse des textes journalistiques et l'observation des résultats mènera à « l'apparition de régularités,

---

<sup>55</sup> J.P. Richard cité dans M. Angenot (1979), p. 169.

de prévisibilités » (Angenot, 1989, p. 15) qui détermineront, sur l'axe paradigmatique, les morphèmes et les syntagmes qui composeront les taxèmes.

Nous pouvons penser que les dominances idéologiques présentes dans le champ médiatique sont le fait et le reflet d'une hégémonie « qui s'établit dans le discours social, c'est-à-dire dans la manière dont une société donnée s'objective dans des textes, des écrits » (Angenot, 1989, p. 20). À travers les récurrences, nous croyons être en mesure d'observer un degré d'homogénéisation idéologique dans le discours médiatique, qui transcendera la diachronie de l'Histoire. L'hégémonie devient alors « l'ensemble complexe des normes et impositions diverses qui opèrent contre l'aléatoire, le centrifuge et le déviant, qui indiquent les thèmes acceptables et, indissociablement, les manières d'en traiter [...] sur un fond d'homogénéité relative » (Angenot, 1989, p. 22). En d'autres termes, il y a certaines constantes établies, qui sont propres à une idéologie dominante dans le discours social occidental; c'est-à-dire une sorte de prisme à travers lequel sont interprétés les événements géopolitiques et qui « guide » en quelque sorte les journalistes dans la rédaction de leurs textes en les forçant à une autocensure plus ou moins consciente. À la suite d'Angenot (1989), nous affirmons que « l'hégémonie peut-être perçue comme un processus qui fait "boule de neige", qui étend son champ de thématiques et de cognitions acceptables, en imposant "des idées à la mode" et des paramètres narratifs ou argumentatifs [...] » (Angenot, 1989, p. 1087) transposés de manière récurrente par les journalistes dans le discours médiatique et à travers lesquels ceux-ci interprètent les événements qui constituent la trame de l'Histoire.

### **Genette et la transtextualité**

Nous nous retrouverons ainsi avec un certain nombre de classes sémantiques (les taxèmes) pour chacune des deux périodes analysées, en 1968 et en 2008. Il faudra dès lors se livrer à un travail d'interprétation des résultats de l'analyse et, pour ce faire, nous emprunterons à la théorie de la transtextualité de Gérard Genette (1982), qui nous permettra de rendre compte du travail de mise en perspective de la trame historique par les journalistes.

Genette définit la transtextualité, ou transcendance textuelle du texte, comme étant tout ce qui « met en relation, manifeste ou secrète, [un texte] avec d'autres textes » (Genette, 1982, p. 7). L'auteur identifie cinq types de relations transtextuelles : l'intertextualité (une relation de coprésence entre deux ou plusieurs textes, par exemple la citation et l'allusion), la paratextualité (le texte entretient une relation avec son titre, le sous-titre, les intertitres, etc.), la métatextualité (la relation de « commentaire » qui unit un texte à un autre texte dont il parle sans nécessairement le citer), l'architextualité (une relation tout à fait muette que n'articule, au plus, qu'une mention paratextuelle; pensons, par exemple, au titre d'une rubrique dans un journal, ou encore aux genres journalistiques – analyse, chronique, nouvelle, etc.) et l'hypertextualité.

C'est cette dernière relation transtextuelle, soit l'hypertextualité, qui nous sera particulièrement utile ici. Il n'est pas impossible, néanmoins, que nous recourrions aux autres types de relations transtextuelles lors de la discussion. D'ailleurs, comme le précise

l'auteur, « il ne faut pas considérer les cinq types de transtextualité comme des classes étanches, sans communication ni regroupements réciproques » (Genette, 1982, p. 14).

**L'hypertextualité dans le discours médiatique.** L'hypertextualité, pour Genette, est « toute relation unissant un texte B [l'hypertexte] à un texte antérieur A [l'hypotexte] sur lequel il se greffe d'une manière qui n'est pas celle du commentaire » (Genette, 1982, p. 11), soit un « texte dérivé d'un autre texte préexistant » (Genette, 1982, p. 12). Plus encore, l'hypertextualité doit être abordée en considérant que « la dérivation de l'hypotexte à l'hypertexte est à la fois massive et déclarée, d'une manière plus ou moins officielle » (Genette, 1982, p. 16). Comment cette notion s'applique-t-elle à notre travail?

Pour à la fois mettre en récit et mettre en perspective les événements de la politique internationale dans les textes journalistiques tels que livrés à l'homme de la rue, soit l'hypertexte (ou diégèse narrative), les journalistes se basent principalement sur la diégèse événementielle qui constitue l'hypotexte, c'est-à-dire la trame des événements telle qu'elle se déroule dans les relations internationales à travers les protagonistes, les enjeux, le temps et l'espace, dans un cadre diégétique qui prend racine dans un contexte historico-géographique donné en dehors de toute intervention journalistique. Pour Charaudeau (2005) :

Le rôle de la diégèse narrative [l'hypertexte] est alors de construire une histoire selon un schéma narratif intentionnel, dans lequel on pourra repérer les projets de quête des acteurs et les conséquences de leurs actions. Bref, il s'agit de construire du *récit*, un *narrateur* (la diégèse événementielle [hypotexte] existe sans narrateur,

pas la diégèse narrative) et un *point de vue* (il n'y a pas de récit sans point de vue) (p. 124).

De plus, pour reconstituer et mettre en perspective les variables narratologiques (principalement les protagonistes et les enjeux) dans le récit médiatique, les journalistes puisent à même un répertoire de préconstruits idéologiques présents dans le discours social et véhiculés de manière hégémonique dans l'univers symbolique à l'intérieur duquel évolue le média où ils travaillent. Cette « hégémonie » des préconstruits idéologiques « ne correspond pas à une "idéologie dominante" monolithique, mais à une dominance dans le jeu des idéologies. [...] Et puis, l'hégémonie engendre l'hégémonie : de routines en convergences, elle se renforce par le seul effet de masse » (Angenot, 1989, p. 25). Il s'agit donc là de symboles linguistiques dont l'interprétant dicte le sens dans le contexte d'énonciation; en d'autres termes, il s'agit d'un lexique idéologique historiquement défini à travers son utilisation dans le discours social et constamment réitéré par les hommes politiques et les journalistes eux-mêmes, ce qui permet aux professionnels de l'information de décrire les événements de la politique internationale tout en générant des représentations, particulièrement en ce qui a trait aux protagonistes et aux enjeux.

Pour livrer l'actualité dans le média écrit, le journaliste doit donc transposer l'action (protagonistes et enjeux) du cadre spatio-temporel dans lequel elle se produit vers le cadre restreint du texte journalistique grâce à l'utilisation plus ou moins consciente de

procédés hypertextuels. Ainsi, le procédé de condensation de l'hypotexte (il s'agit d'une transformation formelle) se définit comme suit :

Une synthèse autonome et à distance opérée [...] sur l'ensemble du texte à réduire, dont il faut ici, à la limite, oublier chaque détail – et donc chaque phrase – pour n'en conserver à l'esprit que la signification ou le mouvement d'ensemble, qui reste le seul objet du texte réduit (Genette, 1982, p. 279).

Ce procédé caractérise le travail du journaliste dans la production de l'hypertexte, soit le texte médiatisé.

La condensation amène un recadrage des protagonistes et des enjeux, qui prend forme à travers divers types de transpositions thématiques forçant le journaliste, de par ses trois fonctions d'observateur, d'interprète et de narrateur, et considérant les contraintes idéologiques inhérentes à son travail (ligne éditoriale, positionnement du média par rapport au pouvoir politique, etc.), à choisir de substituer (suppression + addition) certaines informations par d'autres et de focaliser sur des éléments narratologiques du récit plutôt que sur d'autres. À cet égard, « il n'existe pas de transposition *innocente* [...] qui ne modifie d'une manière ou d'une autre la signification de son hypotexte » (Genette, 1982, p. 340).

La transposition thématique modifie donc la signification de l'hypotexte à travers divers procédés, dont le plus fréquent est la transposition sémantique et ses deux principales constituantes : la transposition diégétique et la transformation pragmatique. La transposition diégétique organise le récit en dissociant l'enjeu et son cadre réel pour

transporter l'action et les protagonistes dans un autre univers, avec pour conséquence que « l'hypertexte transpose la diégèse de son hypotexte pour le rapprocher et l'actualiser » aux yeux du public (Genette, 1982, p. 351) en la reconstituant en diégèse narrative. Nous aurons compris qu'« une telle transposition diégétique, ou [...] transdiégétisation, ne peut aller sans, pour le moins, quelques modifications de l'action elle-même » (Genette, 1982, p. 343).

Quant à la transformation pragmatique, elle constitue un effet inévitable de la transposition diégétique, puisqu'elle « modifie le cours même de l'action et de son support instrumental » (Genette, 1982, p. 360) en transposant le récit dans un autre cadre que celui dans lequel se déroule l'action *a priori*. En effet, « on ne modifie guère l'action d'un hypotexte que *parce qu'on a transposé sa diégèse [...]* ou *afin de transformer son message* » (Genette, 1982, p. 360). Conséquemment, dans ce type de transformation, « [...] l'intention transformatrice y porte non sur les événements, mais sur leur signification » (Genette, 1982, p. 367).

Considérons également que « l'hypertexte attire l'hypertexte » (Genette, 1982, p. 424), en ce sens que les médias de masse s'auto-influencent entre eux, comme nous l'avons mentionné précédemment. Dans cette optique, la mise en scène des enjeux et des protagonistes dans le discours de *La Presse* (l'hypertexte) s'effectue également à partir de textes préexistants, soit d'autres hypertextes (articles de journaux de grands médias

occidentaux et dépêches d'agences de presse) qui décrivent les événements et posent par le fait même leur propre regard sur les enjeux.

### **Modélisation du cadre méthodologique**

Les précédentes pages ont été dédiées à l'explication du cadre méthodologique qui servira à répondre à notre question de recherche. Pour rendre plus claire l'utilisation des différents concepts, nous proposons grâce à la Figure 1 de la page suivante une modélisation qui concrétisera davantage l'opérationnalisation de notre méthodologie.

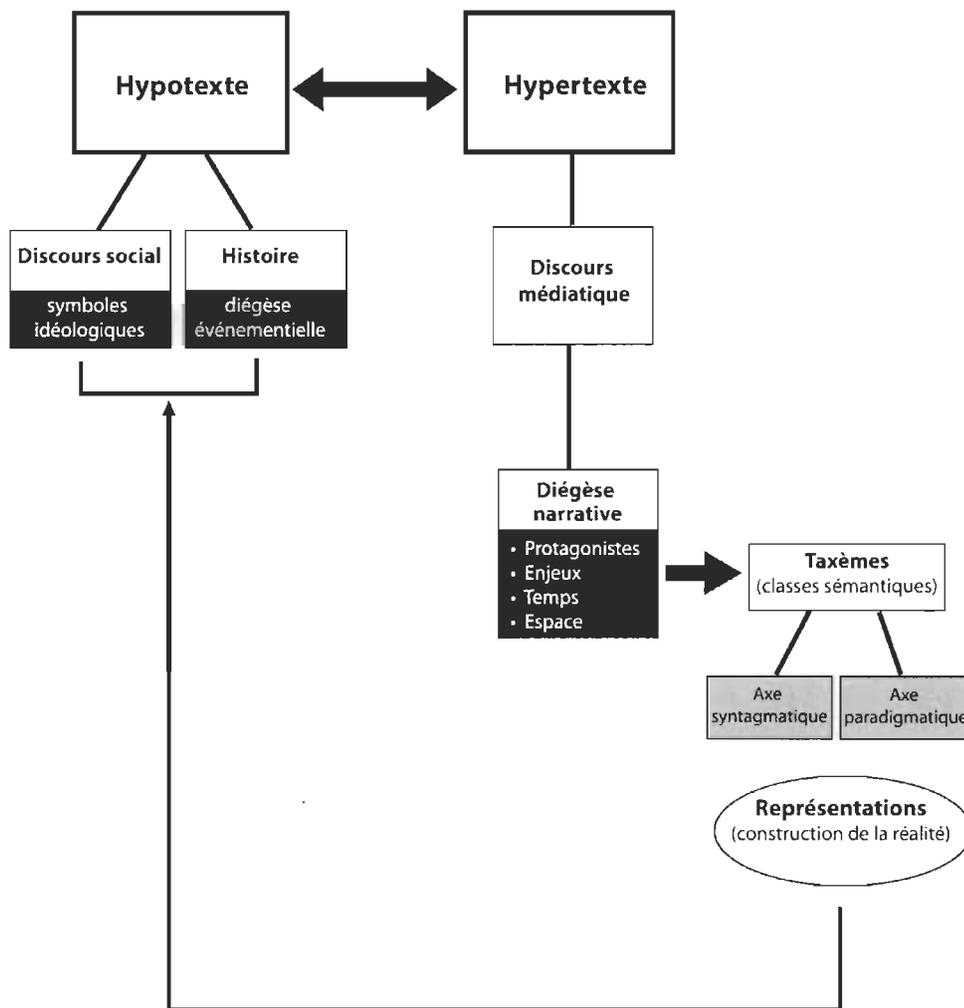


Figure 1

*Méthode d'analyse des représentations idéologiques dans le discours médiatique*

### Le corpus

Comme mentionné précédemment, nous menons une étude diachronique, ce qui dans le cadre de notre recherche nécessite de choisir un corpus de textes journalistiques tirés du quotidien *La Presse* et produits à deux moments bien distincts de l'Histoire, pour ensuite comparer les représentations véhiculées dans le discours médiatique. Les deux périodes choisies pour l'analyse sont :

- les mois d'août et de septembre 1968, durant lesquels se produit une intervention russe pour tempérer le « printemps de Prague »;
- les mois d'août et de septembre 2008, durant lesquels se déroule la « crise géorgienne ».

Le choix de ces deux périodes autour desquelles se trament deux événements bien précis n'est pas aléatoire. En fait, c'est à l'intérieur du discours social lui-même – et plus particulièrement son champ médiatique – que nous avons trouvé la source de notre analyse; comme nous l'avons souligné précédemment, la secrétaire d'État américaine, Condoleezza Rice, de même que le Premier ministre polonais Mirek Topolanek, ont tous deux comparé l'invasion de la Géorgie par les troupes russes en 2008 à un événement historique ayant marqué la Guerre froide, à savoir l'occupation soviétique de la Tchécoslovaquie en 1968. Voilà donc une référence génératrice de représentations méritant d'être étudiée pour son caractère idéologique!

Dans le cadre de ce mémoire, il fallait déterminer une période spécifique à l'intérieur de la séquence des événements. Ici, la production de textes journalistiques nous dicta le choix du corpus; ainsi, les deux événements analysés ont donné lieu à une grande production de textes durant une période donnée en fonction de l'importance que leur ont accordé les médias et, plus particulièrement dans notre cas, *La Presse*. De fait, « ce “redoublement d'activité” auquel les crises donnent lieu, présente pour le sémioticien un intérêt particulier. Il est en effet caractérisé par un accroissement considérable du nombre des messages et des manifestations signifiantes [...] » (Delahaye, 1977, p.135), puisque « [...] les crises sont [...] des moments de production intense de textes et de puissants “révélateurs” des codes utilisés » (Delahaye, 1977, p.136).

En 1968, 340 articles ont été publiés dans *La Presse* en lien avec les événements en Tchécoslovaquie, dont 161 durant les mois d'août et de septembre seulement, comme le démontre le Tableau 1.

Tableau 1

*Répartition par mois des textes publiés en 1968 dans La Presse  
en lien avec les événements en Tchécoslovaquie*

| <b>Mois</b>             | <b>Total</b> | <b>01</b> | <b>02</b> | <b>03</b> | <b>04</b> | <b>05</b> | <b>06</b> | <b>07</b> | <b>08</b> | <b>09</b> | <b>10</b> | <b>11</b> | <b>12</b> |
|-------------------------|--------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| <b>Nombre de textes</b> | 340          | 4         | 5         | 26        | 22        | 10        | 6         | 38        | 113       | 48        | 29        | 23        | 17        |

Le tableau montre clairement que les événements des mois d'août et de septembre 1968 ont mené à près de la moitié des articles publiés au sujet des événements en Tchécoslovaquie. Ces données justifient donc notre choix d'analyser les 161 articles publiés dans *La Presse* durant les mois d'août et de septembre 1968.

La seconde partie de notre corpus se compose de textes publiés en 2008 par *La Presse* en lien avec les événements en Géorgie. Durant l'année, 112 articles furent publiés, dont 82 durant les mois d'août et de septembre seulement, comme le montre le Tableau 2.

Tableau 2

*Répartition par mois des textes publiés en 2008 dans La Presse en lien avec les événements en Géorgie*

| <b>Mois</b>             | <b>Total</b> | <b>01</b> | <b>02</b> | <b>03</b> | <b>04</b> | <b>05</b> | <b>06</b> | <b>07</b> | <b>08</b> | <b>09</b> | <b>10</b> | <b>11</b> | <b>12</b> |
|-------------------------|--------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| <b>Nombre de textes</b> | 112          | 3         | 3         | 2         | 3         | 3         | 3         | 3         | 58        | 24        | 5         | 5         | 0         |

Encore une fois, le tableau ci-dessus démontre clairement la prépondérance des mois d'août et de septembre quant au nombre de textes publiés durant les événements en Géorgie. Ces données justifient donc notre choix d'analyser les 82 articles publiés sur le sujet dans *La Presse* aux mois d'août et de septembre 2008.

Dans les deux cas, l'explosion de la couverture médiatique correspond à l'occurrence d'événements dramatiques perçus ainsi par l'Occident (répression soviétique du

printemps de Prague en 1968 et invasion russe de la Géorgie en 2008). Notre analyse diachronique comportera alors l'étude d'un total de 243 articles, soit 161 pour la période choisie en 1968 et 82 pour la période choisie en 2008.

Il convient de souligner le caractère à la fois aléatoire et surprenant du fait que les événements se déroulent à quarante ans d'intervalle presque jour pour jour. Toutefois, et le lecteur l'aura probablement compris, loin de nous l'idée de faire des parallèles géopolitiques entre ces deux événements qui se déroulent dans des contextes internationaux totalement différents et dont les représentations se polarisent autour d'enjeux propres à l'époque dans laquelle s'écrit la diégèse événementielle de l'Histoire. À ce titre, nous réitérons que l'objet de notre recherche consiste à déceler les représentations de l'idéologie dans les médias écrits et nous désirons montrer que d'une époque à l'autre, celles-ci perdurent dans le champ médiatique du discours social.

Du point de vue géopolitique, nous pouvons néanmoins nous permettre de souligner certaines coïncidences qui émanent du discours social de chacune des époques et qui renforcent, d'une perspective diachronique, notre choix de ces deux événements :

- La Géorgie (2008) comme la Tchécoslovaquie (1968) sont perçues en Occident comme des États en processus de se démocratiser.
- Les deux chefs d'État (Dubcek en Tchécoslovaquie, Saakachvili en Géorgie) sont dépeints en Occident comme étant des réformateurs et des libéraux.

- Les deux États se trouvent, à leur époque, aux portes de l'Europe occidentale (la Tchécoslovaquie a une frontière avec l'Allemagne de l'Ouest) et de l'Eurasie (la Géorgie partage sa frontière sud-ouest avec la Turquie, un pays intégré notamment à l'OTAN).
- Les deux événements choisis mettent en exergue une intervention armée de l'URSS (1968) et de la Russie (2008) en dehors de ses frontières et envers des pays qu'elle considère à l'intérieur de sa sphère d'influence selon l'époque respective.

À partir de ce corpus, nous avons mené l'analyse en deux temps, soit les périodes retenues (mois d'août et de septembre) en 1968 et en 2008. À titre de rappel et de résumé, pour chacune de ces périodes, comme ce fut mentionné lorsque nous avons exposé notre cadre méthodologique, nous avons procédé à un découpage syntagmatique de chaque texte journalistique pour en extraire des syntagmes ayant potentiellement une valeur idéologique sur le plan sémantique. Cette valeur idéologique est perçue à travers l'analyse des morphèmes et des syntagmes qui, sur le plan paradigmatique, se regroupent autour de taxèmes en fonction de leur sème dénotatif ou connotatif, permettant ainsi la construction de classes sémantiques reliées aux récurrences des représentations dans le discours médiatique. Ces classes prennent formes relativement aux constituantes narratologiques du récit – protagonistes, enjeux, temps, espace – et c'est dans cette optique que nous présentons ci-dessous les résultats de l'analyse.

## Résultats

Pour chacune des deux années, 1968 et 2008, les résultats de l'analyse seront révélés en fonction de chacune des constituantes narratologiques, à savoir les protagonistes, les enjeux, le temps et l'espace.

## 1968

### **Les protagonistes<sup>56</sup>**

Il y a deux grandes catégories de protagonistes diamétralement opposés qui prennent forme sous les taxèmes « Alexandre Dubcek » et « la Russie », ceux-ci étant les syntagmes à plus forte récurrence. Déjà, nous apercevons la représentation d'un personnage contre un pays (qui, par l'URSS, englobe plusieurs autres pays), que la déclinaison de chacune de ces deux catégories nous permet de bien distinguer dans leur rôle idéologique.

Dans la catégorie « Alexandre Dubcek » – qui est le premier secrétaire du parti communiste tchécoslovaque – nous retrouvons le syntagme « la Tchécoslovaquie », utilisé comme protagoniste (prévalence moins significative que son dirigeant), les syntagmes « l'équipe dirigeante », « les libéraux », « l'équipe libérale » (qui inclut

---

<sup>56</sup> Le protagoniste peut être un acteur individuel (ex. : un chef d'État) ou un acteur collectif (ex. : la population d'un pays). Aussi, il peut être décrit à l'aide d'une synecdoque généralisante (ex. : « la Tchécoslovaquie a décidé que », ou encore à l'aide d'une synecdoque particularisante (ex. : « le parti communiste de l'URSS a décidé que »).

certaines dirigeants comme « Svoboda », « Cernik », « Smrkovsky »), de même que « le parti communiste tchécoslovaque », « le peuple tchécoslovaque » et « les journalistes » et « les intellectuels » tchécoslovaques. Les médias tchécoslovaques sont aussi représentés à travers « l'agence CTK » et le syntagme adjectival « Radio-Prague libre ».

Dans la catégorie « la Russie », nous retrouvons « l'URSS » et « Moscou » comme protagonistes, mais aussi « les cinq du pacte de Varsovie » (Russie, Hongrie, Pologne, Allemagne de l'Est, Bulgarie). Dans le discours médiatique, ceux-ci portent des étiquettes symboliques récurrentes comme « les pays agresseurs », « les satellites orthodoxes », « les conservateurs », « les durs », « les Soviétiques ». L'armée est aussi un protagoniste important et, comme présenté dans le Tableau 3, nous pouvons en observer les différentes déclinaisons sur les axes syntagmatique et paradigmatique :

Tableau 3

*Représentations de l'armée soviétique à travers  
les combinaisons syntagmatiques et paradigmatiques*

|                      |                          | AXE PARADIGMATIQUE            |  |
|----------------------|--------------------------|-------------------------------|--|
| AXE<br>SYNTAGMATIQUE | troupes (d'occupation)   | soviétiques                   |  |
|                      | forces (d'occupation)    | étrangères                    |  |
|                      | autorités (d'occupation) | russes                        |  |
|                      | (forces) armées          | des cinq du pacte de Varsovie |  |

Fait à noter, les dirigeants de l'URSS personnifiés par des acteurs bien précis (et au premier chef Leonid Brejnev, peu cité dans les circonstances) sont quasi-absents du discours médiatique. Nous les retrouvons plutôt grâce à des syntagmes « les dirigeants soviétiques », « les autorités soviétiques », « le Kremlin » ou « les dirigeants de l'URSS ». Pour ce qui est des médias soviétiques, la récurrence significative des syntagmes « la presse soviétique », « l'agence Tass », « la Pravda » et « les organes d'information soviétiques » nous permet de les ajouter dans notre catégorie « la Russie ».

Outre ces deux grandes catégories, nous observons la présence d'un certain nombre d'autres protagonistes dont la récurrence est assez significative pour que nous les soulignons. D'abord, deux pays, « la Yougoslavie » et « la Roumanie » ainsi que leur chef d'état respectif, « le maréchal Tito » et « Nicolas Ceausescu », sont présentés comme des adjuvants pour la Tchécoslovaquie dans le récit médiatique.

Apparaît également une catégorie floue de protagonistes considérés comme une menace par les dirigeants de l'URSS et visant à justifier une intervention armée : cette catégorie prend forme à travers les syntagmes « les contre-révolutionnaires », « les forces / les éléments antisocialistes », « les réactionnaires impérialistes ».

Aussi, il y a une prédominance significative d'une autre catégorie floue de protagonistes qui servent d'informateurs pour alimenter le discours médiatique, dans laquelle on retrouve les morphèmes « milieux », « observateurs », « sources » avec

lesquels on forme des syntagmes nominaux en leur accolant notamment « diplomatiques », « tchécoslovaques », « soviétiques », « occidentaux », ou encore « bien informés ».

Enfin, « la communauté socialiste internationale » peut être considérée comme un taxème autour duquel gravitent les syntagmes tels que « les pays socialistes » et « le mouvement socialiste ».

En terminant, il importe de mentionner que la communauté internationale fait figure d'absente dans le récit, sauf lors d'une courte séquence de débats à l'ONU. Pour sa part, l'OTAN, comme protagoniste, y est aussi plutôt discret malgré quelques apparitions sporadiques.

### **Les enjeux**

L'enjeu qui transcende toute la période étudiée est déterminé par le taxème « printemps de Prague », qui, rappelons-le, est également le mot-événement qui a motivé le choix de notre corpus pour l'année 1968. C'est aussi à partir de cet enjeu que se déroulera la trame des événements liée à l'intervention armée de l'URSS en Tchécoslovaquie et ses suites (la normalisation de la situation).

Le « printemps de Prague » constitue un enjeu qui a débuté avant la période étudiée, soit, si l'on considère uniquement l'année 1968, par la démission de Novotny et l'élection

de Dubcek en janvier, de même que par la mise en œuvre du plan d'action du parti communiste tchécoslovaque visant la « libéralisation » du régime politique. Autour de ce taxème se déclinent des représentations idéologiques se traduisant notamment à travers les syntagmes suivants : « la souveraineté de la Tchécoslovaquie », « réformes politiques et économiques », « politique étrangère autonome », « propre voie socialiste », « la libéralisation du régime tchécoslovaque », « profonde démocratisation de la vie publique », etc. Nous observons aussi deux sous-catégories liées au taxème « printemps de Prague », soit les syntagmes « la liberté de presse » (ex. : « liberté d'expression », « abolition de la censure ») et « l'économie du pays » (ex. : « modernisation de l'économie », « réformes libérales dans la sphère économique », « accroissement des échanges avec l'Ouest »).

Le printemps de Prague, en tant que phase historique dans l'histoire de la Tchécoslovaquie, provoque une série d'enjeux qui prend d'abord la forme de conversations entre les principaux protagonistes. Nous nommons cet enjeu « relations entre la Tchécoslovaquie et les Russes / le pacte de Varsovie », qui se compose en majorité de morphèmes tels que « entretiens », « pourparlers » et « dialogue », auxquels s'ajoute sur l'axe syntagmatique le qualificatif « soviéto-tchécoslovaques ». De même, on appose aux morphèmes « sommet », « rencontre » et « conférence » les lieux « Cierna », « Bratislava » et « Moscou », endroits où se déroulent les principales séquences des conversations entre les principaux protagonistes. Ces conversations donnent lieu aux « accords de Cierna et de Bratislava » (nous retrouvons également séparément

« déclaration / accords de Cierna », « déclaration / accords de Bratislava ») et, suite à l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, aux « accords de Moscou » qui deviennent dans le discours médiatique « le compromis de Moscou » que les dirigeants tchécoslovaques semblent contraints d'accepter.

Justement, cette intervention soviétique en Tchécoslovaquie devient, de par sa récurrence dans les textes journalistiques, l'enjeu majeur de la période étudiée. Ainsi, le taxème « crise tchécoslovaque » commence à se constituer lorsqu'apparaît de façon récurrente le syntagme « manœuvres militaires soviétiques à la frontière tchécoslovaque » et se campe sans équivoque à travers toutes les possibilités de constructions sémantiques suivantes relevées abondamment dans le discours médiatique, observables à la fois sur l'axe syntagmatique et l'axe paradigmatique comme le montre le Tableau 4 :

Tableau 4

*Représentations de la « crise tchécoslovaque » à travers les combinaisons syntagmatiques et paradigmatiques*

|                      |              | AXE PARADIGMATIQUE |                            |
|----------------------|--------------|--------------------|----------------------------|
| AXE<br>SYNTAGMATIQUE | invasion     |                    | soviétique                 |
|                      | occupation   |                    | étrangère                  |
|                      | agression    |                    | russe                      |
|                      | intervention |                    | de la / en Tchécoslovaquie |

De plus, sur l'axe paradigmatique, les morphèmes qui partagent le même sème que le morphème « invasion » sont aussi amplement mis en relation syntagmatique avec certains protagonistes de la classe « la Russie », ce qui crée des syntagmes tels que « agression de la Tchécoslovaquie par les troupes soviétiques », ou encore « invasion par les forces armées des cinq du pacte de Varsovie ». À ces possibilités de constructions syntagmatiques viennent s'ajouter des syntagmes tels que « arrestations / enlèvements des dirigeants libéraux », « contrôle soviétique », « impérialisme soviétique », « liberté surveillée » et, plus dramatisant, « viol de la Tchécoslovaquie ».

Pour justifier son intervention en Tchécoslovaquie auprès de la communauté socialiste internationale, l'URSS évoque l'enjeu de la « contre-révolution ». Toutefois, ce taxème demeure plutôt pauvre sur le plan sémantique, alors que seuls quelques syntagmes viennent l'appuyer : par exemple, « sauver le socialisme » ou « contrer l'impérialisme étranger », qui sont mis en relation avec les protagonistes mentionnés ci-dessus, à savoir « les contre-révolutionnaires », « les forces / les éléments antisocialistes », « les réactionnaires impérialistes ».

L'accord de Moscou (lié à l'enjeu général « relations entre la Tchécoslovaquie et les Russes / le pacte de Varsovie » mentionné précédemment), qui est présenté dans le discours médiatique comme un compromis déguisé, génère deux grands enjeux interreliés. Le premier enjeu est celui du retrait de l'armée soviétique, dont le morphème « retrait » constitue à lui seul le taxème. Le « retrait » est constamment réitéré dans le

discours à travers sa mise en relation syntagmatique avec une catégorie de protagonistes que nous retrouvons dans le taxème « la Russie », soit celle de l'armée (voir tableau p. 85), ce qui donne des syntagmes tels que « le retrait des troupes d'occupation soviétiques » et « le retrait des armées des cinq du pacte de Varsovie ». Le second enjeu lié à l'accord de Moscou s'articule autour du taxème « normalisation de la situation en Tchécoslovaquie », qui donne lieu à une représentation polysémique selon le point de vue présenté dans les textes journalistiques. Ainsi, pour Moscou, la normalisation passe par « la purge des éléments libéraux » du gouvernement et du parti tchécoslovaque, par « le rétablissement de la censure », « le contrôle de la presse », « le renforcement du rôle du parti communiste », la nécessité de « contrer la contre-révolution » liée à « l'impérialisme étranger », etc. De l'autre côté, la normalisation pour Prague passe notamment par « la libéralisation de la vie politique », « la souveraineté », « la non-ingérence des Soviétiques » dans les affaires internes et la politique étrangère de la Tchécoslovaquie, etc.

Enfin, il convient de mentionner quelques enjeux secondaires qui apparaissent tout de même de façon assez récurrente. Il s'agit de « la visite de Tito », de « la formation d'un nouveau gouvernement tchécoslovaque » par les Soviétiques (enjeu qui s'est avéré un échec), ainsi que « la résistance (passive) des Tchécoslovaques » durant l'occupation du pays.

### **Le temps**

Le récit des événements est raconté pour la très forte majorité au passé et cela se concrétise par l'apparition récurrente du morphème « hier » de même que par l'utilisation du passé composé. Il y a peu de référence significative au contexte historique lointain ou récent qui a mené aux événements en Tchécoslovaquie, si ce n'est que la récurrence du morphème « janvier », qui réfère à l'élection du Dubcek et au début de la politique de libéralisation qui mena aux événements du printemps de Prague. Les autres référents temporels sont liés à des enjeux récents que nous retrouvons dans la classe des « relations entre la Tchécoslovaquie et les Russes / le pacte de Varsovie », soit les différentes rencontres qui ont eu lieu à Varsovie, à Cierna, à Bratislava et à Moscou.

### **L'espace**

La presque totalité du récit se passe en « Tchécoslovaquie », qui devient le taxème à l'intérieur duquel nous trouvons les référents spatiaux suivants : « territoire tchécoslovaque », « frontière tchécoslovaque », « Prague », « Bratislava » et « Cierna ». Une autre partie du récit se passe à « Moscou », l'unique référent spatial dans sa catégorie.

Voilà qui complète les résultats de l'analyse de la première partie du corpus. Maintenant, voyons les résultats de l'analyse des textes journalistiques publiés dans *La Presse* en août et septembre 2008 sur la crise en Géorgie.

2008

### Les protagonistes

Les principaux protagonistes se polarisent dans l'adversité autour des taxèmes « la Russie » et « la Géorgie », ceux-ci étant les syntagmes à plus forte récurrence. À chacune de ces deux classes de protagonistes se greffent certains adjuvants qui adhèrent à la position et aux actions de l'un ou de l'autre. Ainsi, à côté de « la Russie » se trouvent « les provinces séparatistes » de Géorgie, plus précisément « l'Ossétie du Sud » et « l'Abkhazie ». De l'autre côté, soit celui de « la Géorgie », nous observons « les États-Unis » et dans une moindre mesure « la communauté internationale » incluant « le Canada ». Regardons plus en détail ces différents taxèmes.

D'abord, le taxème « la Russie » regroupe « Moscou » ainsi que les syntagmes tels que « les citoyens russes », « les forces russes de maintien de la paix », « les tanks / avions / chars russes » (qui sont représentés comme des protagonistes dans le récit), « le parlement russe », « l'ours russe » (métaphore de la Russie), « l'agresseur », etc. Également, nous observons abondamment, pour ce qui est de « l'armée russe », les déclinaisons sur l'axe paradigmatique : les morphèmes « troupes », « soldats », « unités », « forces » avec lesquels s'opèrent des constructions syntagmatiques en leur ajoutant le morphème « russes ». Enfin, les principaux dirigeants russes sont présents dans le discours médiatique, au premier chef « Dmitri Medvedev » et « Vladimir Poutine », de même que « Sergueï Lavrov » dans une moindre mesure.

Une autre classe de protagonistes, alliés de la Russie, prend forme avec le taxème « les provinces séparatistes » composé notamment des syntagmes suivants : « les territoires rebelles », « les régions sécessionnistes pro-russes », « les deux territoires pro-russes », « les républiques séparatistes géorgiennes ». Cette classe de protagonistes se décline en deux sous-classes, qui sont en fait les deux régions en question. Le taxème « l'Ossétie du Sud » englobe, outre « république rebelle » et « région séparatiste », les syntagmes « les indépendantistes ossètes », « les séparatistes sud-ossètes », « les Ossètes » ainsi que le président sud-ossète « Édouard Kokoïty ». Le taxème « l'Abkhazie » – par ailleurs beaucoup moins récurrent que celui de « l'Ossétie du Sud » – comprend les syntagmes « la république autoproclamée », « les séparatistes abkhazes », « les rebelles abkhazes », « les Abkhazes », de même que le président abkhaze « Sergueï Bagapch ».

Pour sa part, le taxème « la Géorgie » regroupe « Tbilissi », « Mikhaïl Saakachvili », les syntagmes « la Géorgie pro-occidentale », « le jeune chef d'État pro-occidental » et « ami intime de Bush », « les autorités géorgiennes », « le gouvernement géorgien », « les troupes / forces géorgiennes », « les Géorgiens », « l'agresseur », etc.

Malgré le fait qu'il ne fasse pas l'objet d'une récurrence aussi substantielle que les précédents, le taxème « les États-Unis » mérite que nous lui portions attention puisqu'il s'imprègne tranquillement dans le discours médiatique à mesure que la crise progresse. Il

se compose principalement de « Georges W. Bush », « Condolezza Rice », « Dick Cheney », « Washington » et « la Maison-Blanche ».

De par le rôle que ce protagoniste joue dans le récit, « Nicolas Sarkozy » génère un taxème composé par « le président français », « la France » et « Paris ». Notons que ce protagoniste est présenté dans le discours médiatique comme une figure de neutralité, notamment du fait qu'il a mené les négociations au nom de l'Union européenne pour l'accord de cessez-le-feu entre la Russie et la Géorgie. Ce rôle commandait qu'il soit perçu comme neutre, même si nous savons que la neutralité en politique n'existe pas. D'ailleurs, le taxème suivant, à savoir « la communauté internationale » (qui, par ailleurs, exclut par opposition la Russie même si elle en fait théoriquement partie), démontre les limites de cette prétendue neutralité de M. Sarkozy; de fait, s'y retrouvent des syntagmes comme « les pays européens », « les puissances occidentales », « les occidentaux », de même que certains organismes internationaux tels que « l'OTAN » et « l'Union européenne ».

Fait observable dans le récit médiatique sur la crise en Géorgie, « les victimes » forment une classe de protagonistes, peu importe qu'ils soient Géorgiens, Sud-Ossètes ou Abkhazes. Ceux-ci deviennent toutes des victimes de ce conflit et nous les reconnaissons par les morphèmes « les blessés », « les morts », « les réfugiés » et « les déplacés ». Ces hommes et ces femmes de la rue sont présentés dans les textes journalistiques par leur nom (ex. : Ivan, un chauffeur de taxi de Vladikavkaz; Zalina Ostaïeva et son mari Zorik

Kotchiev, des habitants de Tskhinvali; Pesik Tchikadze et son camarade David Pipiya, des habitants de Tbilissi; Daredjan Tvarelidze, un habitant de Gori), et ils témoignent de la situation dans laquelle ils vivent à travers de ce conflit.

Une classe de protagonistes qui méritent très certainement que nous nous y attardions est celle des médias. « Les journalistes de l'AFP » et « l'AFP » constituent des sources qui alimentent le récit journalistique. Également, fait intéressant, le journal que nous étudions, soit *La Presse*, se fait lui-même protagoniste à travers son journaliste Frédéric Lavoie qui se trouve sur le terrain du conflit. Ainsi, « *La Presse* et son représentant », ou encore « le représentant de *La Presse* » deviennent des acteurs du conflit, créant un effet à la fois de proximité et de dramatisation des événements. Cela se concrétise par des syntagmes comme « *La Presse* a été témoin » ou encore « *La Presse* a observé ».

En terminant, bien que sa présence soit négligeable, soulignons tout de même la présence du Canada dans le discours médiatique à travers son premier ministre, Stephen Harper.

### **Les enjeux**

D'emblée, nous constatons que les représentations sont moins polarisées que dans le cadre de la crise tchécoslovaque en 1968. Étant sortie du modèle bipolaire, la politique internationale se retrouve devant des situations plus complexes dont à la fois les causes et les conséquences dépassent le caractère proprement idéologique qui prévalait au temps de

la Guerre froide. De plus, l'analyse du corpus démontre un élargissement des taxèmes, alors que les morphèmes et les syntagmes nous permettant de construire nos ensembles sémantiques se multiplient sur le plan lexical; néanmoins, il reste que la récurrence des sèmes dénotatifs ou connotatifs nous permet de diviser les enjeux en classes distinctes en vue de faire ressortir les représentations idéologiques. Nous pourrions apprécier ces constats à la lumière des enjeux pour l'année 2008, présentés ci-dessous.

Les premiers textes analysés dans *La Presse* campent l'enjeu qui transcende notre corpus pour la période étudiée. Cet enjeu s'articule autour du taxème « la reconnaissance de l'indépendance des régions séparatistes d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie », qui dès le départ, rallie des syntagmes comme « les rivalités russo-géorgiennes pour le contrôle de la région », ou encore le souhait des deux régions d'« intégrer la fédération de Russie ». Dans le fil des événements, alors que le conflit armé entre la Russie et la Géorgie occupe la majorité de l'espace médiatique – ce qui sera mis en relief dans le prochain paragraphe – l'enjeu de la reconnaissance de l'indépendance des deux régions séparatistes est mis en veilleuse momentanément pour réapparaître à la suite du cessez-le-feu, quand le Parlement russe vote une résolution à cet effet. Dès lors, nous relevons dans le discours plusieurs syntagmes se reliant à ce taxème, entre autres, « annexion pure et simple à la Russie », « la décision des parlementaires russes », « une décision totalement illégale », les deux territoires sont « séparés unilatéralement », la Géorgie est « amputée d'une bonne partie de son territoire », la Russie consolide « son emprise sur ces deux

républiques séparatistes », est « maître du jeu dans la région » et veut « changer les frontières de l'Europe par la force », etc.

Entre la demande de reconnaissance d'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie, réitérée constamment depuis le début des années 1990 – et qui, comme nous l'avons d'ailleurs mentionné ci-dessus, constitue un enjeu dès les premiers textes analysés du corpus –, et la reconnaissance effective de leur indépendance par la Russie, apparaît une série d'enjeux significatifs. Dans la séquence des événements, le premier enjeu se décline à partir du taxème « la guerre en Géorgie », qui regroupe une série de syntagmes dont le sème y est étroitement lié : par exemple, « le conflit russo-géorgien », « la confrontation », « les hostilités », « la crise géorgienne », « escalade de la violence » et « la situation en Géorgie ». Toutefois, le taxème « la guerre en Géorgie » prend deux tangentes différentes en fonction du déroulement des événements et du prisme idéologique à travers lequel ceux-ci sont rapportés – nous aurons l'occasion d'en discuter dans le prochain chapitre. Il reste qu'une lecture analytique de la situation nous donnera quelques indices à cet égard. Ainsi, d'abord, une fois le flou clarifié sur le pays qui a lancé le premier l'offensive militaire – c'est la Géorgie – et, donc, a déclaré la guerre par cet acte, les journalistes doivent reconnaître le fait. Apparaissent notamment les syntagmes « l'offensive géorgienne », « les bombardements géorgiens », « l'invasion géorgienne », « envahir les / s'emparer des provinces séparatistes », mais avec une récurrence inversement liée à la responsabilité de la Géorgie dans le déclenchement du conflit. Ensuite, la mise en perspective des événements à travers les textes de *La Presse*

tend dès lors à pointer « l'attaque de la Géorgie » par la Russie et « l'offensive militaire russe ». Il est vrai que la riposte de la Russie à l'attaque de la Géorgie contre l'Ossétie du Sud fut écrasante et sans appel. À ce titre, ces syntagmes donnent le ton et la teneur du point de vue que les journalistes adoptent pour raconter les événements, et ce, avec une récurrence significative : « la réplique russe », « l'invasion russe sur le sol géorgien », « l'agression russe », « les représailles russes et ossètes envers les citoyens géorgiens », une « offensive militaire massive », une « rhétorique agressive », « la belliqueuse Russie », « le coup de force de Moscou », etc. En parallèle se propagent des syntagmes comme « la violation de l'intégrité et de la souveraineté » et « rétablir l'intégrité territoriale » de la Géorgie.

Étroitement lié à la classe sémantique précédente qui a pris forme sous « la guerre en Géorgie », se cristallise un autre enjeu significatif ayant contribué à générer des représentations sur la Russie aux yeux des lecteurs de *La Presse* : il s'agit de « l'occupation russe ». Ce taxème regroupe des syntagmes tels que « la présence militaire russe », « zones de contrôle russe », « les soldats russes contrôlent », « les forces russes demeurent stationnées », « l'armée russe massivement déployée dans la région », etc.

Dans la foulée des événements, le président français Nicolas Sarkozy est dépêché dans le Caucase avec un mandat de l'Union européenne pour négocier un plan de paix entre les belligérants. Ce taxème, qui prend forme autour du morphème « accords », est composé de syntagmes comme « le plan de paix français », « l'accord de cessez-le-feu »

et « le calendrier de retrait ». Fait à noter, la Russie sera accusée de manière récurrente dans le discours médiatique de « ne pas respecter l'accord de cessez-le-feu », d'une « violation inacceptable de l'accord de cessez-le-feu » et d'agir d'une façon qui n'est « pas en conformité avec le plan de paix ».

D'ailleurs, un des termes de l'accord de cessez-le-feu consiste pour la Russie à se retirer en dehors des frontières de la Géorgie. Il s'agit là d'un enjeu récurrent pour lequel il existe peu d'ambiguïté du fait que seuls les syntagmes composés par « le retrait des troupes russes » et les référents spatiaux « de la Géorgie » ou « du territoire géorgien » se retrouvent dans les textes journalistiques analysés. Sur l'axe paradigmatique, le morphème « troupes » peut être remplacé par « forces », « unités », « soldats », « militaires », etc.

Ces événements ont engendré une rhétorique de confrontation entre les différents protagonistes sur la scène internationale. La récurrence de cet enjeu est assez significative pour que nous formions un taxème avec « les relations entre la Russie et la communauté internationale », dont le sème permet de regrouper une quantité impressionnante de syntagmes. Nommons-en quelques-uns : « tensions croissantes », « nouvelle escalade russo-occidentale », « rupture des relations commerciales », (la crise risque) « d'empoisonner les relations » et « d'engendrer une nouvelle Guerre froide », « l'OTAN menace la Russie », « la Russie a gelé la grande partie de sa collaboration avec l'OTAN », (les États-Unis veulent procéder à un) « réexamen de leurs relations avec la

Russie », « la confrontation entre la Russie et l'Occident autour de la Géorgie », « la dynamique mondiale vient d'être modifiée », etc. Même le Canada se met de la partie en affirmant vouloir « réexaminer l'entente conclue entre Rabaska et Gazprom ». À travers les syntagmes énumérés ci-dessus, nous aurons vu apparaître les termes « une nouvelle Guerre froide ». À cet égard, le taxème englobe également des syntagmes qui s'y rapportent, notamment « climat d'affrontement », « refroidissement des relations avec l'Occident », « le bras de fer diplomatique », « une détérioration abrupte des relations », etc.

Enfin, nous remarquons deux enjeux moins présents mais qui méritent d'être soulignés du fait qu'ils sont liés au précédent. Le premier est porteur de fortes représentations sur la Russie et il prend forme autour du taxème « l'impérialisme russe ». Nous y retrouvons des syntagmes comme « la propagation de la politique révisionniste en Europe de l'Est », « la menace russe », « la mentalité de l'ère soviétique qui prévaut à Moscou », « l'intervention en Géorgie a redonné à la Russie la confiance dans ses capacités militaires », « la mentalité impérialiste en Russie », « la défense de sa sphère d'influence », « le respect de ses intérêts à titre de grande puissance », etc.

Le second taxème est aussi porteur de représentations idéologiques, mais davantage à travers les actions que le texte traduit que par l'utilisation de référents linguistiques liés à l'idéologie. Ainsi, ce taxème lié aux actions de l'Occident se forme autour de « l'adhésion de la Géorgie à l'OTAN » et se compose de syntagmes tels que « l'entrée /

l'intégration à l'OTAN », « la candidature géorgienne », « la solidarité avec la Géorgie », « un nouvel élargissement à l'Est » et « des visées expansionnistes de l'OTAN et de l'Europe ».

### **Le temps**

Le récit des événements est raconté majoritairement au passé et cela se concrétise par l'apparition récurrente du morphème « hier » et des syntagmes « la nuit dernière », « dans les derniers jours », « au cours de la semaine », de même que par l'utilisation du passé composé. Il y a peu de références significatives au contexte historique lointain ou récent qui a mené aux événements en Géorgie, si ce n'est que la récurrence du référent temporel « dans la nuit du 7 au 8 août », soit le moment où s'est déclenché le conflit armé entre la Géorgie et la Russie. Notons également au passage une légère récurrence de la décennie « 1990 », qui fut marquée par une guerre d'indépendance menée par les séparatistes ossètes contre la Géorgie (1990-1992) et par l'établissement subséquent d'une force russe de maintien de la paix.

### **L'espace**

La presque totalité du récit se passe dans la région du Caucase, plus précisément dans la « zone de conflit » autour des « frontières de l'Ossétie du Sud et de la Géorgie ». Le récit se déroule principalement en « Géorgie » (« territoire géorgien », « Tbilissi », « Gori », le « port de Poti »), en « Ossétie du Sud » (« la capitale Tskhinvali »), ainsi qu'en « Abkhazie » dans une moindre mesure. Une autre partie du récit se passe sur « la

scène internationale » (« Paris », « Bruxelles », « Washington » et « la Maison-Blanche »), mais il s'agit là d'une minorité parmi les référents spatiaux.

Les résultats bruts de l'analyse, que nous avons étalés sur les dernières pages, seront maintenant analysés et interprétés dans le cadre du prochain chapitre de notre travail.

## **Discussion**

La méthode d'analyse choisie nous a permis de minimiser autant que possible les biais du chercheur. Le regroupement des symboles linguistiques en fonction de leur sème a résulté en un classement systématique des morphèmes et des syntagmes selon des taxèmes liés à la récurrence des protagonistes et des enjeux, limitant ainsi les délits d'interprétation du chercheur. Néanmoins, convenons que les frontières entre les taxèmes ne sont pas aussi étanches qu'elles n'y paraissent; en effet, il est clair que certains morphèmes et syntagmes ont été classés dans une classe sémantique alors qu'ils auraient tout aussi bien pu l'être dans une autre. Malgré cela, nous croyons, à la lumière des résultats bruts de l'analyse, que nous avons réussi à obtenir un portrait assez fidèle des représentations générées par le processus de construction de la réalité par les médias, et plus particulièrement *La Presse*.

En procédant à une analyse diachronique d'un même journal quotidien, nous désirions démontrer la persistance des représentations que les médias nous offrent de la Russie à travers le temps, et ce, alors que les contextes géopolitiques des deux époques étudiées – la Guerre froide et le monde post-11 septembre – sont bien différents et que les relations entre les pays ont évolué. D'ailleurs, le Canada entretient, depuis la chute de l'URSS, des relations relativement bonnes et stables avec la Russie; toutefois, de par son attachement aux organismes de régulation mondiaux proprement occidentaux (OTAN, OCDE, FMI, Banque mondiale, etc.), le Canada se retrouve souvent à s'aligner sur les positions des

Américains et des Britanniques au regard des grands enjeux géopolitiques sur le plan international. Cet « alignement » se reflète dans le discours des médias de masse canadiens, qui semblent ignorer le contexte des relations Canada-Russie dans la mise en perspective des deux événements que nous avons choisi d'analyser. De plus, les journalistes puisent dans le champ lexical propre à l'univers symbolique occidental des mots et des expressions, c'est-à-dire des signes linguistiques, dont l'interprétation confère à ceux-ci la valeur de symbole idéologique.

Dans cette perspective, nous nous sommes demandé si les quotidiens francophones de masse au Canada véhiculent aujourd'hui des représentations de la Russie de Vladimir Poutine semblables à celles de l'URSS qui ont été forgées à l'époque de la Guerre froide. C'est à partir des résultats bruts de notre analyse diachronique de textes publiés dans le quotidien *La Presse* en 1968 et en 2008 que nous tenterons de démontrer, dans les prochaines pages, la ténacité des représentations de la Russie qui sont offertes à l'homme de la rue canadien à travers le temps.

### **Les protagonistes et leur rôle idéologique**

D'abord, nous constatons un indéniable parti-pris dans les médias occidentaux pour les protagonistes considérés comme adhérant à l'idéologie occidentale, ce qui se traduit d'ailleurs dans *La Presse*, et la mise en opposition de ceux-ci avec l'URSS et la Russie, selon l'époque. Il est vrai que « le personnage est un lieu d'investissement (pour les

producteurs/les récepteurs) de l'idéologie et de l'expérience subjective » (Lits, 1997, p. 161).

En 1968, Alexandre Dubcek, consacré héros pour se tenir debout devant l'extrême pression que lui fait subir le Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS), personnalise la libéralisation du peuple tchécoslovaque. Il est considéré comme le leader d'une « équipe » – un morphème évoquant la collégialité dans l'action à l'opposé de l'imposition d'une doctrine – qualifiée de façon récurrente de « libérale », un symbole idéologique fort qui réfère à la société occidentale. D'être qualifié de « dirigeant libéral » à l'intérieur de l'univers symbolique communiste, la représentation est forte pour le président Dubcek qui voulait mener en Tchécoslovaquie des réformes n'étant pourtant pas incompatibles avec la doctrine socialiste.

Alexandre Dubcek et la Tchécoslovaquie (en tant que protagoniste) sont constamment mis en opposition avec la Russie ou l'URSS, donnant la représentation dramatique, sous la formule David contre Goliath, d'un homme contre un pays, ou d'un pays contre un regroupement de pays (l'URSS). Autre constat évocateur, le discours médiatique dans *La Presse* ne fait que très peu allusion aux dirigeants de l'URSS par leur nom : par exemple, Brejnev y est pratiquement absent tout au long des événements; au contraire, on mise sur l'utilisation de périphrases<sup>57</sup> comme « les pays agresseurs », « les dirigeants

---

<sup>57</sup> Au lieu de désigner une personne par son nom propre, on emploie une formule porteuse d'une signification réductrice et péjorative (Achard, 2011, p. 42).

soviétiques », « les autorités soviétiques », et les journalistes se gardent bien d'évoquer la notion « d'équipe » lorsqu'ils désignent ceux qui gouvernent l'URSS.

En 2008, contrairement à 1968, les principaux dirigeants russes sont représentés au premier plan dans le discours médiatique par Dmitri Medvedev et Vladimir Poutine, à qui les journalistes imposent le poids de la crise géorgienne. Également, comparativement à l'époque du printemps de Prague, les journalistes sont plus prudents dans la représentation qu'ils donnent de la Géorgie. Cette situation est probablement due au fait que ce fut le président Saakachvili qui lança son armée le premier en Ossétie du Sud, pour mettre un frein aux revendications autonomistes des Ossètes. Néanmoins, nous le verrons plus loin lorsqu'il sera question des enjeux, ce « détail » fut tout de même rapidement oublié par les journalistes et même tempéré par la Commission européenne à travers le rapport de l'*Independent International Fact-Finding Mission on the Conflict in Georgia* (2009). N'empêche, étant donné que la situation était moins claire lors du déclenchement des hostilités avec les Russes, et à défaut de pouvoir faire du président Mikhaïl Saakachvili le protagoniste principal, les médias ont mis en opposition la Géorgie et la Russie à plus forte récurrence. Le président Saakachvili reste néanmoins un protagoniste important à l'intérieur du taxème « la Géorgie », tout comme « les autorités géorgiennes » et « le gouvernement géorgien ». Fait à noter, les journalistes qualifient ouvertement la Géorgie de « pro-occidentale » et le président Saakachvili de « jeune chef d'État pro-occidental ». Cela n'est évidemment pas anodin dans le contexte où la Russie est dépeinte de façon récurrente comme étant « l'agresseur » et considérant que les

journalistes opèrent diverses constructions syntagmatiques, comme le syntagme adjectival « Russie impérialiste ».

D'ailleurs, attardons-nous ici davantage au morphème à forte signification idéologique « impérialiste ». Celui-ci désigne :

[Une] politique adoptée par un pays qui cherche à soumettre d'autres pays, à les placer sous sa domination, à exploiter leurs ressources. [Bien qu'à l'origine, le terme référait au colonialisme britannique et français,] à l'époque contemporaine, on emploie impérialisme pour parler de l'action contraignante d'un État fort sur un État faible, que celle-ci soit de nature économique, culturelle, militaire, idéologique, etc. (Boudreau & Perron, 1998, p. 61).

Ainsi, en opposant deux syntagmes dont le morphème adjectival constitue un symbole idéologique, soit par exemple la « Géorgie pro-occidentale » à la « Russie impérialiste », cela génère inévitablement la représentation d'une Russie voulant soumettre un État adhérent au modèle démocratique occidental.

Il est évident, en 1968 comme en 2008, que le protagoniste principal qui « plaît » aux politiciens et aux médias occidentaux, soit Alexandre Dubcek et par extension la Tchécoslovaquie, ainsi que la Géorgie et par extension Mikhaïl Saakachvili, fait l'objet d'une valorisation dans l'hypertexte par rapport à la réalité dans laquelle il évolue, en dehors de la mise en récit par le discours journalistique. Ainsi :

La valorisation d'un personnage consiste à lui attribuer, par voie de transformation pragmatique ou psychologique, un rôle plus important et/ou plus sympathique, dans le système de valeur de l'hypertexte, que ne lui en accordait l'hypotexte. [...] Il s'agit donc ici de valoriser le héros, non en augmentant son importance [Dubcek

comme Saakachvili restent des présidents], mais en améliorant son statut axiologique par une conduite, des mobiles ou une valeur symbolique plus noble (Genette, 1982, p. 393).

Sans nier le caractère « libéral » des réformes qu'il voulait conduire, Dubcek reste un dirigeant communiste qui, certes, veut renouveler le socialisme en pratiquant une certaine ouverture sur le monde, mais dont la perspective reste indéniablement liée à celle de l'URSS. Pour sa part, malgré ses relents démocratiques depuis la révolution des roses et le fait que certains dirigeants occidentaux comme Bush y voient une future démocratie à l'occidentale, la Géorgie reste un pays rongé par la corruption au sein duquel son jeune dirigeant soutenu par l'Occident, Mikhaïl Saakachvili, bafoue les fondements de la démocratie pour se maintenir au pouvoir, par exemple en censurant les médias, en réprimant les manifestations de l'opposition, en étant accusé de fraudes électorales, etc. Dans ce contexte, la valorisation du héros et de ses actions consiste « à augmenter son mérite ou sa valeur symbolique » (Genette, 1982, p. 400) et, donc, à créer une représentation idéologique positive de ces protagonistes aux yeux des récepteurs-lecteurs des médias occidentaux, plus particulièrement de *La Presse*.

À l'opposé, l'URSS et la Russie ont droit, chacune à leur époque, à une diabolisation<sup>58</sup> en bonne et due forme dans les médias occidentaux. Évidemment, leur position dans les deux crises est difficilement non condamnable, du fait que l'armée russe

---

<sup>58</sup> « Certains mots sont chargés d'un poids terrible et leur seule application à des personnages ou à des groupes constitue une condamnation sans appel. Cette diabolisation [...] plaque un étiquetage simpliste sur une personne ou sur un groupe, une fois pour toutes. On déconsidère ainsi l'adversaire, ce qui est plus facile et plus efficace que de s'efforcer de le contredire » (Achard, 2011, p. 52-54).

a occupé durant un certain temps les deux territoires, tchécoslovaque en 1968 et géorgien en 2008. Dans ce contexte, on constate un mouvement de dévalorisation des protagonistes qui apparaît à travers le sème de chacun des taxèmes « URSS » et « Russie ». Selon Genette, « le mouvement de dévalorisation peut aussi s'exercer sur un hypotexte lui-même dévalorisant » (Genette, 1982, p. 405); c'est le cas ici, alors qu'il est difficile de valoriser un pays qui mène une intervention militaire à l'extérieur de ses frontières. Par exemple, dans le discours médiatique sur le printemps de Prague émergent des morphèmes comme « les durs » et « les conservateurs » – en opposition idéologique aux « libéraux » tchécoslovaques – pour qualifier les dirigeants soviétiques. L'utilisation récurrente du symbole idéologique « conservateur » génère inévitablement une représentation négative de l'URSS, du fait que :

Les conservateurs critiquent les révolutionnaires pour leur foi en la raison, au progrès et à la souveraineté populaire. [...] le conservatisme désigne, chez un individu ou un groupe, son réflexe systématique pour le statut quo, sa tendance à refuser le changement social, économique ou politique (Boudreau & Perron, 1998, p. 26).

À l'époque de la crise géorgienne, nous rencontrons des syntagmes comme « les dérives poutiniennes » et « l'ours russe » (métaphore démontrant l'agressivité de la Russie). Cette dévalorisation prend une plus grande signification au regard des protagonistes pour lesquels la Russie joue le rôle d'adjuvant, soit l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie. En effet, la Russie soutient « les rebelles » et « les indépendantistes » ossètes et abkhazes, « les territoires rebelles » et « les régions sécessionnistes pro-russes ». Nous avons ici une autre représentation idéologique forte, où la Russie se trouve opposée au

modèle occidental, du fait qu'une démocratie ne saurait soutenir des rebelles et des indépendantistes surtout lorsque « la communauté internationale » ne donne pas son accord. L'exemple du Kosovo soutenu par plusieurs pays occidentaux et qui, le 17 février 2008, a déclaré son indépendance de la Serbie alors que Moscou s'y opposait, n'est pourtant pas très loin. Et puis, l'Histoire est remplie d'exemples où les démocraties occidentales ont soutenu des régimes totalitaires avant de les renverser, comme ceux de Saddam Hussein (Irak) ou de Mouammar Kadhafi (Libye), pour nommer deux exemples récents.

En contrepartie, durant les événements du printemps de Prague, les médias occidentaux évitent de se livrer à une diabolisation des adjuvants de la Tchécoslovaquie, soit Nicolas Ceausescu (Roumanie) et le maréchal Tito (Yougoslavie). Même s'ils ne sont pas nécessairement des exemples à suivre en termes de principes démocratiques, ces deux protagonistes font l'objet d'une « valorisation secondaire » dans ce contexte bien précis. Ainsi, « la valorisation peut aussi, plus discrètement, porter sur une figure de second plan, au profit de laquelle il s'agit de modifier le rapport de valeurs établi par l'hypotexte. On obtient alors un système axiologique plus équilibré » (Genette, 1982, p. 393). Par le procédé de transposition thématique par focalisation, l'accent est davantage mis sur le soutien moral qu'ils témoignent à la Tchécoslovaquie. À l'opposé, lorsque les médias parlent des adjuvants de la Russie, soit les quatre autres pays du Pacte de Varsovie (Allemagne de l'Est, Hongrie, Pologne et Bulgarie), ils sont qualifiés sans retenu de « satellites orthodoxes » et de « pays orthodoxes ». L'utilisation du morphème

adjectival « orthodoxe » n'est certainement pas anodine : il s'agit de la « conformité, dans quelque domaine que ce soit, avec la doctrine, les principes (d'une école ou d'un groupe) considérés comme les seuls véritables<sup>59</sup> ». Cette « orthodoxie » – le communisme – s'oppose à une autre orthodoxie – que les médias ne nomment pas comme telle – c'est-à-dire le capitalisme et sa déclinaison libérale.

Autant en 1968 qu'en 2008, la mise en récit des armées de « l'agresseur », qu'il soit soviétique ou russe, joue un rôle prépondérant dans les représentations générées par le discours journalistique. Alors que les armées tchécoslovaques et géorgiennes se retrouvent dans un rôle de résistance passive (elle ne combat pas en Tchécoslovaquie et elle dépose les armes rapidement en Géorgie), le discours médiatique donne la représentation de troupes soviétiques ou russes très actives, grâce à la récurrence de toutes les combinaisons possibles : les morphèmes troupes / soldats / unités / forces / autorités / armées avec lesquels s'opèrent des constructions syntagmatiques en ajoutant (d'occupation) étrangères / soviétiques / russes. Cette focalisation sur l'armée soviétique et russe renforce, lors des deux événements, la perception d'occupation d'un autre pays, soit l'action pour un État belligérant d'installer une force armée sur le territoire d'un État vaincu ou sous tutelle<sup>60</sup>. Soulignons enfin un processus de déshumanisation de l'armée russe dans le discours médiatique de *La Presse* en 2008, un aspect moins remarqué en

---

<sup>59</sup> <http://www.cnrtl.fr/definition/orthodoxie>

<sup>60</sup> <http://www.cnrtl.fr/definition/occupation>

1968; en effet, les tanks / avions / chars russes sont représentés comme des protagonistes dans le récit.

Nous avons constaté, au cours des précédentes pages, que les protagonistes fortement médiatisés permettent aux récepteurs d'établir « des rapports de type affectif [...] ou pulsionnel [...], qui construisent les dimensions axiologiques et idéologiques de notre perception du monde. En outre, ces personnages vont particulièrement se construire selon une logique de type conflictuelle » (Lits, 1997, p. 162). Ainsi, nous observons, à travers divers procédés de mise en perspective et de valorisation/dévalorisation, une focalisation positive sur les protagonistes idéologiquement acceptables du point de vue occidental, ce qui mène à une mise en opposition, à l'aide de symboles idéologiques récurrents, des principaux acteurs des conflits; à ce titre, dans le discours médiatique :

Deux traits seront privilégiés : la personnalisation maximale, et l'accentuation d'antagonismes construits autour de l'axe "bon/mauvais". [...] Pour que cette personnalisation soit bien perçue, il est nécessaire de construire les intervenants en termes de protagonistes qui s'opposent autour d'un axe simple : le bien et le mal, la justice et la malhonnêteté, la démocratie et la dictature (Lits, 1997, p. 163-164).

Remarquons, en terminant sur les protagonistes, quelques éléments intéressants que notre analyse nous a permis de mettre en lumière, soit la forte présence dans les textes journalistiques de groupes anonymes, de même que l'apparition en 2008 de ce que nous appellerons le « média-acteur-narrateur ».

D'abord, autant en 1968 qu'en 2008, le discours journalistique recèle de nombreuses citations et propos de narrateurs anonymes repérables grâce aux morphèmes « milieux », « observateurs », « sources », avec lesquels sont formés des syntagmes en leur accolant notamment « diplomatiques », « tchécoslovaques », « soviétiques », « russes », « occidentaux », ou encore « bien informés ». Il s'agit là d'une classe très généralisante de protagonistes qui permet de justifier une information incomplète ou floue, ou encore de donner l'impression au récepteur d'une distance entre le rédacteur du texte journalistique et l'enjeu. Néanmoins, les journalistes se voient souvent obligés d'utiliser ces sources, qui veulent garder l'anonymat, pour appuyer les propos qu'ils véhiculent, et cela a certainement pour effet de contribuer à diffuser des informations tendancieuses.

Les peuples constituent également des groupes anonymes très présents dans le discours médiatique, à tout le moins ceux qui soutiennent la cause considérée comme juste par les occidentaux. En 1968, nous remarquons la forte présence du syntagme « peuple tchécoslovaque », alors que le peuple soviétique, lui, n'est presque jamais présent dans les textes journalistiques. Encore une fois, nous ne pouvons nier le caractère idéologique de ce choix : dans le cas du peuple tchécoslovaque, sa forte présence dans le discours médiatique tend à justifier par le poids de la masse les actions et les choix de ses « dirigeants libéraux »; à l'opposé, l'absence du peuple soviétique a pour effet d'isoler les dirigeants « conservateurs » de l'URSS, ou à tout le moins de ne pas leur démontrer un appui.

En 2008, la situation est quelque peu différente, mais le même schéma global se reproduit : le peuple russe est quasi-absent du discours médiatique, quoique nous retrouvons le morphème « Russes » dans les textes, mais davantage comme synecdoque pour désigner les dirigeants de la Russie. Toutefois, apparaît le taxème composé des morphèmes « victimes », « blessés », « morts », « réfugiés » et « déplacés », qui regroupe des habitants vivant sur le territoire géorgien intégral, c'est-à-dire si l'on ne considère pas la déclaration d'indépendance des deux territoires pro-russes. Dans cette perspective, le discours médiatique nous amène à percevoir les groupes ethniques (Ossètes et Abkhazes) comme vivant intégralement en Géorgie et, donc, faisant partie d'un ensemble global se définissant par le peuple géorgien.

À travers cette masse de « victimes », certains individus sont présentés par leur nom dans les textes journalistiques (ex. : Ivan, un chauffeur de taxi de Vladikavkaz; Zalina Ostaïeva et son mari Zorik Kotchiev, des habitants de Tskhinvali; Pesik Tchikadze et son camarade David Pipiya, des habitants de Tbilissi; Daredjan Tvarelidze, un habitant de Gori) et ils témoignent de la situation dans laquelle ils vivent durant la crise géorgienne. Il est évident que, considérant un peuple entier, « le nombre des protagonistes les rend difficile à personnaliser; dès lors ils seront représentés par quelques délégués pris comme figures emblématiques du groupe », ce qui a pour effet de dramatiser le conflit tout en modifiant fortement le regard des récepteurs sur les enjeux (Lits, 1997, p. 165). Cette personnification, effectuée de manière récurrente dans la couverture de la crise géorgienne mais quasi-absente à l'époque du printemps de Prague, tient peut-être d'un

néo-journalisme qui tend à dramatiser encore plus les conflits en mettant l'accent sur des individus-victimes dans une optique de spectacularisation de l'information.

Également, fait intéressant, le quotidien que nous étudions, soit *La Presse*, se fait lui-même protagoniste à travers son journaliste Frédérick Lavoie, qui se trouve sur le terrain du conflit. Ainsi, « *La Presse* et son représentant », ou encore « le représentant de *La Presse* » se confortent dans un rôle « média-acteur-narrateur » du conflit, créant un effet à la fois de proximité, de dramatisation et d'objectivisation des événements. Cet effet se traduit par l'utilisation de syntagmes comme « *La Presse* a été témoin » ou encore « *La Presse* a observé ». Ce procédé narratif donne aux récepteurs une impression d'impartialité de la part du média :

Si un récit est bien construit et comporte un bon nombre d'éléments vraisemblables, on y adhère plus facilement. Le médium dispose même là d'un moyen redoutable pour accréditer et persuader. [...] Souvent même la narration aboutit au rejet de l'argumentatif et de l'essentiel. [...] Les raisons profondes, les explications, font défaut (Achard, 2011, p. 119).

### **La portée idéologique de la mise en perspective des enjeux**

L'analyse des enjeux nous démontre l'ampleur des transformations que les journalistes opèrent sur la diégèse événementielle (l'hypotexte) dans la construction de l'hypertexte, ainsi que les effets de celles-ci sur les représentations véhiculées dans le discours médiatique. Si les enjeux se déroulent dans un cadre spatio-temporel et historico-géographique bien défini (la séquence des événements tels qu'ils se produisent

en dehors de leur mise en récit journalistique), le journaliste doit néanmoins les condenser dans le cadre restreint du texte publié dans le journal, ce que nous avons défini comme étant la diégèse narrative. À défaut de pouvoir difficilement faire état d'enjeux complexes dans leur totalité, le journaliste, en condensant l'information, effectue un recadrage tout en puisant dans le système symbolique – le langage – des référents et symboles linguistiques lui permettant de décrire et par le fait même d'interpréter les situations géopolitiques. Dans la mise en récit, le journaliste est susceptible d'adopter plus ou moins consciemment le mode-perspective : « Il s'agit ici des opérations susceptibles de modifier le "point de vue" narratif [soit] la focalisation du discours » (Genette, 1982, p. 333). Et nous le verrons au cours des prochaines pages, cette transposition modifie la signification de l'hypotexte, notamment à travers les procédés de transdiégétisation et de transfocalisation.

D'ailleurs, cette focalisation, que nous avons déjà constatée grâce à l'analyse des protagonistes, se retrouve également dans la mise en récit des enjeux :

Dans les diverses formes d'augmentation en revanche, ou dans la transfocalisation, la visée elle-même apparaît plus complexe, ou plus ambitieuse, puisque nul ne peut se flatter d'allonger un texte sans y ajouter du texte, et donc du sens, ni de raconter "la même histoire" selon un autre point de vue sans en modifier, pour le moins, la résonance psychologique (Genette, 1982, p. 341).

C'est ainsi que, dans la séquence d'événements se déroulant sur la scène politique internationale (hypotexte), certains enjeux ou certaines parties de ceux-ci feront l'objet d'une amplification narrative dans le discours journalistique (hypertexte) par rapport à

d'autres enjeux, modifiant leur signification, sinon leur portée signifiante, en considérant le fait que leur mise en récit passe inévitablement par une mise en perspective.

En 1968, à travers l'analyse de l'enjeu majeur, soit le printemps de Prague – qui est également notre mot-événement –, nous constatons que le discours médiatique se fait le véhicule de représentations idéologiques. À l'intérieur de ce taxème, nous observons une récurrence sémantique quant à l'utilisation de morphèmes à forte signification idéologique comme « souveraineté », « réformes », « libéralisation » et « démocratisation » pour rendre compte du contexte dans lequel se produisent les événements en Tchécoslovaquie.

Il s'agit là de symboles idéologiques forts au sein de l'univers symbolique dans lequel vit l'homme de la rue occidental, nord-américain et canadien, et dont le niveau de signification mérite que nous nous y attardions. D'abord, le morphème « souveraineté » réfère, en droit international, à la « caractéristique d'un État libre de prendre seul ses propres décisions, sans solliciter l'accord d'une autre puissance, que ce soit en matière de politique étrangère ou d'affaires internes » (Boudreau & Perron, 1998, p. 123). Le mot est puissant, surtout lorsque nous considérons la centralisation du pouvoir en URSS aux mains du PCUS; il est vrai que les dirigeants tchécoslovaques revendiquaient une plus grande autonomie vis-à-vis des dirigeants soviétiques, mais toujours dans les limites de la doctrine socialiste.

L'utilisation du symbole idéologique « libéralisation », de même que les autres constructions syntagmatiques qui réfèrent au même sème, par exemple « modernisation de l'économie » et « liberté de presse », mettent également en évidence une mise en perspective des enjeux selon une « idéologie qui privilégie la liberté individuelle et la propriété privée, deux droits considérés comme "naturels et inaliénables" » (Boudreau & Perron, 1998, p. 67) dans les démocraties occidentales. Encore plus frappante est l'opposition de ce concept avec le communisme, du fait que « le développement des idées maîtresses du libéralisme se situe dans le contexte de l'expansion du capitalisme mercantile et industriel, et donc de la bourgeoisie » (Boudreau & Perron, 1998, p. 67), ce qui va à l'encontre du système de valeurs véhiculées au sein de l'univers symbolique communiste.

Un autre symbole idéologique, soit celui de « réforme », va de pair avec la modernisation (Pergnier, 2004, p. 227); et à l'époque de la Guerre froide, du point de vue occidental, la modernisation s'inscrit dans un processus de « démocratisation » par lequel un pays se trouve sur la voie d'un modèle politique prônant le système de valeurs perçu comme dominant ou devant dominer à l'échelle planétaire. Ainsi :

La démocratie n'est plus seulement un mode de gouvernement : celui des pays sociologiquement et économiquement les plus avancés; elle est conçue comme l'idéal indépassable de l'organisation des sociétés, et la valeur suprême à exporter à la terre entière. [...] la notion de démocratie a ses vertus évidentes, mais elle sécrète tout naturellement son antinomie et peut de ce fait devenir une machine de guerre : tout ce qui s'oppose à l'universalisation de ce modèle conçu comme idéal est virtuellement adversaire (Pergnier, 2004, p. 80).

Nous le voyons, il s'opère à travers le procédé de transdiégétisation une focalisation sur les valeurs occidentales dans la mise en perspective du printemps de Prague, afin d'offrir aux récepteurs une signification particulière des événements.

Pour ce qui est de la crise géorgienne en 2008, cette focalisation idéologique apparaît moins marquée lorsqu'il est question des enjeux ou, à tous le moins, elle prend une forme différente; nous l'avons néanmoins remarquée dans le cadrage des protagonistes, alors que la Géorgie est qualifiée de « pro-occidentale » et son président de « jeune chef d'État pro-occidental ». Entre autres, dans ce cas, l'utilisation et la récurrence de symboles idéologiques propres au modèle démocratique occidental passe davantage par les protagonistes que par les enjeux. Cependant, nous le verrons un peu plus loin, nous avons repéré un taxème lié à l'enjeu de « l'impérialisme russe », à l'intérieur duquel nous constatons une forte présence de symboles idéologiques puisés par les journalistes dans l'Histoire, plus particulièrement l'époque de la Guerre froide.

Le taxème « guerre en Géorgie » nous montre cette autre forme que prennent les représentations idéologiques des enjeux, davantage axée sur les événements et les actions que sur les concepts et l'utilisation de symboles idéologiques comme ce fut le cas lors du printemps de Prague. En effet, le conflit fut le fait de provocations surtout russes autour des territoires géorgiens pro-russes de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie depuis le début des années 1990, comme le donne à lire le rapport de l'*Independent International Fact-Finding Mission on the Conflict in Georgia*, qui concède néanmoins que le

déclenchement des hostilités, dans la nuit du 7 au 8 août 2008, est imputable à la Géorgie. Pourtant, dans la mise en récit du conflit, les journalistes occidentaux traitent les événements d'une manière inversement liée à la responsabilité de la Géorgie dans le déclenchement du conflit, comme nous l'avons brièvement mentionné dans les résultats de l'analyse.

Au début du conflit persistait le flou à savoir lequel des deux protagonistes – la Géorgie ou la Russie – avait déclenché les hostilités. Une fois le flou clarifié – c'est la Géorgie qui a lancé la première l'offensive militaire – les journalistes doivent reconnaître le fait, notamment à travers l'utilisation des syntagmes tels que « l'offensive géorgienne », « les bombardements géorgiens » et « l'invasion géorgienne » de l'Ossétie du Sud, mais avec une faible récurrence par rapport à la mise en récit de la riposte de la Russie et la séquence d'événements qui s'en suivit. La riposte de la Russie fut effectivement rapide et écrasante, au point où l'armée géorgienne déposa les armes quelques heures seulement après le déclenchement du conflit. Dès lors, l'implication de la Géorgie dans la déclaration de la guerre disparue presque entièrement du radar médiatique à travers le traitement des événements fait par *La Presse*. La transposition diégétique, par laquelle s'interpose la mise en perspective des événements par le journaliste, offrit aux récepteurs un cadrage dans lequel l'agresseur devint la victime, ce qui, dans l'hypertexte, s'observa à travers la transformation pragmatique des enjeux grâce à « un renversement axiologique complet par rapport aux données de l'hypotexte » (Genette, 1982, p. 427). Cette transformation pragmatique se confirma par une récurrence

significative des syntagmes utilisés par les journalistes pour raconter les événements : « la réplique russe », « l'invasion russe sur le sol géorgien », « l'agression russe », etc. En parallèle se propagent des syntagmes comme « la violation de l'intégrité et de la souveraineté » et « rétablir l'intégrité territoriale » de la Géorgie. Le recadrage de la Géorgie en victime est accompagné d'interventions linguistiques et rhétoriques contre un agresseur – devenu la Russie – et au service d'un agressé.

À cet effet, l'utilisation récurrente du syntagme « agression russe » n'est certainement pas innocente. En politique internationale :

l'agression est l'acte belliqueux par excellence. C'est une manifestation unilatérale de violence non justifiée par le comportement de l'adversaire. [...] Il ne fait pas bon pour un état d'être déclaré "agresseur" [...] car si les peuples modernes admettent la guerre défensive, ils sont de plus en plus réticents aux guerres offensives (Pergnier, 2004, p. 27).

Il était donc important de faire oublier à l'opinion publique mondiale qu'un État pro-occidental ait pu être considéré comme l'agresseur, ce qui a mené à ce renversement axiologique de la diégèse dans le récit médiatique, où la Géorgie, devenue l'agressée, est « amputée d'une bonne partie de son territoire ». Ainsi, la victime, la Géorgie, est « amputée » par la « décision totalement illégale » des parlementaires russes de reconnaître l'indépendance des régions séparatistes d'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie. Par le fait même, l'agresseur, la Russie, consolide « son emprise sur ces deux républiques séparatistes » et veut « changer les frontières de l'Europe par la force ».

Dans le cas tchécoslovaque, en 1968, ce recadrage en victime par transformation pragmatique ne fut pas nécessaire puisque les événements étaient de prime abord propices à une victimisation de la Tchécoslovaquie. Cette victimisation a tout de même atteint un degré de dramatisation élevé durant la crise, notamment le 4 septembre 1968, par l'utilisation du syntagme « viol de la Tchécoslovaquie ».

En 1968 comme en 2008, les représentations convergent quant à l'agresseur, qu'il soit soviétique ou russe : *La Presse* évoque avec une très forte récurrence « l'invasion / occupation / agression » « soviétique / étrangère / russe ». Tout comme l'enjeu du retrait des armées soviétiques et russes occupe une place importante dans le discours médiatique, puisqu'il s'agit dans les deux cas de la principale condition permettant un retour à la normale. À ce titre :

La signification, dans les relations internationales, ne se manifeste pas seulement à travers le texte proprement dit; elle peut s'exprimer [dans la diégèse événementielle] par d'autres canaux que la parole ou l'écriture. Souvent, ce seront des *mouvements*, des *gestes* : déplacement de flottes d'un océan à l'autre, de bases militaires, de troupes, de populations, mouvements de capitaux, envois d'experts dans telle région du monde, etc. (Delahaye, 1977, p. 29).

Dans cette optique, nous pouvons affirmer que la présence de l'armée soviétique ou russe en territoire occupé a pour conséquence que la situation ne soit pas « normalisée », un fait qui se retrouve *de facto* imputé aux Soviétiques et aux Russes.

L'enjeu qui, en 2008, prend forme avec le taxème « les relations entre la Russie et la communauté internationale » mérite aussi d'être regardé de plus près. D'abord, il

convient de noter que la Russie se trouve exclue de la communauté internationale, puisque les relations se déroulent entre deux entités distinctes. « La communauté internationale » constitue

une séduisante formule suggérant une humanité rassemblée et solidaire [...] À l'intention des opinions publiques occidentales, il s'agissait de créer une impression d'unanimité [...] L'article défini instillait l'idée d'une unanimité mondiale factice, tandis que le mot "communauté" suggérait le caractère forcément bien intentionné et légitime (Pergnier, 2004, p. 68-69).

Puis, nous nous rendons compte que le syntagme « la communauté internationale » devient interchangeable avec le morphème « Occident », par exemple dans les constructions syntagmatiques telles que « nouvelle escalade russo-occidentale » et « la confrontation entre la Russie et l'Occident autour de la Géorgie ». Dans ce contexte, le concept de la communauté internationale serait devenu une synecdoque pour désigner les pays occidentaux mis en opposition avec la Russie. En 1968, la communauté internationale, référant au concept tel que présenté ci-dessus, est pratiquement absente du discours médiatique. En effet :

[Le concept de communauté internationale] a pris son essor [dans les années 1990] lors de la guerre du Golfe, puis a été popularisée à l'extrême pendant la guerre de l'OTAN contre la Yougoslavie. Sa fonction était, dans les deux cas, d'affirmer le droit des puissances liguées contre l'Irak et les Serbes d'exercer une coercition sur ces deux pays au nom de l'humanité entière. Le fait que cette fiction ait pu se donner libre cours montrait à l'évidence que l'ère du partage du monde en deux blocs rivaux était bien révolue et qu'on était entré dans un monde "unipolaire" (Pergnier, 2004, p. 68).

Lors de la crise en Géorgie apparaît également dans le discours médiatique le syntagme « une nouvelle guerre froide » pour décrire les relations entre les pays occidentaux et la Russie. Soulignons d'ailleurs, comme nous l'avons noté dans les premières pages de ce travail, que l'expression « guerre froide » est utilisée de façon récurrente dans le discours médiatique depuis le début des années 2000 pour décrire les tensions qui subsistent entre la Russie et l'Occident au regard de divers enjeux géopolitiques (le bouclier antimissile américain, les revendications autour de l'Arctique, l'expansion de l'OTAN à l'Est, etc.). L'utilisation de cette référence historique à forte consonance idéologique pour décrire un contexte géopolitique contemporain crée forcément la représentation d'une relation d'opposition entre deux visions du monde : celle de la Russie et celle des pays occidentaux, dont le Canada.

L'apparition sporadique du syntagme « guerre froide » dans le discours médiatique, notamment en lien avec les enjeux entourant le mot-événement « crise géorgienne », se fait nécessairement en parallèle de morphèmes et de syntagmes dont les sémèmes réfèrent au sème avec lequel nous avons constitué le taxème « l'impérialisme russe ». Comme nous l'avons mentionné plus haut, c'est grâce à ce taxème que nous pouvons réellement constater une présence idéologique dans le discours médiatique lors de la crise géorgienne. Nous avons déjà mentionné la portée idéologique de morphème « impérialiste » dans son contexte d'utilisation actuel pour désigner une Russie qui cherche à garder son emprise sur la Géorgie, un pays qui faisait jadis partie de sa sphère d'influence à l'époque de l'URSS. Nous retrouvons également des syntagmes comme

« la mentalité de l'ère soviétique qui prévaut à Moscou » ou encore « la défense de sa sphère d'influence ». D'ailleurs, le concept de « sphère d'influence » en soi représente l'emprise de la Russie sur des États qu'elle considérait sous son contrôle à l'époque de l'URSS.

Bref, peu importe que nous analysons les enjeux liés aux mots-événements « printemps de Prague » ou « crise géorgienne », nous retrouvons dans le discours médiatique deux grandes amplifications antithétiques reliées à deux idéologies, à deux visions du monde aussi opposées que possible : l'une tragique, l'autre optimiste (Genette, 1982, p. 309). Ces deux idéologies, ou visions du monde, prennent forme dans la mise en opposition des modèles soviétique (communisme) et russe (démocratie souveraine) avec le modèle démocratique tel que conçu par les Occidentaux. La prise de position de *La Presse*, conforme à l'idéologie dominante, s'explique par le fait que « les médias, plus que les autres récits, sont tributaires de leurs conditions socio-économiques de production, ainsi que du contexte sociopolitique dans lequel ils s'inscrivent et qu'ils analysent » (Lits, 1997, p. 159). Et ce « contexte sociopolitique » impose plus ou moins consciemment une transposition de la diégèse événementielle en une diégèse narrative selon un point de vue particulier sur le monde, à savoir celui déterminé par les dirigeants politiques, et qui se renforce en fonction de la position que le média occupe par rapport aux institutions sociales dominantes.

C'est ainsi qu'au-delà des procédés hypertextuels, la mise en récit des protagonistes et des enjeux, à travers le mode-perspective, est ponctuée de symboles idéologiques qui s'organisent autour de classes sémantiques (nos taxèmes) constituées d'un nombre défini de morphèmes et de syntagmes liés par leur sème, et qui se retrouvent de façon récurrente dans le discours médiatique, générant de ce fait une représentation des événements géopolitiques propre à l'idéologie dominante au sein d'un univers symbolique donné. En ce sens, l'idéologie dominante « est la doctrine, la représentation des valeurs nationales [ou supranationales dans le cas d'alliances stratégiques entre les nations] et le langage d'action qui émanent de l'appareil d'État ou plutôt de sa "classe régnante" » (Angenot, 1989, p. 110).

### **Le temps et l'espace**

*A priori*, la mise en récit se veut le compte rendu des événements, même si cela passe inévitablement par une mise en perspective de la part du journaliste. Compte tenu des contraintes de production inhérentes au contexte médiatique, le récit est majoritairement raconté au passé, auquel appartient la relation d'événements antérieurs. Et ce rapport au passé s'effectue à travers l'utilisation de référents temporels, principalement les temps de verbe (passé simple, imparfait) et l'adverbe temporel « hier ». Le mode prospectif (conditionnel présent) est aussi employé pour permettre aux récepteurs d'appréhender les événements à venir, dont le déroulement éventuel sera confirmé ou infirmé par le récit journalistique lui-même.

La presque totalité des événements se passe physiquement en « Tchécoslovaquie » ou en « Géorgie », donc à l'extérieur des frontières de la Russie. Toutefois, notons qu'une autre part des actions (décisions politiques, dialogues entre les dirigeants, etc.), quoique avec beaucoup moins de récurrence que le terrain où adviennent les événements tragiques, se déroulent dans des lieux symboliques (ONU, parlements, etc.).

### **Réflexion sur l'idéologie dans le discours médiatique**

Le récit de la crise géorgienne, au regard des événements du printemps de Prague (mais également de maints autres événements ayant ponctué l'Histoire), se constitue comme « un récit entièrement préconstruit dans le discours social [...] doté d'avance de mécanismes d'interprétation parfaitement en place » (Angenot, 1989, p. 620). Nous l'avons vu au cours des dernières pages, ce mécanisme s'opère de la diégèse événementielle vers la diégèse narrative, de l'hypotexte vers l'hypertexte, par divers procédés hypertextuels ainsi que par la mise en opposition dans les deux cas des protagonistes autour des enjeux selon une logique manichéenne.

Cette opposition s'accompagne d'une mise en perspective qui s'appuie sur l'utilisation de symboles idéologiques, dont la récurrence dans le discours journalistique constitue l'effet d'une « interaction généralisée » (Angenot, 1989, p. 16) au sein du discours social et de ses différents champs, en outre politique et médiatique. Cette interaction, qui permet une circulation des symboles idéologiques à l'intérieur du discours médiatique, s'observe notamment à travers des pratiques intertextuelles

(citations de politiciens et allusion à des événements géopolitiques antérieurs, par exemple). Rappelons que l'intertextualité est considérée par Genette comme l'un des cinq types de relations transtextuelles. Celui-ci la définit comme étant « une relation de coprésence entre deux ou plusieurs textes, c'est-à-dire, éidétiquement et le plus souvent, par la présence effective d'un texte dans un autre » (Genette, 1982, p. 8).

Il existe également une interaction à l'intérieur du champ médiatique lui-même, ayant comme conséquence une homogénéisation idéologique du réel que nous avons pu observer à travers la récurrence des représentations dans la diachronie, à la fois sur les plans sémantique (utilisation des symboles idéologiques) et narratologique (mise en opposition des protagonistes autour des enjeux). Les représentations idéologiques apparaissent dans la diachronie grâce à la récurrence sur le plan paradigmatique de certains sèmes, par exemple ceux liés aux morphèmes « agresseur » ou « impérialiste » pour désigner l'URSS et la Russie; à l'opposé, sont entre autres utilisés les morphèmes « libéralisation » pour décrire les enjeux en Tchécoslovaquie et « pro-occidental » pour qualifier la Géorgie.

L'utilisation de symboles idéologiques dans cette logique d'opposition entre des visions du monde, qui transcendent les frontières symboliques entre les États pour être réitérés dans les médias de masse occidentaux, a pour effet de mettre en perspective des enjeux géopolitiques autour desquels se forment une dialectique basée sur une dualité

historique entre la Russie et l'Occident, incluant les pays considérés comme étant pro-occidentaux.

« Le récit arrive à se polariser en un schéma actantiel manichéen – forme modale de la production idéologique » (Angenot, 1989, p. 705), puisque comme nous l'avons noté, ce sont deux visions du monde qui se trouvent mises en opposition dans le discours médiatique : la démocratie occidentale opposée, selon l'époque, au communisme soviétique ou à la démocratie souveraine russe.

Ces visions du monde sont constamment réitérées à travers les zones de tensions diplomatiques et géopolitiques. Au moment d'écrire ces lignes (juin 2012), un conflit fait rage en Syrie sous les yeux d'une communauté internationale spectatrice des atrocités commises par le régime de Bachir el-Assad, qui atteint son paroxysme dans l'impuissance des pays membres du Conseil de sécurité de l'ONU à faire front commun pour sanctionner le gouvernement syrien en vue de l'obliger à mettre un terme au conflit. D'un côté, la Russie (mais aussi la Chine) bloque les résolutions visant à imposer des sanctions à la Syrie et à intervenir pour faire chuter le régime d'el-Assad sous prétexte de non-ingérence dans les affaires internes d'un pays (cela sous-entend le concept de démocratie souveraine utilisé par les Russes pour qualifier leur propre régime politique), ce qui cache également les préoccupations géostratégiques de Moscou; et de l'autre côté, les pays occidentaux invoquent la nécessité de mettre fin à une dictature à travers le « devoir humanitaire » (qui semble avoir remplacé le concept d'« ingérence

humanitaire ») et un soutien à l'opposition au régime en espérant que s'y implante à terme une démocratie. En ce sens, « l'idéologie ne fournit pas seulement des représentations, mais aussi des modèles de pratiques et de comportements » (Angenot, 1989, p. 1094) qui s'opposent autant dans les manières qu'ont les dirigeants, les médias et les peuples d'appréhender les enjeux mondiaux que d'y réagir.

### **Limites et ouverture**

La plus grande limite de notre étude tient au fait que nous nous sommes seulement attardés au texte. En effet, nous sommes conscients qu'à l'intérieur d'un journal s'opère une sémiologie qui nous obligerait, dans un travail de plus grande ampleur, à considérer également les titres et les images (photos, caricatures), qui ont aussi leur propre sémiotique, comme faisant partie du processus de construction de la réalité.

Il serait donc pertinent de poursuivre le travail en franchissant l'une des multiples portes qui s'ouvrent aux chercheurs désireux d'approfondir la réflexion amorcée ici. Contentons-nous toutefois de mentionner deux possibilités : derrière l'une des portes se trouve l'opportunité de valider la thèse de l'inter-influence des médias dans la construction de la réalité à l'intérieur de l'univers symbolique occidental, en analysant la couverture médiatique d'une crise mettant en opposition la Russie et l'Occident faite par des médias de plusieurs pays, dont les États-Unis et l'Angleterre.

Derrière une autre porte se présente la possibilité de procéder à une analyse du traitement médiatique d'une même crise fait par les médias occidentaux et russes, en vue de comparer la mise en perspective des protagonistes et des enjeux en fonction des symboles idéologiques présents dans chacun des deux univers symboliques. Nous pourrions ainsi constater si les médias de masse russes se font le reflet de cette opposition entre la Russie et l'Occident, de manière plus ou moins marquée.

Bref, en plus d'entrouvrir quelques portes pour de futures analyses critiques des médias, ce travail nous aura permis de bâtir et de tester un cadre méthodologique, empruntant aux richesses de cette science qu'est la sémiotique, afin d'extraire les représentations idéologiques du discours médiatique et de révéler que l'empreinte linguistique de l'idéologie dominante s'y trouve imprégnée de manière beaucoup plus subtile et persistante qu'il n'y paraît *a priori*.

## **Conclusion**

Dans le cadre de ce mémoire, nous avons mené un travail d'analyse des représentations dans le discours médiatique en regard de l'idéologie prévalant au sein de l'univers symbolique à l'intérieur duquel un média de masse évolue. Afin d'y arriver, nous avons bâti un cadre méthodologique inspiré de théories sémiotiques, ce qui nous a permis d'extraire du discours médiatique des représentations qui sont générées à travers la mise en récit d'événements internationaux. Ainsi, notre analyse diachronique des représentations de l'URSS et de la Russie dans un quotidien francophone au Canada, à savoir *La Presse*, nous a permis de mettre en relief le rôle des médias de masse dans la construction de la réalité. De plus, nous avons constaté à quel point l'idéologie dominante est portée par certains événements géopolitiques, tels que le printemps de Prague en 1968 et la crise géorgienne en 2008, particulièrement à travers l'opposition de protagonistes autour des enjeux selon une logique manichéenne. Enfin, nous avons pu remarquer que l'idéologie dominante est véhiculée allègrement dans le discours médiatique, autant sur les plans sémantique que narratologique, ce qui, au bout du compte, a pour effet notamment de légitimer auprès de l'homme de la rue les positions adoptées ainsi que les actions menées par ses dirigeants, particulièrement sur la scène internationale.

## Références

- Achard, G. (2001). *La com' au pouvoir*. Paris, France: FYP Éditions.
- Alpe, Y. (Éd.) (2005). *Lexique de sociologie*. Paris, France: Dalloz
- Angenot, M. (1979). *Glossaire pratique de la critique contemporaine*. Lasalle, QC: Éditions Hurtubise HMH.
- Angenot, M. (1989). *1889. Un état du discours social*. Longueuil, QC: Éditions Le Préambule.
- Arcand, R. (2004). *Les figures de style*. Montréal, QC: Les Éditions de l'Homme.
- Bakhtine, M. (1977). *Le marxisme et la philosophie du langage : essai d'application de la méthode sociologique en linguistique*. Paris, France: Éditions de Minuit.
- Badir, S. (2006). *La hiérarchie sémiotique*. <http://www.signosemio.com>.
- Barthes, R. (1981). Introduction à l'analyse structurale des récits. *Communications* 8. *L'analyse structurale du récit* (pp. 7-33). Paris, France: Éditions du Seuil.
- Berger, P., & Luckmann, T. (2006). *La construction sociale de la réalité*. Paris, France: Armand Colin.
- Bergeron, G. (1971). *La guerre froide inachevée*. Montréal, QC: Les Presses de l'Université de Montréal.
- Bergeron, G. (1992). *Finie... la guerre froide?* Sillery, QC: Les éditions du Septentrion.
- Berthiaume, P. (1981). *Le journal piégé ou l'art de trafiquer l'information*. Montréal, QC: VLB Éditeur.
- Bertrand, C.-J. (1997). De l'influence possible des journalistes sur l'actualité internationale. Dans Tudesq, A.-J., *Les médias acteurs de la vie internationale* (pp. 55-65). Rennes, France: Éditions Apogée.
- Boiry, P. A., & Lebedeva, T. (1999). *La communication en Russie postsoviétique*. Paris, France, / Montréal, QC: L'Harmattan.
- Bonville, J. de. (1995). *Les quotidiens montréalais de 1945 à 1985 : morphologie et contenu*. Québec, QC: Institut Québécois de recherche sur la culture.
- Bothwell, R. (1998). *The big chill: Canada and the Cold War*. Concord, ON: Irwin Publishing.

- Boudreau, P., & Perron (1998). *350 mots clés de science politique*. Montréal, QC: Les Éditions de la Chenilière inc.
- Bourdieu, P. (2001). *Langage et pouvoir symbolique*. Paris, France: Éditions du Seuil.
- Breault, Y. (Éd.) (2003). *La Russie et son ex-empire*. Paris, France: Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.
- Breton, P., & Proulx, S. (2002). *L'explosion de la communication à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle*. Montréal, QC: Les Éditions du Boréal.
- Bukharbayeva, B. (2007, 7 décembre). 100 Volumes of History To Shed Light on Stalin. *The Moscow Times*, 4.
- Carontini, E., & Peraya, D. (1975). *Le projet sémiotique*. Paris, France: Jean-Pierre Delarge.
- Cornellier, L. (2005). *Lire le Québec au quotidien*. Montréal, QC: Les Éditions Varia.
- Courrier International*. <http://www.courrierinternational.com>
- Charaudeau, P. (2005). *Les médias et l'information : l'impossible transparence du discours*. Bruxelles, Belgique: De Boeck.
- Chomsky, N., & McChesney, R. W. (2004). *Propagande, médias et démocratie*. Montréal, QC: Les Éditions Écosociété.
- Chossudovsky, M. (2007). *La Russie et les États-Unis s'engagent simultanément dans des exercices militaires d'envergure. Une nouvelle Guerre Froide?* <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=7110>.
- Council of the European Union (2009). *Independent International Fact-Finding Mission on the Conflict in Georgia (IIFFMCG - CEIIG)*. Bruxelles, Belgique: Tagliavini, H.
- Delahaye, Y. (1977). *La Frontière et le texte. Pour une sémiotique des relations internationales*. Paris, France: Éditions Payot.
- Donneur, A. (1994). La politique du Canada à l'égard de l'URSS : de la rigidité à l'ouverture. *Revue internationale d'études canadiennes*, 9, 197-218.
- Ducrot, O., & Todorov, T. (1972). *Dictionnaire encyclopédique des sciences du langage*. Paris, France: Éditions du Seuil.
- Eco, U. (1988). *Le signe*. Bruxelles, Belgique: Éditions Labor.

- Everaert-Desmedt, N. (2006). *La sémiotique de Peirce*. <http://www.signosemio.com>.
- Fisette, Jean (1990). *Introduction à la sémiotique de C. S. Peirce*. Montréal, QC: XYZ Éditeur.
- Fontaine, A. (2006). *Histoire de la Guerre froide, 1917-1991*. Paris, France: Éditions de La Martinière.
- Kristeva, J. (1981). *Le langage, cet inconnu*. Paris, France: Éditions du Seuil.
- Jeannesson, S. (2002). *La guerre froide*. Paris, France: Éditions La Découverte.
- Ferro, M., & Mandrillon, M.-H. (2005). *Russie, peuples et civilisations*. Paris, France: Éditions La Découverte.
- Gauthier, G. (2004). Journalisme et réalité : l'argument constructiviste. *Communication et langages*, 139, 17-25.
- Genette, G. (1982). *Palimpsestes. La littérature au second degré*. Paris, France: Éditions du Seuil.
- Gera, V. (2008, 17 août). *L'Europe de l'Est cherche à se protéger de la Russie*. La Presse Canadienne.
- Gingras, A-M. (2003). *La communication politique*. Sainte-Foy, QC: Presses de l'Université du Québec.
- Godin, P. (1973). *L'information-opium. Une histoire politique du journal La Presse*. Montréal, QC: Éditions Parti Pris.
- Hannigan, J. B. (1994). Canada's Northern Cooperation with the Soviet Union and Russia: A Natural Partnership? *Revue internationale d'études canadiennes*, 9, 53-69.
- Hébert, L. (2006a). *Le modèle actantiel*. <http://www.signosemio.com>.
- Hébert, L. (2006b). *Le carré sémiotique*. <http://www.signosemio.com>.
- Hjelmslev, L. (1971). *Prolégomènes à une théorie du langage*. Paris, France: Les Éditions de Minuit.
- Hypia, R. (1994). Les relations Québec-Russie. *Revue internationale d'études canadiennes*, 9, 115-123.

- Martin-Lalande, N. (2007). *Washington et Moscou: du partenariat (dit) stratégique à la confrontation géopolitique*. <http://nmartinlalande.blogspot.com/2007/07/washington-et-moscou-du-partenariat-dit.html>.
- Lits, M. (1997). La mise en récit des conflits régionaux : la représentation des leaders politiques et militaires. Dans Beauregard, C., & Saouter, C., *Conflits contemporains et médias* (pp. 157 - 168). Montréal, QC: XYZ Éditeur.
- Mazière, F. (2005). *L'analyse du discours*. Paris, France: Presses Universitaires de France.
- Maigret, É. (2003). *Sociologie de la communication et des médias*. Paris, France: Armand Colin.
- Mounin, G. (1970). *Introduction à la sémiologie*. Paris, France: Les Éditions de Minuit.
- Neveu, F. (2004). *Dictionnaire des sciences du langage*. Paris, France: Armand Colin.
- Orlov, D. (2007, 13 septembre). La démocratie “made in Russia”. *Courrier International*, 881, 34.
- Palmer, M. (1997). Les agences d’information : rapporteurs et acteurs de l’actualité internationale. Dans Tudesq, A.-J. (Ed.), *Les médias acteurs de la vie internationale* (pp. 55 – 65). Rennes, France: Éditions Apogée.
- Peirce, C. S. (1978). *Écrits sur le signe*. Paris, France: Éditions du Seuil.
- Pergnier, M. (2002). *Mots en guerre : discours médiatique et conflits balkaniques*. Lausanne, Suisse: Éditions L’Age d’Homme.
- Pergnier, M. (2004). *La désinformation par les mots*. Monaco, France: Éditions du Rocher.
- Perrot, L. (2008, 17 août). *La Russie est de retour, mais le monde a changé depuis la Guerre froide*. AFP.
- Propp, V. (1965, 1970). *Morphologie du conte*. Paris, France: Éditions du Seuil.
- Reboul, O. (2001). *Introduction à la rhétorique* (4<sup>e</sup> éd.). Paris, France: Presses universitaires de France.
- Sarty, L. (1994). Lessons of the Past? Reflections on the History of Canadian-Soviet Relations. *Revue internationale d’études canadiennes*, 9, 11-24.

- Saussure, F. de. (1984). *Cours de linguistique générale*. Paris, France: Payot.
- Searle, J. R. (1998). *La construction de la réalité sociale*. Mesnil-sur-l'Estrée, France: Gallimard.
- Semelin, J. (1997). Médias et relations internationales : trois approches. Dans Tudesq, A.-J. (Ed.), *Les médias acteurs de la vie internationale* (pp. 55 – 65). Rennes, France: Éditions Apogée.
- Sénécal, M. (1995). *L'espace médiatique. Les communications à l'épreuve de la démocratie*. Montréal, QC: Éditions Liber.
- Société historique du Canada. (2001). *La Peur du communisme au Canada 1945-1957* (61) [Brochure]. Ottawa, ON: Mackenzie, D.
- Sokoloff, G. (2003). *Métamorphose de la Russie 1984-2004*. Paris, France: Fayard.
- Soulet, J.-F. (2000). *L'empire stalinien. L'URSS et les pays de l'Est depuis 1945*. Paris, France: Librairie Générale Française.
- St-Laurent, L. S. (1950a). *Les conséquences de la Guerre froide pour le Canada : discours prononcé au Canadian Club de Toronto, le 27 mars 1950*. <http://www.collectionscanada.ca/premiersministres/h4-4015-f.html>.
- St-Laurent, L. S. (1950b). *La préservation de la civilisation : discours prononcé devant l'assemblée générale d'automne de l'Université de Toronto, le 27 octobre 1950*. <http://www.collectionscanada.ca/premiersministres/h4-4017-f.html>.
- Stoiciu, G. (2006). *Comment comprendre l'actualité : communication et mise en scène*. Sainte-Foy, QC: Presses de l'Université du Québec.
- Tchakhotine, S. (1968). *Le viol des foules par la propagande politique*. Paris, France: Gallimard.
- Tudesq, A.-J. (1997). *Les médias acteurs de la vie internationale*. Rennes, France: Éditions Apogée.
- Vaïsse, M. (2005). *Les relations internationales depuis 1945*. Paris, France: Armand Colin.
- Welter, G. (1963). *Histoire de Russie*. Paris, France: Petite bibliothèque Payot.
- Werth, N. (2001). *Histoire de l'Union soviétique*. Paris, France: Presses Universitaires de France.

### Bibliographie du corpus

#### 1968

UPI, PA, AFP. (1968, 1 août). Prague aurait rassuré la Russie. *La Presse*, 1-2.

AFP. (1968, 1 août). L'Osservatore Romano et la crise tchèque. *La Presse*, 37.

PA, AFP, UPI. (1968, 2 août). La réunion à Bratislava. Les Tchèques sont inquiets. *La Presse*, 1-2.

AFP. (1968, 2 août). Le « sommet » des « Six » à Bratislava hérite des choix éludés à Cierna. *La Presse*, 35.

Service France-Presse. (1968, 3 août). De Cierna à Bratislava. Ni vainqueur, ni vaincu... *La Presse*, 4.

Buckley, Peter. (1968, 3 août). Prague-Ottawa, Québec-Bratislava, Dubcek-Trudeau. *La Presse*, 5.

AFP. (1968, 3 août). Les origines de la crise entre Moscou et Prague. *La Presse*, 52.

PA, AFP, UPI. (1968, 5 août). Prague reprend sa place au sein du bloc socialiste. *La Presse*, 1-2.

Service France-Presse. (1968, 6 août). Réflexions «après l'orage». Bratislava n'a rien réglé. *La Presse*, 6.

Wiznitzer, Louis. (1968, 6 août). Le sort des Tchèques : celui des petits peuples. *La Presse*, 7.

AFP. (1968, 6 août). Prague attend la visite de Tito avec impatience. *La Presse*, 37.

AFP. (1968, 6 août). Les Tchécoslovaques dépendent de la Russie. *La Presse*, 46.

Reuters. (1968, 7 août). Prague chercherait en Occident un prêt de \$400 millions. *La Presse*, 38.

AFP, PA, UPI. (1968, 7 août). Prague : indécision des dirigeants à tirer les leçons de la crise. *La Presse*, 41.

AFP, UPI, Reuters. (1968, 8 août). Tito est attendu à Prague demain. *La Presse*, 13.

AFP, UPI. (1968, 9 août). Les Tchèques s'impatientent de la « discrétion » des dirigeants. *La Presse*, 35.

AFP. (1968, 9 août). Mansfield s'arrête à Prague. *La Presse*, 43.

AFP, Reuters. (1968, 10 août). La Tchécoslovaquie couvre Tito de roses. *La Presse*, 1-2.

AFP, UPI, PA, Reuters. (1968, 12 août). Appui résolu et aide économique assurée de Belgrade à Prague. *La Presse*, 27.

PA. (1968, 12 août). Prague dit au revoir à Tito. *La Presse*, 27.

AFP. (1968, 12 août). Mansfield à Prague. *La Presse*, 38.

AFP, UPI. (1968, 13 août). Prague et Pankow d'accord. *La Presse*, 1-2.

Service France-Presse. (1968, 13 août). Les relations Prague-Moscou. *La Presse*, 4.

UPI, PA, AFP. (1968, 14 août). Ulbricht donne son aval aux réformes de Prague. *La Presse*, 1-2.

Kirschner, Bernard. (1968, 14 août). La Roumanie, alliée sûre de la Tchécoslovaquie, mais pays moins « libéral ». *La Presse*, 5.

Buckley, Peter. (1968, 14 août). L'avenir de la femme au travail en Tchécoslovaquie. *La Presse*, 31.

AFP. (1968, 14 août). La « Pravda » dénonce les particularismes. *La Presse*, 60.

PA, UPI, AFP. (1968, 15 août). Prague : accueil enthousiaste du premier ministre roumain. *La Presse*, 2.

Service France-Presse, AFP. (1968, 15 août). Nécessité d'un front uni contre l'impérialisme. *La Presse*, 4.

UPI, AFP, PC. (1968, 16 août). La Tchécoslovaquie marque le pas? Prague a sévi contre des éléments libéraux. *La Presse*, 1-2.

UPI, AFP, PA. (1968, 17 août). Dubcek tente de freiner l'élan de certains de ses partisans. *La Presse*, 9.

UPI, AFP. (1968, 19 août). Prague : les journalistes défient le gouvernement. *La Presse*, 49.

UPI, AFP, PA. (1968, 21 août). Invasion-éclair de la Tchécoslovaquie. L'armée russe à Prague. *La Presse*, 1-2.

Fejto, François. (1968, 21 août). Les «durs» gagnent. Le prestige russe gravement atteint. *La Presse*, 1-2.

AFP, PA, UPI. (1968, 22 août). Le gouvernement tchèque paralysé. L'URSS accuse Dubcek. *La Presse*, 1-2.

AFP, PC, UPI. (1968, 22 août). À l'ONU. Les Tchèques invoquent la souveraineté de la nation. *La Presse*, 1-2.

Beauregard, Fernand. (1968, 22 août). Le Canada va-t-il passer aux actes? *La Presse*, 1-2.

PC. (1968, 22 août). Ottawa demandera à l'ONU de condamner l'URSS. *La Presse*, 1-2.

AFP, UPI. (1968, 22 août). Une condamnation unanime. Les pays de l'Ouest. *La Presse*, 1-2.

AFP, UPI, PC, Reuters. (1968, 22 août). Une condamnation unanime. Chez les communistes. *La Presse*, 1-2.

Lapointe, Renaude. (1968, 22 août). URSS : allergique à la liberté. *La Presse*, 4.

Anonyme [De notre bureau à Ottawa]. (1968, 22 août). Les événements de Tchécoslovaquie vus du Canada. Les témoignages d'indignation montent de partout. *La Presse*, 19.

AFP. (1968, 22 août). Prague était acculé au mur. La «déclaration de Bratislava» contenait déjà les germes d'une intervention soviétique. *La Presse*, 55-56.

AFP. (1968, 22 août). Violente sortie des «Izvestia» contre les journalistes tchèques. *La Presse*, 55-56.

AFP. (1968, 22 août). Appel au calme de Radio-Prague. *La Presse*, 55-56.

AFP. (1968, 22 août). Tracts aux soldats soviétiques. *La Presse*, 55-56.

UPI, AFP. (1968, 22 août). Moscou : pas question de ramener Novotny au pouvoir, à Prague. *La Presse*, 55-56.

AFP. (1968, 22 août). La version russe des événements. *La Presse*, 55-56.

AFP, UPI, PA. (1968, 23 août). Les Tchèques se préparent à la grève générale. Dubcek serait mort. *La Presse*, 1-2.

AFP. (1968, 23 août). Svoboda en route pour Moscou. *La Presse*, 1-2.

AFP, UPI. (1968, 23 août). À l'ONU. Manœuvres de l'URSS pour gagner du temps. *La Presse*, 1-2.

PC. (1968, 23 août). Trudeau. La politique russe a 20 ans de retard. *La Presse*, 1-2.

Cormier, Guy. (1968, 23 août). Simples réflexions sur la crise. *La Presse*, 4.

Service France-Presse. (1968, 23 août). Au lendemain de la tragédie. *La Presse*, 4.

Buckley, Peter. (1968, 23 août). Prague avait toutes les raisons de demeurer dans le giron soviétique. *La Presse*, 5.

Reston, Richard. *The Los Angeles Times*. (1968, 23 août). La Tchécoslovaquie, clé de voûte du système de sécurité soviétique. Question de sécurité pour l'URSS. *La Presse*, 5.

Howard, Antony. *The London Observer*. (1968, 23 août). Les USA ne peuvent pas plus intervenir « à l'Est » que les Soviétiques à l'Ouest. *La Presse*, 5.

Bastien, Richard. (1968, 23 août). Un journaliste tchèque. Les Russes ne changeront pas d'attitude. *La Presse*, 11.

AFP. (1968, 23 août). Radio-Prague retransmet des émissions clandestines. *La Presse*, 36-37.

PC, AFP, UPI, PA. (1968, 23 août). La réprobation mondiale monte contre l'envahisseur soviétique. *La Presse*, 36-37.

AFP. (1968, 23 août). Les efforts de rapprochement USA-URSS auraient subi un brusque temps d'arrêt. *La Presse*, 36-37.

Reuters. (1968, 23 août). Le président Svoboda s'adresse à l'armée de Tchécoslovaquie. *La Presse*, 36-37.

AFP. (1968, 23 août). Réquisitoire de la « Pravda » contre Dubcek. *La Presse*, 36-37.

UPI. (1968, 23 août). Les nouveaux dirigeants de la Tchécoslovaquie. *La Presse*, 36-37.

AFP. (1968, 23 août). Les organes de presse soviétiques donnent leur version des événements. *La Presse*, 36-37.

Duff, Hervé. (1968, 23 août). L'ACELF condamne l'agression soviétique en Tchécoslovaquie. *La Presse*, 48.

AFP, UPI, PA. (1968, 24 août). Tandis que Svoboda plaide à Moscou. Les Tchèques résistent. *La Presse*, 1-2.

AFP, UPI. (1968, 24 août). Castro « justifie » l'invasion. *La Presse*, 1-2.

AFP, UPI. (1968, 24 août). Le ministre Hajek plaide à New-York. *La Presse*, 1-2.

AFP, PC. (1968, 24 août). Le Canada à l'ONU. Délégation pour libérer les leaders. *La Presse*, 1-2.

UPI. (1968, 24 août). Dubcek et Cernik, à Moscou. *La Presse*, 2.

Service France-Presse, AFP. (1968, 24 août). Paris et Londres parlent de Prague. *La Presse*, 4.

Newman, Peter. (1968, 24 août). « Nous voulions chanter avec les anges, nous devons maintenant hurler avec les loups... » *La Presse*, 5.

Newman, Peter. (1968, 24 août). Le président Svoboda, un militaire de carrière. *La Presse*, 5.

Morgan, Dan. *The Washington Post*. (1968, 24 août). L'invasion fut-elle une « surprise » pour les États-Unis? *La Presse*, 5.

AFP. (1968, 24 août). Après la stupeur, résistance passive calme et pleine d'ingéniosité à Prague. *La Presse*, 9.

AFP. (1968, 24 août). Washington affirme que les USA n'ont jamais conclu d'accord sur les sphères d'influence. *La Presse*, 9.

AFP. (1968, 24 août). L'OTAN demeure vigilante. *La Presse*, 9.

AFP, UPI, PA. (1968, 24 août). Perquisitions et contrôle des ondes. Une fusillade aurait fait plusieurs morts à Prague. *La Presse*, 9.

AFP. (1968, 24 août). Appel pour une réunion communiste européenne. *La Presse*, 9.

Saint-Germain, Pierre. (1968, 24 août). L'affaire tchécoslovaque : de Gaulle interviendrait-il auprès de Moscou? *La Presse*, 49.

AFP, UPI, PA. (1968, 26 août). L'invasion se poursuit. Dimanche sanglant à Prague. *La Presse*, 1-2.

UPI, PA, AFP. (1968, 26 août). Négociations très tendues. *La Presse*, 1-2.

Saint-Germain, Pierre. (1968, 26 août). La France maintient sa politique. *La Presse*, 1-2.

Lapointe, Renaude. (1968, 26 août). La plus franche camaraderie. *La Presse*, 4.

AFP. (1968, 26 août). Geste maladroit de l'URSS. *La Presse*, 45.

AFP. (1968, 26 août). La neutralité : solution la plus réaliste pour la Tchécoslovaquie. *La Presse*, 45.

AFP. (1968, 27 août). « Proclamation » des cinéastes tchécoslovaques. *La Presse*, 12.

AFP, UPI. (1968, 27 août). Crise tchécoslovaque. Le sommet de l'OTAN proposé par Bonn est jugé inopportun à Washington. *La Presse*, 23.

AFP. (1968, 27 août). Crise tchécoslovaque. Les missions diplomatiques américaine et chinoise à Prague se plaignent. *La Presse*, 23.

AFP. (1968, 27 août). Moscou dénonce un complot économique de l'Ouest contre Prague. *La Presse*, 49.

AFP, UPI, PA. (1968, 28 août). Un compromis à double tranchant? Les Tchèques résignés appuient les leaders. *La Presse*, 1-2.

PA. (1968, 28 août). Les chars de l'URSS à la frontière allemande. *La Presse*, 1-2.

AFP. (1968, 28 août). Dubcek : La mitrailleuse dans le dos! *La Presse*, 1-2.

AFP. (1968, 28 août). Texte intégral du discours du président Svoboda. *La Presse*, 13.

AFP. (1968, 28 août). Extraits du discours d'Alexandre Dubcek. *La Presse*, 13.

AFP, UPI. (1968, 28 août). L'affaire tchécoslovaque. Les pays de l'Ouest enregistrent l'accord de Moscou et attendent... *La Presse*, 97.

AFP. (1968, 28 août). Les organes de presse soviétiques jubilent. *La Presse*, 97.

AFP. (1968, 28 août). Les 10 commandements du citoyen tchécoslovaque. *La Presse*, 120.

Eyquem, Danielle. (1968, 29 août). Tchécoslovaquie : l'unité du pays est en danger. *La Presse*, 1-2.

UPI, AFP. (1968, 29 août). Johnson irait à Moscou. La crise de Prague n'aurait pas d'effets défavorables sur les projets de désarmement. *La Presse*, 47.

AFP. (1968, 29 août). Brejnev joue sa tête au sujet de la Tchécoslovaquie. *La Presse*, 47.

AFP. (1968, 29 août). Les forces soviétiques seront réduites à deux divisions à la frontière allemande. *La Presse*, 55.

AFP, UPI, PA. (1968, 29 août). Les Slovaques contestent la légalité du 14<sup>e</sup> congrès du parti tenu à Prague. *La Presse*, 55.

AFP, UPI. (1968, 30 août). Prague : Nouveau congrès du parti? *La Presse*, 1-2.

AFP, UPI, Reuters. (1968, 30 août). Moscou attend de Prague un retour rapide à la « normale ». *La Presse*, 13.

AFP. (1968, 30 août). L'occupation a aggravé les difficultés déjà fortes de l'économie tchécoslovaque. *La Presse*, 19.

PA, UPI. (1968, 31 août). Une autre invasion? L. Johnson met l'URSS en garde. *La Presse*, 1-2.

AFP, UPI. (1968, 31 août). L'URSS voudrait liquider 40,000 Tchécoslovaques. *La Presse*, 1-2.

UPI, AFP. (1968, 31 août). L'occupation coûterait \$10 millions par jour à la Tchécoslovaquie. *La Presse*, 9.

AFP, UPI. (1968, 31 août). La Roumanie veut être une nation égale dans le camp socialiste. *La Presse*, 9.

Giroux, Rose-Anne. (1968, 31 août). Un journaliste tchécoslovaque échappe aux Russes et trouve refuge au Canada. *La Presse*, 51.

AFP. (1968, 31 août). Bonn ne veut pas de guerre avec l'URSS. *La Presse*, 51.

PA, UPI, AFP. (1968, 3 septembre). Prague : élection d'un présidium plus libéral que le précédent. *La Presse*, 1-2.

AFP. (1968, 3 septembre). L'attitude de l'URSS engendre la méfiance des financiers suisses. *La Presse*, 42.

AFP, UPI. (1968, 3 septembre). Les journalistes tchèques acceptent le rétablissement temporaire de la censure. *La Presse*, 49.

AFP, UPI, PA. (1968, 4 septembre). Le Kremlin se fâche à nouveau. Une course contre la montre à Prague. *La Presse*, 1-2.

Service France-Press, AFP. (1968, 4 septembre). La situation en Europe de l'Est. *La Presse*, 4.

PA, AFP. (1968, 4 septembre). L'URSS invite Bonn à rester à l'écart des pays de l'Europe de l'Est. *La Presse*, 25.

UPI. (1968, 4 septembre). Brandt réclame le désarmement nucléaire. *La Presse*, 28.

AFP, UPI, PA. (1968, 5 septembre). Prague voudrait dialoguer. *La Presse*, 1-2.

AFP. (1968, 5 septembre). L'OTAN maintient son potentiel militaire. *La Presse*, 49.

AFP, UPI, PA. (1968, 6 septembre). La guerre d'idées continue à Prague. *La Presse*, 1-2.

Cormier, Guy. (1968, 6 septembre). Le « comte » et la « Pravda ». *La Presse*, 4.

AFP, UPI. (1968, 6 septembre). Hajek rentre à Prague. *La Presse*, 15.

AFP, PA. (1968, 6 septembre). Pas de « sommet » USA-URSS. *La Presse*, 15.

AFP. (1968, 6 septembre). La crise tchèque divise les communistes. *La Presse*, 15.

PA. (1968, 6 septembre). Les USA érigeront un bouclier anti-missile. *La Presse*, 15.

AFP, Reuters. (1968, 6 septembre). La présence des Russes en territoire tchèque n'est pas une menace pour les pays de l'OTAN. *La Presse*, 32.

Merlino, Antoine. (1968, 7 septembre). Contre l'URSS. Front commun du PC italien. *La Presse*, 1-2.

AFP, UPI, PA. (1968, 7 septembre). Le Kremlin dépêche un émissaire en Tchécoslovaquie. *La Presse*, 9.

AFP, UPI, PA. (1968, 9 septembre). Moscou veut l'application sans délai du « compromis ». *La Presse*, 1-2.

AFP. (1968, 9 septembre). Remise en question de la réunion communiste mondiale de Moscou. *La Presse*, 7.

AFP, UPI, PA. (1968, 10 septembre). La presse d'URSS poursuit ses attaques contre Prague. *La Presse*, 1-2.

Felteau, Cyrille. (1968, 10 septembre). L'avertissement à Prague. *La Presse*, 4.

AFP, UPI, PA. (1968, 11 septembre). Moscou règle avec Cernik la « normalisation » économique. *La Presse*, 1-2.

Service France-Press. (1968, 11 septembre). De Gaulle et le coup de force en Tchécoslovaquie. *La Presse*, 4.

Hartig, Henri. (1968, 11 septembre). Les Hongrois regrettent se s'être laissé entraîner dans l'aventure tchécoslovaque. *La Presse*, 5.

AFP. (1968, 11 septembre). Kossyguine à Cernik : tout s'arrangera! *La Presse*, 85.

AFP. (1968, 11 septembre). Moscou invoque la contre-révolution pour justifier son intervention. *La Presse*, 88.

Eyquem, Danielle. (1968, 12 septembre). L'armée russe quitte Prague. La presse est mise au pas. *La Presse*, 1-2.

Anonyme [lettre ouverte]. (1968, 12 septembre). Une Tchécoslovaque de Prague raconte l'invasion de son pays. *La Presse*, 4.

AFP. (1968, 12 septembre). Les blindés soviétiques quittent Prague. *La Presse*, 57.

AFP. (1968, 12 septembre). À travers Prague, Moscou vise l'Europe méridionale. *La Presse*, 75.

PC, PA, AFP, Reuters. (1968, 13 septembre). Dubcek est censuré par ses camarades. *La Presse*, 50.

PA, UPI, AFP. (1968, 14 septembre). Les Tchèques ont finalement plié. *La Presse*, 1-2.

AFP, UPI, PA. (1968, 14 septembre). Les pays socialistes des Balkans s'éloignent davantage de Moscou. *La Presse*, 9.

AFP. (1968, 16 septembre). Dubcek : la démocratisation ne sera pas abandonnée. *La Presse*, 45.

Neret, Lucien. (1968, 17 septembre). La radio a joué un rôle capital dans l'information des Tchécoslovaques. *La Presse*, 5.

AFP. (1968, 17 septembre). Prague : des économistes se portent à la défense des réformes d'Ota Sik. *La Presse*, 57.

Eyquem, Danielle. (1968, 18 septembre). L'URSS convoque les dirigeants tchécoslovaques. *La Presse*, 1-2.

Eyquem, Danielle. (1968, 19 septembre). Moscou tenterait d'éliminer Dubcek. *La Presse*, 15.

Leclerc du Sablon, Jean. (1968, 20 septembre). Coup de théâtre. Dubcek ne va plus en Russie. *La Presse*, 1-2.

AFP, PA, Reuters. (1968, 21 septembre). Un mois après l'occupation. Les Tchèques tiennent bon et l'URSS montre les dents. *La Presse*, 1-2.

AFP. (1968, 23 septembre). En Tchécoslovaquie : L'éviction de Dubcek contre l'évacuation des troupes? *La Presse*, 16.

AFP, PA. (1968, 24 septembre). Prague : situation confuse à propos du voyage à Moscou. *La Presse*, 65.

UPI, AFP. (1968, 25 septembre). Moscou se fâche et ajourne le sommet avec les dirigeants tchécoslovaques. *La Presse*, 79.

AFP, UPI, PA. (1968, 27 septembre). Nouveau coup de force à Prague? *La Presse*, 45.

AFP, UPI, PA. (1968, 28 septembre). Nouvelle phase de la crise tchécoslovaque? Mystère autour de la visite du maréchal Yakoubovsky à Prague. *La Presse*, 9.

AFP, UPI, PA. (1968, 30 septembre). Prague : indices contradictoires au sujet d'une éventuelle purge. *La Presse*, 53.

AFP. (1968, 30 septembre). La réunion communiste de novembre. Le « sommet » de Moscou aurait lieu malgré tout. *La Presse*, 57.

## 2008

AFP. (2008, 04 août). Géorgie. La tension monte. *La Presse*, A10.

AFP. (2008, 08 août). Offensive géorgienne en Ossétie du Sud. La Russie croit encore en une solution pacifique. *La Presse*, A16.

AFP. (2008, 09 août). Violents combats en Ossétie du Sud. La Russie et la Géorgie jettent les gants. *La Presse*, A24.

AFP, *New York Times*. (2008, 09 août). Un territoire pro-russe. *La Presse*, A24.

Orfali, Philippe. (2008, 10 août). Onde de violence dans le Caucase. C'est l'impasse au Conseil de sécurité. *La Presse*, A3.

Lavoie, Frédérick. (2008, 10 août). Onde de violence dans le Caucase. Le conflit s'élargit. *La Presse*, A2.

Lavoie, Frédérick. (2008, 10 août). Onde de violence dans le Caucase. Après l'Ossétie, l'Abkhazie? *La Presse*, A3.

Anonyme. (2008, 10 août). Onde de violence dans le Caucase. 1990. *La Presse*, A3.

AFP. (2008, 11 août). Mise en garde américaine. *La Presse*, A13.

Fontaine, Hugo. (2008, 11 août). Échos de guerre à Pékin. *La Presse*, A13.

Dyer, Gwynne. (2008, 11 août). Une gaffe monumentale. *La Presse*, A12.

Sirois, Alexandre. (2008, 11 août). La Géorgie bat en retraite mais ne freine pas l'escalade. Sarkozy ira à Moscou à titre de médiateur. *La Presse*, A13.

King, Ronald. (2008, 12 août). Même nos chevaux sont nuls. *La Presse*, S12.

PC. (2008, 12 août). Le secteur minier fait plonger le TSX. *La Presse Affaire*, 7.

Gruda, Agnès. (2008, 12 août). Les Géorgiens craignent le pire. *La Presse*, A20.

AFP. (2008, 12 août). Tbilissi dénonce l'occupation russe. Bush et Poutine haussent le ton pendant que le président Sarkozy entame une mission de conciliation. *La Presse*, A20.

Reuters. (2008, 13 août). La Géorgie et la Russie acceptent un plan de paix. *La Presse*, A1.

Lavoie, Frédérick. (2008, 13 août). La Russie et la Géorgie acceptent un plan de paix. *La Presse*, A24.

AFP. (2008, 13 août). Les événements du jour. *La Presse*, A24.

Gruda, Agnès. (2008, 13 août). Les Géorgiens pris de fibre patriotique. Témoignage d'une étudiante montréalaise à Tbilissi. *La Presse*, A24.

AP. (2008, 13 août). Le plan de paix. *La Presse*, A24.

Lavoie, Frédérick. (2008, 14 août). Rage et détresse en Ossétie-du-Sud. *La Presse*, A16.

Hétu, Richard. (2008, 14 août). Bush envoie de l'aide à la Géorgie. *La Presse*, A16.

Coulon, Jocelyn. (2008, 14 août). Pauvre Géorgie! Le président Mikheïl Saakachvili s'est à ce point fourvoyé qu'il a plongé son pays dans un grand malheur. *La Presse*, A19.

AFP. (2008, 15 août). Exercice militaire avec la Russie annulé. *La Presse*, A6.

Gruda, Agnès. (2008, 15 août). « Mikheïl Saakachvili est tombé dans le piège ». *La Presse*, A11.

Lavoie, Frédérick. (2008, 15 août). Être Géorgien en Ossétie-du-Nord. *La Presse*, A11.

Boniface, Pascal. (2008, 15 août). Leçons géorgiennes. Les Russes viennent de démontrer que leur déchéance stratégique des années 90 est bel et bien révolue. *La Presse*, A13.

AFP. (2008, 16 août). Tbilissi signe un cessez-le-feu avec Moscou. Washington exige le départ immédiat des troupes russes toujours en territoire géorgien. *La Presse*, A22.

Lavoie, Frédérick. (2008, 16 août). Portrait du président géorgien Mikheïl Saakachvili. Le pompier pyromane. *La Presse*, A22.

AFP. (2008, 16 août). La Pologne fâche la Russie. *La Presse*, A22.

PC. (2008, 16 août). Un prof de McGill à La Haye. *La Presse*, A24.

Lavoie, Frédérick. (2008, 17 août). Conflit Russo-Géorgien. Les réfugiés ossètes rentrent chez eux. *La Presse*, A11.

Croteau, Martin. (2008, 17 août). Manifestation à Montréal. « Hors de la Géorgie! » *La Presse*, A11.

AFP. (2008, 17 août). La Russie, casse-tête pour Washington. *La Presse*, A11.

AFP, PC. (2008, 17 août). Les troupes russes s'enfoncent en Géorgie malgré le cessez-le-feu. *La Presse*, A11.

Lavoie, Frédéric. (2008, 18 août). Guerre en Géorgie. Les Moscovites divisés. *La Presse*, A12.

AFP. (2008, 18 août). L'Occident accuse Moscou de traîner les pieds. La Russie promet de retirer ses troupes mais déploie des rampes de lancement de missiles en Ossétie-du-Sud, selon le NYT. *La Presse*, A12.

AFP. (2008, 18 août). L'Occident accuse Moscou de traîner les pieds. La Russie promet de retirer ses troupes aujourd'hui, tandis que Tbilissi affirme qu'elle fortifie ses positions en Géorgie. *La Presse*, A12.

Lavoie, Frédéric. (2008, 19 août). Géorgie. Confusion autour du retrait des Russes. *La Presse*, A17.

AFP. (2008, 20 août). Crise en Géorgie. Ottawa n'exclut pas de rompre certains contrats avec Moscou. *La Presse*, A10.

AFP, AP. (2008, 20 août). L'OTAN fait des menaces, Moscou riposte. *La Presse*, A25.

Lavoie, Frédéric. (2008, 20 août). Conflit russo-géorgien. Désarroi sans frontières parmi les réfugiés. *La Presse*, A25.

Lavoie, Frédéric. (2008, 21 août). Les Russes se retirent à pas de tortue. *La Presse*, A20.

Lavoie, Frédéric. (2008, 21 août). Géorgie. Gori au-delà de la propagande. *La Presse*, A20.

AFP, AP. (2008, 21 août). Ossètes et Abkhazes veulent le sceau de Moscou. *La Presse*, A20.

AFP. (2008, 22 août). Géorgie. Le Conseil de sécurité divisé. *La Presse*, A17.

AFP. (2008, 23 août). Moscou dit avoir quitté la Géorgie. Tbilissi réfute l'information. *La Presse*, A26.

Bellavance, Joël-Denis. (2008, 24 août). Le G8 sans la Russie? Depuis l'invasion de la Géorgie, le Canada se demande si la Russie mérite de siéger au G8. *La Presse*, A1.

AP. (2008, 24 août). Tension et confusion en Géorgie. *La Presse*, A14.

Roy, Mario. (2008, 24 août). La longue marche. *La Presse*, A15.

Dreher, Rod, *Dallas Morning Star*. (2008, 24 août). Un idéalisme loin de la réalité. Bien difficile de voter pour des candidats comme McCain et Obama, qui défendent une idéologie axée sur la sécurité nationale. *La Presse*, A15.

AFP. (2008, 25 août). Géorgie. Paris convoque un sommet européen. *La Presse*, A14.

AFP. (2008, 26 août). Le Parlement russe reconnaît les républiques séparatistes de la Géorgie. *La Presse*, A18.

Khan, Jooneed. (2008, 27 août). L'expansion de l'OTAN et la défense russe. *La Presse*, A25.

Baril, Hélène. (2008, 27 août). Rabaska. L'approvisionnement dans la tourmente russe. *La Presse Affaires*, 5.

AFP. (2008, 28 août). Géorgie. Moscou informe Pékin. *La Presse*, A18.

AFP, AP. (2008, 29 août). Conflit russo-géorgien. Poutine blâme les États-Unis. *La Presse*, A16.

Lavoie, Frédérick. (2008, 30 août). La Russie isolée. *La Presse*, A27.

Thibodeau, Marc. (2008, 02 septembre). Crise en Géorgie. L'UE réprimande la Russie mais n'impose pas de sanctions. *La Presse*, A13.

Anonyme [Vue d'ailleurs]. (2008, 03 septembre). Géorgie : « la victoire du bon sens », dit Poutine. *La Presse*, A19.

AFP. (2008, 03 septembre). Russie. L'Ingouchie bouge. *La Presse*, A21.

Perreault, Mathieu. (2008, 04 septembre). MacLean veut rendre l'Agence spatiale plus efficace. *La Presse*, A10.

AFP, AP. (2008, 04 septembre). Géorgie. Bush et le FMI en renfort. *La Presse*, A20.

Gruda, Agnès. (2008, 05 septembre). Pendant ce temps, sur le terrain... *La Presse*, A15.

Gruda, Agnès. (2008, 05 septembre). Chronologie d'une escalade. *La Presse*, A15.

Gruda, Agnès. (2008, 05 septembre). Tensions dans le Caucase. Géorgie, et après? *La Presse*, A15.

Lavoie, Frédérick. (2008, 06 septembre). Le souvenir de l'empire perdu ravivé en Russie. *La Presse*, A30.

- AP. (2008, 06 septembre). OTAN. Après la Géorgie, l'Ukraine. *La Presse*, A34.
- AFP, AP. (2008, 08 septembre). Géorgie. Troïka européenne à Moscou pour faire plier la Russie. *La Presse*, A20.
- AP. (2008, 09 septembre). Moscou accepte de se retirer de la Géorgie. La Russie dit « oui, mais pas tout de suite ». *La Presse*, A20.
- AFP. (2008, 10 septembre). Abkhazie et Ossétie-du-Sud. La Russie consolide son empire. *La Presse*, A28.
- Gruda, Agnès. (2008, 10 septembre). Possibilité d'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN. « Ne réveillez pas le chien qui dort. » *La Presse*, A28.
- Lavoie, Frédérick. (2008, 10 septembre). Entrevue avec Fiodor Loukianov. Que veut la Russie? *La Presse*, A28.
- Coulon, Jocelyn. (2008, 12 septembre). La crise géorgienne est maintenant terminée et la victoire sur tous les plans de la Russie est incontestable. La Russie a gagné. *La Presse*, A21.
- AFP. (2008, 14 septembre). La Russie entame son repli en Géorgie. *La Presse*, A22.
- AFP. (2008, 15 septembre). Abkhazie. Frontière « transparente ». *La Presse*, A21.
- Dupaul, Richard. (2008, 15 septembre). « Coups de massue » pour les va-t-en guerre. *La Presse Affaires*, 2.
- AFP. (2008, 17 septembre). La majorité pro-occidentale éclate. *La Presse*, A28.
- Gruda, Agnès. (2008, 17 septembre). Le divorce à l'ukrainienne. *La Presse*, A28.
- Herenstein, Amélie. (2008, 18 septembre). Crise de confiance financière en Russie. Les autorités sortent l'artillerie lourde. *La Presse Affaires*, 5.
- Lavoie, Frédérick. (2008, 17 septembre). La Bourse de Moscou en plein tumulte. *La Presse Affaires*, 6.
- Humphries, Conor. (2008, 27 septembre). Chavez lance un nouveau défi aux Américains. Le président du Venezuela veut former avec Moscou un contrepoids solide aux États-Unis. *La Presse*, A31.